

*Entre*  
**décolonisation**  
*et*  
**autochtonisation**



*Comment penser un monde plus juste?*

**20<sup>e</sup> Colloque annuel du CIÉRA**

Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones

**2 et 3 mai 2022 | Musée McCord et UQAM**



Conseil de recherches en  
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities  
Research Council of Canada

**UQAM**

Université  
de Montréal

 UNIVERSITÉ  
LAVAL

**Canada**  
**UQO**  
UNIVERSITÉ  
DU QUÉBEC  
EN OUTAOUAIS

La tenue de la 20<sup>e</sup> édition du Colloque du CIÉRA a été rendue possible grâce au soutien financier des partenaires suivants, que nous remercions chaleureusement :



Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada

Canada

Fonds de recherche Société et culture

Québec

UQAM | Faculté de science politique et de droit

UQAM | Chaire de recherche du Canada en connaissance et transmission de la langue inuite



IAN LAFRENIÈRE  
Député de Vachon



TOUJOURS LÀ POUR VOUS!

recherches amérindiennes au québec

Faculté de droit  
Université de Montréal

IMAGINAIRE NORD

LABORATOIRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR L'IMAGINAIRE DU NORD, DE L'HIVER ET DE L'ARCTIQUE

UQAM

Département de littératures et de langues du monde  
Faculté des arts et des sciences

UQAM | Département de sociologie

Université de Montréal

Éducation Québec

UQAM | École des médias  
FACULTÉ DE COMMUNICATION  
Université du Québec à Montréal

UQAM | Institut d'études internationales de Montréal

UQAM | Département de sciences des religions

UQAM | Département de philosophie

UQAM | Département d'histoire

UQAM | Département d'histoire de l'art

UQAM | Département de science politique



Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie **cridaq**

Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques  
Faculté des arts et des sciences

Université de Montréal et du monde.

Faculté des arts et des sciences  
Département de communication

Université de Montréal



CHAIRE CONDITION AUTOCHTONE  
Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée

EN PAGE COUVERTURE :

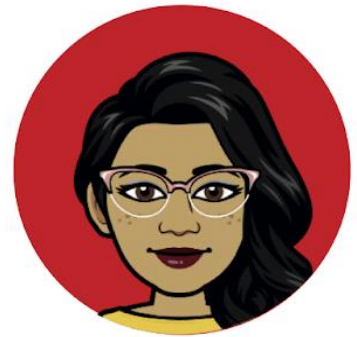
**Akuashkuaikan** (insigne/plaque en métal en innu-aimun)

**Œuvre de Kanessa Michel**

*Akuashkuaikan, c'est le mot qui se rapproche le plus pour dire un « écusson ». L'œuvre représente un blason autochtonisé. Comment penser un monde plus juste ? En pensant comme un Innu et en ayant une pensée circulaire. Le cercle a une très grande importance chez nous. Quand on est en cercle, tout le monde est égal. Le caribou a une place centrale pour ma nation. Il est celui qui a permis à mon peuple de vivre pendant des millénaires. Il fait partie de nos légendes, il est dans nos vêtements, il est notre maison. Il est la base de toute notre culture.*

À PROPOS DE L'ARTISTE :

*Kanessa Michel*



*Ils m'ont appelé Kanessa Michel. Je suis une Innue de Mani-Utenam, la mère de Yoanessa, la femme de Yoan et la fille de Kathleen et Pascal. Je suis une héritière et une apprentie du savoir-être et du savoir-faire Innue. Motivation et ténacité sont mes deux qualités qui me mènent à bout de mes projets.*

*En retournant aux études en 2015, j'avais à peine un secondaire un de terminée. Diplômée en 2019 de l'Institution Kiuna, d'où j'ai solidifié mon identité innue. Ensuite, j'ai étudié en administration au HEC MTL pour finalement me tourner en design. Maintenant, je suis étudiante en deuxième année au Baccalauréat en design graphique à l'Université Laval.*

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Ouverture</b> .....	<b>6</b>
Mot de la direction du CIÉRA .....	6
Mot du Cercle des Premières Nations de l'UQAM (CPN-UQAM) .....	7
Mot du Musée McCord .....	8
<b>Présentation de la thématique du colloque</b> .....	<b>9</b>
<b>Adresses des lieux du colloque</b> .....	<b>13</b>
<b>Tableau du programme complet</b> .....	<b>14</b>
<b>Activités du 2 mai 2022</b> .....	<b>17</b>
<b>Atrium et salle Théâtre J. Armand Bombardier/ Musée McCord</b> .....	<b>17</b>
Mots d'ouverture .....	17
Table ronde d'ouverture .....	17
Table ronde 1 .....	18
Panel 1.....	18
Table ronde 2 .....	19
Panel 2.....	20
Panel 3.....	21
Panel 4.....	21
Panel 5.....	22
<b>Soirée culturelle du colloque annuel du CIÉRA</b> .....	<b>23</b>
Soirée au Jardin botanique de Montréal   Espace pour la vie .....	23
<b>Activités du 3 mai 2022</b> .....	<b>26</b>
<b>salle Théâtre J. Armand Bombardier/ Musée McCord</b> .....	<b>26</b>
Panel 6.....	26
Panel 7.....	27
Panel 8.....	28
<b>3 mai 2022</b> .....	<b>29</b>
<b>Salle de la Chaufferie, UQAM</b> .....	<b>29</b>
Panel 9.....	29
Table ronde 3 .....	30
Panel 10.....	30

Panel de clôture .....	31
<b>Cocktail de clôture</b> .....	<b>32</b>
<b>Résumés des présentations</b> .....	<b>33</b>
Table ronde d'ouverture : Mettre en œuvre les droits autochtones : Innovations et limites dans le contexte canadien .....	33
Table ronde 1 : Kchi odana. Regards croisés sur les transformations et l'autochtonisation d'institutions municipales : les cas du Jardin des Premières-Nations, d'Espace pour la vie et de la Stratégie de réconciliation de la Ville de Montréal. ....	33
Panel 1 : Musées et patrimoine : penser les traces de l'histoire .....	34
Salle Théâtre J. Armand Bombardier.....	34
Table ronde 2 : Vers une université décoloniale ? Le modèle de l'UQAT .....	36
Panel 2 : Autonomie ou autodétermination ? Regards croisés sur les questions numériques et de territoires ancestraux.....	37
Panel 3 : Vers une université décoloniale ? Modèles en travail social.....	40
Panel 4 : Penser la décolonisation des institutions de l'intérieur et de l'extérieur .....	42
Panel 5 : Vers une université décoloniale ? Expériences et perspectives comparées .....	43
Panel 6 : L'art comme moteur de transformations.....	45
Panel 7 : Pour une autodétermination territoriale et alimentaire : savoirs et pratiques environnementales autochtones en Amérique et en Afrique.....	47
Panel 8 : Questionner les savoirs académiques : regards croisés et multidisciplinaires sur la valorisation des perspectives autochtones.....	51
Panel 9 : Pour une décolonisation des enseignements : la place des savoirs et des perspectives autochtones dans la transmission des connaissances .....	53
Table ronde 3 : Consultations et autochtonisation : perspectives comparées.....	56
Panel 10 : POUR UN ENSEIGNEMENT décolonial : perspectives et expériences comparées .....	57
Panel de clôture : Autochtonisation et décolonisation : convergences et divergences des luttes féministes et BSLGBTQIAA+ autochtones au Canada et dans le monde .....	60
<b>Biographies</b> .....	<b>63</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>84</b>
<b>Le comité organisateur</b> .....	<b>86</b>
<b>Le comité scientifique</b> .....	<b>86</b>
<b>Le comité soirée culturelle</b> .....	<b>86</b>
<b>Les bénévoles</b> .....	<b>86</b>

### Mot de la direction du CIÉRA

*« Nous voudrions commencer en soulignant que les terres sur lesquelles nous nous trouvons font partie d'un territoire ancestral qui a longtemps servi de lieu de vie, de rencontres et d'échanges entre les peuples autochtones, notamment la nation Kanien'kehá:ka (Mohawk). Nous honorons, respectons et reconnaissons ces nations qui n'ont jamais cédé leurs droits ni leur autorité souveraine sur les terres et les eaux sur lesquelles nous nous réunissons aujourd'hui ».*

La 20<sup>e</sup> édition du colloque du Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA) a pour thème « *Entre décolonisation et autochtonisation : comment penser un monde plus juste ?* ». Elle intervient dans un contexte où, à la suite des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, plusieurs institutions, milieux et espaces, au Québec et ailleurs au sein de la fédération, ont annoncé s'engager dans de tels processus. Pensons, par exemple, aux musées, écoles, cégeps et universités, mais aussi aux institutions municipales. Les démarches d'autochtonisation et de décolonisation se multiplient au sein des institutions, dans un contexte où leur signification demeure souvent ambiguë et leur opérationnalisation reste difficilement mesurable. De plus, le projet colonial et ses répercussions ne sont pas toujours bien compris en amont de ces initiatives. Bien que ce colloque n'ait pas pour ambition d'épuiser la réflexion à propos de ces processus, qu'il n'ait pas non plus pour objectif d'identifier « La bonne démarche », il vise à tout le moins ouvrir un espace de dialogue entre étudiant·e-s, chercheur·e-s, professionnel·le-s, représentant·e-s, artistes et militant·e-s, autochtones et non autochtones, afin d'apprendre ensemble et d'approfondir notre compréhension de ces processus et des contextes au sein desquels ils fleurissent. Il a l'ambition de le faire à travers plusieurs perspectives ainsi que selon diverses approches : la prise de parole, l'échange, le débat et l'apprentissage expérientiel, mais aussi dans différents lieux, qu'il s'agisse du Musée McCord, du Jardin botanique de Montréal | Espace pour la vie ou de l'Université du Québec à Montréal.

Au nom du CIÉRA, nous remercions l'ensemble des personnes qui ont contribué à rendre possible cette activité. En tout premier lieu, nous remercions les conférencières, conférenciers, modératrices et modérateurs prenant part aux deux journées de colloque, ainsi que les artistes, sans qui la soirée culturelle ne serait pas. En second lieu, ce colloque n'aurait pas vu le jour sans l'équipe de coordination scientifique assurée par Éric Chalifoux, Coordonnateur général du GRIAAC/CIÉRA-Montréal, Isabelle Chrétien, Coordonnatrice étudiante au GRIAAC/CIÉRA-UQAM, Simon Dabin, Stagiaire postdoctoral au CIÉRA, Johanna Nouchi, Membre étudiante du CIÉRA-Montréal et Arnaud Simard-Émond, Coordonnateur étudiant pour le CIÉRA-Montréal à l'Université de Montréal. Un merci tout spécial à Maxence Terrollion

pour son appui avec le site web du colloque, à Mélisande Séguin pour sa contribution dans le cadre de la levée de fonds et à Johanna Nouchi pour le travail de mise en page du programme. En troisième lieu, nous tenons à remercier les membres des comités organisateurs et scientifiques du colloque : Mathieu Boivin, Philippe Boucher, Sabrina Bourgeois, Éric Chalifoux, Isabelle Chrétien, Richard Compton, Simon Dabin, Maude Darsigny-Trépanier, Doris Farget, Jonathan Lainey, Étienne Levac, Johanna Nouchi, Vincent Pâquet, Khadiatou Sarr, Mélisande Séguin, Arnaud Simard-Émond, Stéphanie Sirois-Gauthier, Maxence Terrollion, Elisa Tripotin, Isabelle Veillette et Daphnée Yannaki et Gustavo Zamora Jiménez. Un très grand merci à vous ! Nous sommes également très reconnaissants de l'implication de tous les bénévoles le jour du colloque.

Nous tenons en outre à remercier l'ensemble des partenaires qui ont soutenu cette démarche : le Cercle des Premières Nations de l'UQAM, le Musée McCord, le Jardin botanique de Montréal | Espace pour la vie, Femmes autochtones du Québec, le Fonds de recherche du Québec, Société et culture (FRQSC), le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et l'ensemble des universités, Instituts, facultés, départements, centres et chaires de recherche qui ont offert une contribution.

Enfin, pour le moment et jusqu'à nouvel ordre, cette 20<sup>e</sup> édition du colloque annuel du CIÉRA est prévue se dérouler en présentiel. Si la situation sanitaire l'exige, le centre fera le nécessaire pour basculer la programmation en ligne.

Bon colloque !

Les directions des pôles du CIÉRA

Doris Farget (CIÉRA-UQAM), Christian Gates St-Pierre (CIÉRA-UMontréal), Geneviève Motard (CIÉRA-ULaval) et Dimitri della Faille (CIÉRA-UQO).

## Mot du Cercle des Premières Nations de l'UQAM (CPN-UQAM)

Œuvrant au cœur de Montréal, le Cercle des Premières Nations de l'UQAM (CPNUQAM) est une association étudiante qui a pour mission de rallier les membres des Premières Nations ainsi que toute personne intéressée par la culture et les réalités que vivent les Premiers Peuples.

Le CPNUQAM fonctionne par consensus, et est composé de membres autochtones et allochtones. Il vise à soutenir les étudiant·e·s autochtones de l'UQAM, notamment dans leur intégration à la vie universitaire et urbaine, à promouvoir et diffuser la culture autochtone et tout autre sujet connexe, et à établir des liens d'amitié et de coopération entre les Autochtones et les Allochtones.

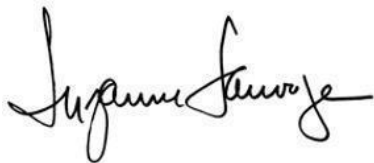
## Mot du Musée McCord

Nous sommes ravis d'accueillir les participants au colloque « *Entre décolonisation et autochtonisation, comment penser un monde plus juste?* » et de soutenir le Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones et le Groupe de recherche interdisciplinaire sur les affirmations autochtones contemporaines dans l'organisation de ce dernier. Les sujets et concepts qui y seront abordés sont primordiaux. En tant qu'institution muséale centenaire, la question de la décolonisation est au cœur de nos préoccupations et de nos pratiques muséales.

Le Musée McCord célèbre la vie à Montréal, ses gens et ses communautés, d'hier et d'aujourd'hui. Ouvert sur le monde, il propose des expositions et des rendez-vous culturels qui invitent à poser un regard critique et inclusif sur l'histoire sociale. Le Musée conserve la collection Cultures autochtones constituée de plus de 16 500 objets racontant près de 12 000 ans d'histoire, témoins éloquents provenant principalement de la culture matérielle des Premières Nations, des Inuits et des Métis au Canada. L'institution est engagée depuis plusieurs années dans une démarche d'autochtonisation visant à accroître la pertinence et l'accessibilité de cette collection auprès des communautés autochtones, et à veiller à ce que son rayonnement reflète leurs préoccupations et leurs perspectives contemporaines.

Nous espérons que ce colloque contribuera à stimuler les échanges et la collaboration entre les divers intervenants.

Bon colloque à tous!

A handwritten signature in black ink, reading "Suzanne Sauvage". The signature is fluid and cursive, with the first name "Suzanne" and the last name "Sauvage" clearly distinguishable.

Suzanne Sauvage

Présidente et chef de la direction

Musée McCord

***Durant le 20<sup>e</sup> colloque annuel du CIÉRA,***

***le Musée McCord offre gracieusement à tous les participant-e-s la visite de l'exposition  
« Voix autochtones d'aujourd'hui. Savoir, trauma, résilience ».***

***N'hésitez pas à la visiter!***



## PRÉSENTATION DE LA THÉMATIQUE DU COLLOQUE

Le colloque annuel du Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA) regroupe chaque année des universitaires, artistes, professionnel·le·s et représentant·e·s autochtones et non autochtones afin de réfléchir à une thématique novatrice en études autochtones. La 20<sup>e</sup> édition du colloque annuel du CIÉRA porte sur l'autochtonisation et la décolonisation des institutions. Elle est organisée avec la collaboration des trois pôles du centre et le Groupe de recherche interdisciplinaire sur les affirmations autochtones contemporaines de l'UQAM (GRIAAC), en partenariat avec le Cercle des Premières Nations de l'UQAM et le Musée McCord, avec l'appui du Jardin botanique de Montréal | Espace pour la vie et de Femmes autochtones du Québec.

L'autochtonisation comme la décolonisation sont des termes polysémiques. Leur acception et les pratiques qui en découlent sont souvent déterminées selon la discipline qui les théorise et même, dans le cas de la décolonisation, du sujet auquel elle est associée. En effet, la décolonisation change de signification en fonction des personnes – Autochtones ou Allochtones – ou des institutions pour qui elle est formulée. En ce qui concerne l'autochtonisation, elle est pratiquée par certains musées, par certain·e·s artistes ou organisations, mais elle peut aussi qualifier des pratiques institutionnelles : qu'elles soient autochtones (comme au Nunavut) ou coloniales.

Cependant, nous pourrions définir l'autochtonisation de façon plus générale. Ce concept peut se comprendre comme l'ouverture d'espaces et des institutions aux pensées autochtones. Cela passe par l'inclusion de personnes autochtones dans les organes décisionnels de ces espaces et de ces institutions et l'inclusion de leurs connaissances et de leur manière de faire dans les décisions prises par ces espaces et ces institutions (Melançon 2019). L'autochtonisation sous-entend un processus de changement au sein des institutions permettant l'établissement d'espaces physiques et épistémiques qui prennent en compte les perspectives autochtones (Pete 2016).

Plus spécifiquement, Adam Gaudry et Danielle Lorenz (2018), en s'appuyant sur le contexte universitaire canadien, conçoivent l'autochtonisation à partir d'un spectre à trois dimensions : l'autochtonisation par inclusion, l'autochtonisation centrée sur la réconciliation et l'autochtonisation décoloniale. Pour ces auteur·rice·s, l'autochtonisation par inclusion correspond à la mise en place de politiques visant à augmenter le nombre de personnes autochtones au sein des institutions. Cette dimension de l'autochtonisation ne remet pas en cause les structures coloniales. Elle impose plutôt aux Autochtones de s'adapter à celles-ci. La création d'un contingent autochtone intégré aux forces policières étatiques est un exemple de ce type d'autochtonisation (Aubert et Jaccoud 2009). L'autochtonisation centrée sur la réconciliation vise à mettre sur un pied d'égalité les savoirs et pratiques Allochtones avec ceux des Autochtones afin de parvenir à une nouvelle relation équilibrée. Cette dimension de l'autochtonisation

nécessite l'élaboration de mécanismes de collaboration, une transformation effective des processus de prise de décisions et l'inclusion des Premiers Peuples dans les milieux décisionnels qui ont une incidence sur leur vie. La réconciliation passe par la modification des institutions pour y inclure les perspectives autochtones. Enfin, l'autochtonisation décoloniale décrit les pratiques qui visent à réorienter fondamentalement le fonctionnement des institutions. Cette dimension s'appuie grandement sur la pensée de la résurgence afin de réimaginer les institutions. Dans le milieu universitaire, cela signifie de repenser la manière dont les savoirs sont produits pour faire une plus grande place aux connaissances autochtones. L'autochtonisation décoloniale vise dès lors la transformation des institutions en quelque chose de dynamique et nouveau favorisant un climat de justice sociale à l'intérieur de celles-ci. La définition proposée par Gaudry et Lorenz est pertinente, car elle permet de distinguer différents degrés d'autochtonisation en fonction des politiques mises de l'avant par les institutions. Elle peut également être mobilisée pour différents contextes, notamment le milieu muséal (Franco 2020), le milieu de l'éducation primaire et secondaire (Paul, Jubinville et Lévesque 2020 ; Donald 2009) et le milieu de la santé (Lavallee et Poole 2009). À la lumière de la sous-représentation des Autochtones et de leurs savoirs dans ces institutions, les pratiques d'autochtonisation sont plus que jamais nécessaires.

Dans ces perspectives, nous souhaitons questionner le lien entre l'autochtonisation et la décolonisation en théorie et en pratique. Pour plusieurs auteur·rice·s qui exercent une influence très importante en études décoloniales autochtones, ce lien n'existe pas (Alfred 1999; Simpson 2017; Coulthard 2014). Regroupé·e·s sous le titre de « traditionalistes », ces penseur·euse·s pensent une décolonisation qui ne peut se faire qu'en dehors des institutions coloniales, ce qui entre donc en contradiction profonde avec toutes les définitions de l'autochtonisation. Pour eux et elles, les valeurs entre les sociétés autochtones et allochtones sont à ce point incommensurables, qu'il est impossible de penser la fin des rapports coloniaux (donc la décolonisation) dans une relation avec les sociétés allochtones.

Mais pour d'autres auteur·rice·s, cette perspective est intenable sur le plan philosophique et pratique. Il est impossible de penser une identité autochtone qui soit le reflet d'une « image de continuité insulaire ou de culture inchangée » non transformée par le colonialisme (Rifkin 2012 : 35). Il n'est pas non plus possible de penser une identité coloniale non affectée par les actions des Autochtones (Schotten 2018 : 58-59). Même si les rapports sont inégalitaires et qu'il est évident que les actions coloniales affectent les Autochtones, cette relation doit tout de même être prise en compte pour imaginer un jour, une égalité entre ces différentes sociétés. Bien que ces auteur·rice·s considèrent qu'il existe bien des différences entre les valeurs autochtones et allochtones (puisque sans ces différences il n'y aurait aucune matière pour penser l'autodétermination autochtone et la décolonisation), ces différences ne sont pas insurmontables.

Ainsi, l'autochtonisation peut être comprise comme un ensemble d'actions qui modifie la compréhension des identités et des valeurs autochtones, mais qui conduit aussi à des (r)évolutions dans les structures, dans les philosophies, dans les principes de la citoyenneté, dans les principes juridiques et dans les pratiques politiques de l'État colonial d'établissement (Lightfoot 2016a). Chaque fois que les Autochtones utilisent les institutions coloniales pour remettre en cause le colonialisme, ils contribuent à mettre en place, étape par étape, les bases de véritables changements. Ces actions déstabilisent les fondements

coloniaux des États, présentent des alternatives pour (re)penser les relations de domination (idem, 189-90) et rendent, à terme, les institutions coloniales plus favorables à l'acceptation de sociétés autochtones autodéterminées (Siobhán et Murphy 2005 : 3-38).

En définitive, ces actions d'autochtonisation portent à la fois sur la protection ou l'affirmation de leurs valeurs, de leurs philosophies, de leurs langues, de leurs rapports sociétaux, de leurs droits et sur la décolonisation des structures du colonialisme d'établissement (Turner 2014 : 113). Notre colloque s'intéressera à ces actions dans différents milieux : les universités (Delamour, Joncas, Bernard, Éthier et Croce 2021), les musées (Franco 2020), les institutions municipales (Fawcett 2014) et provinciales (Rousseau 2018), etc. afin de dresser un portrait plus exhaustif de l'autochtonisation aujourd'hui.

La 20<sup>e</sup> édition du colloque annuel du CIÉRA vise ainsi à ouvrir un espace d'échange à propos de notions et de pratiques qui sont au cœur de l'actualité des institutions. Il vise à le faire à l'aune de perspectives plurielles.

Nous vous remercions de vos contributions et de votre participation!

Bon colloque !

Le comité organisateur

#### **BIBLIOGRAPHIE**

Alfred, Gerald R. 1999. *Peace, power, righteousness: an indigenous manifesto*. Don Mills, Ont.: Oxford University Press.

Aubert, Laura et Mylène Jaccoud. 2009. « Genèse et développement des polices autochtones au Québec : sur la voie de l'autodétermination ». *Régulations sociopénales et peuples autochtones*. 42 (2) : 101-119.

Coulthard, Glen Sean. 2014. *Red Skin, White Masks: Rejecting the Colonial Politics of Recognition*. Minneapolis: University of Minnesota Press

Delamour, Carole, Jo Anni Joncas, David Bernard, Benoît Éthier et Francesca Croce. 2021. *Kasalokada ta lagwosada. Réalités et enjeux de la recherche collaborative en milieux autochtones*. Sherbrooke : Éditions Peisaj.

Donald, Dwayne Trevor. 2009. « Forts, Curriculum, and Indigenous Métissage: Imagining Decolonization of Aboriginal-Canadian Relations in Educational Contexts » . *First Nations Perspectives: The Journal of the Manitoba First Nations Education Resource Centre*, 2 (1) : 1-24.

Fawcett, Robert Benjamin. 2014. *Exploring indigenous contribution to (indigenization of) the city of Saskatoon's strategic plan 2012-2022*. Mémoire de maîtrise. Trent University.

Franco, Marie-Charlotte. 2020. La décolonisation et l'autochtonisation au musée McCord (1992-2019) : les rapports de collaboration avec les Premiers Peuples et l'inclusion de l'art contemporain des Premières Nations dans les expositions. Thèse de doctorat. Université de Québec à Montréal.

Gaudry, Adam et Danielle Lorenz. 2018. « Indigenization as inclusion, reconciliation, and decolonization: navigating the different visions for indigenizing the Canadian Academy ». *AlterNative: An International Journal of Indigenous Peoples*. 14 (3) : 218-227.

Lavallee, Lynn F. et Jennifer M. Poole. 2010. « Beyond Recovery: Colonization, Health and Healing for Indigenous People in Canada ». *International Journal of Mental Health and Addiction*. 8 : 271-281.

Lightfoot, Sheryl R. 2016. *Global indigenous politics: a subtle revolution*: London, England New York, New York : Routledge

Melançon, Jérôme. 2019. « L'autochtonisation comme pratique émancipatrice. Les communautés francophones devant l'urgence de la réconciliation ». *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*. 31 (1) : 43-68.

Paul, Véronique, Mylène Jubinville et Francis Lévesque. 2020 « Le travail collaboratif afin de dépasser l'approche colonialiste et se diriger vers une autochtonisation de la réussite scolaire ». Dans Gisèle Maheux, Gloria Pellerin et Segundo Enrique Quintriqueo Millán, dir., *La décolonisation de la scolarisation des jeunes Inuit et des Premières Nations: Sens et défis*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Pete, Shauneen. 2016. « 100 ways: Indigenizing & decolonizing academic programs ». *Aboriginal Policy Studies*. 6 (1) : 81-89.

Rifkin, Marc. 2012. *The erotics of sovereignty: queer native writing in the era of self-determination*. Minneapolis, Minnesota: University of Minnesota Press

Rousseau, Jane. 2018. « Struggling toward Indigenous representation and service improvement within the BC Ministry of Children and Family Development ». *Canadian Public Administration*. 61 (4) : 641-664.

Schotten, C. Heike. 2018. *Queer Terror: Life, Death, and Desire in the Settler Colony*: Columbia University Press

Simpson, Leanne Betasamosake. 2017. *As we have always done: indigenous freedom through radical resistance*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Siobhán Harty et Michael Murphy. 2005. *In Defence of Multinational Citizenship*. Vancouver: UBC Press.

Turner, Dale. 2014. *This Is Not a Peace Pipe: Towards a Critical Indigenous Philosophy*. Toronto: University of Toronto Press.

## ADRESSES DES LIEUX DU COLLOQUE

### *Musée McCord*

Accès à l'Atrium et au Théâtre J. Armand Bombardier par l'entrée au :

2175 Rue Victoria

Montréal (Québec) H3A 2A3

Station de métro la plus proche : McGill

### *UQAM, Salle de la Chaufferie*

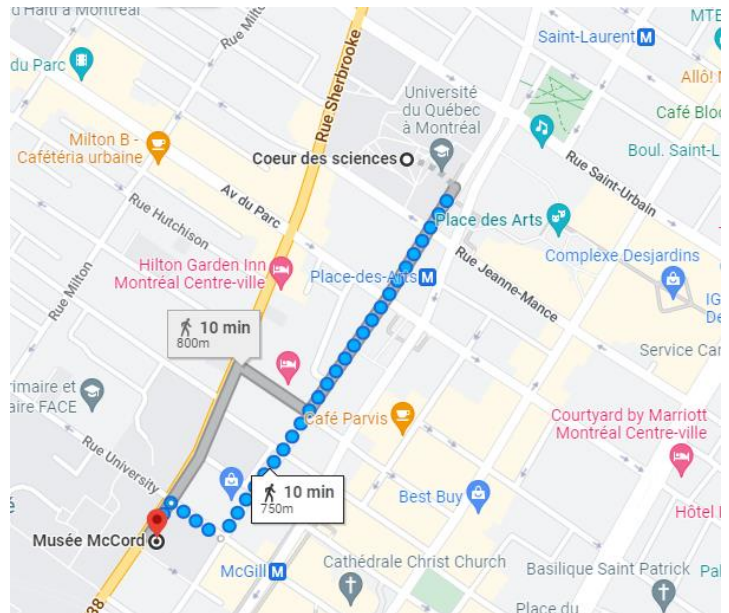
Accès à la salle par la porte au :

175, Avenue du Président-Kennedy (ou  
derrière le pavillon au 200, Sherbrooke  
Ouest)

Local CO-R700

Montréal (Québec) H2X 3P2

Station de métro la plus proche : Place des arts



### *Jardin botanique de Montréal | Espace pour la vie | Auditorium Henry-Teuscher*

Accès à l'auditorium par l'entrée principale du Jardin botanique de Montréal :

4101 Rue Sherbrooke Est

Montréal (Québec) H1X 2B2

Station de métro la plus proche : Pie-IX

## TABLEAU DU PROGRAMME COMPLET

Date et heure/Salles	McCord JA Bombardier	McCord Atrium	UQAM CO-R700 (Chaufferie)
<b>2 mai 2022</b>			
8h00-8h30	Accueil et inscriptions		
8h30-8h40	Mot d'ouverture par Philippe Meilleur		
8h40-8h45	Mot par Jennifer Buckell		
8h45-9h00	Mot de Doris Farget		
9h-10h30	Table ronde – Mettre en œuvre les droits autochtones : Innovations et limites dans le contexte canadien		
10h30-10h45	Pause-café		
10h45-12h20	Table ronde 1: Kchi odana. Regards croisés sur les transformations et l'autochtonisation d'institutions municipales : les cas du Jardin des Premières-Nations, d'Espace pour la vie et de la Stratégie de réconciliation de la Ville de Montréal	Panel 1: Musées et patrimoine : penser les traces de l'histoire	
12h20-13h20	Pause dîner		
13h20-14h30	Table ronde 2: Vers une université décoloniale ? Le modèle de l'UQAT		
13h20-14h50		Panel 2: Autonomie ou autodétermination ? Regards croisés sur les questions numériques et de territoires ancestraux	
14h30-14h45	Pause-café		
14h50-15h05		Pause-café	
14h45-16h15	Panel 3: Vers une université décoloniale ? Modèles en travail social		
15h05-16H25		Panel 4: Penser la décolonisation des institutions de l'intérieur et de l'extérieur	

16h15-16h30	Pause-café		
16h30-17h50	Panel 5 : Vers une université décoloniale ? Expériences et perspectives comparées		
<b>JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL   ESPACE POUR LA VIE (Auditorium et Hall d'entrée)</b> <b>18h 00 : Départ en navette gratuite vers le Jardin botanique de Montréal</b> <b>18h30 : : Accueil à l'Auditorium Henry-Teuscher du Jardin botanique de Montréal   Espace pour la vie</b> <b>19h00 : Soirée culturelle</b> <b>20H30 : Cocktail dinatoire</b>			
<b>3 mai 2022</b>			
8h-8h30	Accueil et inscriptions		Arrivée et inscriptions
8h30-10h00	Panel 6 : L'art comme moteur de transformations		
8h30-10h40			Panel 9 : Pour une décolonisation des enseignements : la place des savoirs et des perspectives autochtones dans la transmission des connaissances
10h-10h30	Pause-café		
10h40-11h			Pause-café
10h30-12h	Panel 7 : Pour une autodétermination territoriale et alimentaire : savoirs et pratiques environnementales autochtones en Amérique et en Afrique		
11h-12h30			Table ronde 3 : Consultations et autochtonisation : perspectives comparées
12h-13h	Pause dîner		
12h30-13h30			Pause dîner
13h-14h30	Panel 8 : Questionner les savoirs académiques : regards croisés et multidisciplinaires sur la valorisation des perspectives autochtones		
14h30-15h	Déplacement vers la Chaufferie		
13h30-15h			Panel 10 : Pour un enseignement décolonial : perspectives et expériences comparées

15h10-17h			Panel de clôture : Autochtonisation et décolonisation: convergences et divergences des luttes féministes et BSLGBTQIAA+ autochtones au Canada et dans le monde
17h-17h15			Lancement du no. 20 de la revue Les Cahiers du CIÉRA
17h15-17h25			Mot de clôture et remerciements
17h30-18h30			Cocktail de clôture





## ACTIVITÉS DU 2 MAI 2022

ATRIUM ET SALLE THÉÂTRE J. ARMAND BOMBARDIER/  
MUSÉE MCCORD

8h Accueil et inscription

### MOTS D'OUVERTURE

Salle Théâtre J. Armand Bombardier

De 8h30 à 9h

**Mot par Philippe Meilleur**, Directeur général de Montréal Autochtone

**Mot par Jennifer Buckell**, Présidente du Cercle des Premières Nations de l'UQAM

**Mot par Doris Farget**, Directrice du GRI AAC/CIÉRA-MTL

### TABLE RONDE D'OUVERTURE

*Mettre en œuvre les droits autochtones : innovations et limites dans le contexte canadien*

Salle Théâtre J. Armand Bombardier

De 9h à 10h30

Animé par **Thierry Rodon**, Professeur, Département de science politique, Université Laval



En visio

**Michèle Audette**, Sénatrice et conseillère principale à la réconciliation et à l'éducation autochtone de l'Université Laval



En visio

**Hélène Boivin**, Présidente de la Commission Tipelimitishun

**Lisa Koperqualuk**, Vice-Présidente aux affaires internationales au Conseil circumpolaire inuit

Pause-café

De 10h30 à 10h45

TABLE RONDE 1

*Kchi odana. Regards croisés sur les transformations et l'autochtonisation d'institutions municipales : les cas du Jardin des Premières-Nations, d'Espace pour la vie et de la Stratégie de réconciliation de la Ville de Montréal.*

Salle Théâtre J. Armand Bombardier

10h45-12h20

Animée par **Ingrid Hall**, Professeure, Département d'anthropologie, Université de Montréal

**Myriam Landry**, agente culturelle du Jardin des Premières Nations, Jardin botanique | Espace pour la vie

**Véronique Iakohahá:wis Legault**, Coordonnatrice du Projet d'autochtonisation à Espace pour la vie

**Maxim Larrivée**, Directeur, Insectarium | Espace pour la vie

**Marie Eve Bordeleau**, Commissaire aux relations avec les peuples autochtones, Ville de Montréal

PANEL 1

*Musées et patrimoine : penser les traces de l'histoire*

Salle Atrium

10h45-12h20

Animée par **Daphnée Yiannaki**, Candidate au doctorat, Département d'histoire de l'art, UQAM

10 h 50 : **Jean-Philippe Uzel**, Professeur, Département d'histoire de l'art, UQAM, « *La décolonisation des musées canadiens: par ou par-delà la réconciliation ?* »

11h05 : **Jonathan Lainey**, Conservateur cultures autochtones, Musée McCord, « *La place des voix autochtones contemporaines dans un musée d'histoire* »

11h20 : **Marie-Charlotte Franco**, Stagiaire postdoctorale, CIÉRA-MTL, Université de Montréal, « *La décolonisation et l'autochtonisation des musées canadiens sur le temps long : revisiter l'héritage de l'exposition The Spirit Sings* »

11h35 : **Trycia Bazinet**, Candidate au doctorat, Département d'études canadiennes et autochtones, Université Carleton, « *Penser avec l'eau pour faire face au pillage des sites ancestraux (Abitibiwinni Aki)* »

11h50-12h20 : Discussion

Pause dîner à l'Atrium

12h20 à 13h20

## TABLE RONDE 2

*Vers une université décoloniale? Le modèle de l'UQAT*

Salle Théâtre J. Armand Bombardier

De 13h20 à 14h30

Animé par **Sébastien Brodeur-Girard**, Professeur, École d'études autochtones, UQAT

**Janet Mark**, Conseillère stratégique à la réconciliation et à l'éducation autochtone au Vice-rectorat à l'enseignement, à la recherche et à la création, UQAT

**Gloria Pellerin**, Professeure, Unité d'enseignement et de recherche des sciences de l'Éducation, UQAT

**Francis Lévesque**, Professeur, École d'études autochtones, UQAT

Pause-café - Théâtre J. Armand Bombardier

14h30-14h45

PANEL 2

*Autonomie ou autodétermination? Regards croisés sur les questions numériques et de territoires ancestraux*

Salle Atrium

De 13h20 à 14h50

Animé par **Vincent Pâquet**, Candidat à la maîtrise, Département de Science Politique, Université de Montréal



En visio

13h25 : **Sabrina Bourgeois**, Candidate au doctorat, Département de Science Politique, Université Laval, « *Affirmations et négociations autochtones dans le Nord québécois : La quête d'autonomie de la Nation Naskapi de Kawawachikamach* »

13h40 : **Guilherme Da Silva**, Candidat à la maîtrise, Département des sciences juridiques, UQAM, « *Réflexions décoloniales sur les droits territoriaux des communautés traditionnelles en Amérique latine : pour une alternative interculturelle* »

13h55 : **Andréanne Girard-Lemieux**, Candidate à la maîtrise, Département des Sciences forestières, Université Laval, « *Facteurs de succès critique pour la mise en place d'aires protégées* »

14h10 : **Alex Alexis**, Candidat au doctorat, École de droit, Université de la Sorbonne, « *Décoloniser l'environnement numérique. Variations autochtones sur l'ontologie, le droit et la gouvernance des données* »

14h25-14h50 : Discussion

Pause-café - Salle Atrium

14h50-15h05

### PANEL 3

*Vers une université décoloniale? Modèles en travail social*

Salle Théâtre J. Armand Bombardier

De 14h45 à 16h15

Animée par **Elisa Tripotin**, Candidate au doctorat, Département de Sociologie, UQAM

14h50 : **Lisa Ellington**, Travailleuse sociale et professeure à, École de travail social et de criminologie, Université Laval et **Samantha Giroux**, Candidate à la maîtrise, École de travail social et de criminologie, Université Laval, « *Considérer les visions du monde autochtones en travail social : processus de co-construction du cours Travail social en contextes autochtones à l'Université Laval* »

15h05 : **Karine Croteau**, **Cyndy Wylde** et **Marc Molgat**, Professeur-e-s, École de service social, Université d'Ottawa, « *Reconnaître la légitimité des savoirs traditionnels autochtones en travail social universitaire. Un acte de décolonisation et de sécurisation culturelle à l'École de service social de l'Université d'Ottawa* »

15h20 : **Shawn-Renée Hordyk**, Professeure, École de travail social, UQAM « *Comment des influences autochtones ont transformé ma façon d'enseigner en contexte universitaire* »

15h35-16h15 : Discussion

Pause-café - Théâtre J. Armand Bombardier

De 16h15-16h30

### PANEL 4

*Penser la décolonisation des institutions de l'intérieur et de l'extérieur*

Salle Atrium

De 15h05 à 16h25

Animé par **Philippe Boucher**, Candidat à la maîtrise, École de criminologie, Université de Montréal

15h10 : **Alexandre Bacon**, Consultant ilnu, Ashukan Stratégies, « *Décoloniser les biais inconscients en santé et services sociaux : Enjeux, pratiques et limites* »

15h25 : **Stéphane Guimont Marceau**, Professeure adjointe, INRS et **Carling Sioui**, « *Les défis de l'autochtonisation de Montréal : entre représentations sociales dominantes et processus participatifs* »

15h40 : **Pierre-Simon Cleary**, Diplômé en droit, Candidat à la maîtrise en étude du religieux contemporain affilié à la SoDRUS, Université de Sherbrooke, « *Le droit autochtone devrait-il être un objet d'évaluation à l'École du Barreau ?* »

15h55-16h25 : Discussion

PANEL 5
<i>Vers une université décoloniale? Expériences et perspectives comparées</i>
Salle Théâtre J. Armand Bombardier
De 16h30 à 17h50
Animé par <b>Laurent Jérôme</b> , Directeur du Département des Sciences des religions, UQAM

16h35 : **Samuel Rainville**, Conseiller principal aux relations avec les Premiers Peuples, Université de Montréal, « *Place aux Premiers Peuples, la démarche de l'Université de Montréal* »

16h50 : **Marika Handfield**, Candidate au doctorat, Département de psychologie, UQAM, « *Autochtonisation ou néocolonialisme? Les politiques universitaires concernant les Premiers Peuples* »

17h05 : **Patricia-Anne Blanchet**, Conseillère en pédagogie autochtone, Coordinatrice du comité M8wwa L J mamu, Université de Sherbrooke et **Jo-Annie Joncas**, Professeure à la Faculté de l'Éducation, Université de Sherbrooke, « *État des lieux des actions menées par le comité M8wwa L J mamu à la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke : ensemble pour inclure les perspectives autochtones dans la formation à l'enseignement* »

17h20-17h50 : Discussion

18h : Départ en navette gratuite vers le **Jardin botanique de Montréal | Espace pour la vie pour la soirée culturelle du colloque annuel du CIÉRA**

# SOIRÉE CULTURELLE DU COLLOQUE ANNUEL DU CIÉRA

SOIRÉE AU JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL | ESPACE POUR LA VIE

*Auditorium Henry-Teuscher*

2 mai 2022 de 19h à 22h

Tiohtià:ke/Montréal

19h - 20h30 — Prestations d'artistes de divers horizons

Mot de bienvenue par la direction d'Esace pour la Vie, Mme **Julie Jodoin**

Mot d'ouverture par le **Cercle des Premières Nations de l'UQAM**

Danse à Cerceau avec **Barbara Diabo**

Chant de gorge traditionnel Inuit et Indie Rock avec **Beatrice Deer**

Rap avec **Sans Pression**

20h30 - 22h00

Cocktail, Exposition des œuvres du cercle d'artisanat de Montréal Autochtone et Tirage

Des bouchées de la **Chef Swaneige** accompagneront ce cocktail lors duquel nous aurons la chance d'accueillir les animateur·trice·s et les membres du Cercle d'artisanat de Montréal Autochtone. Ils et elles exposeront et vendront leurs œuvres sur place. Parmi ces personnes, il y aura Mailys Flamand, Craig Commanda et Danika Saint Laurent.

Si vous le souhaitez, nous vous invitons à amener de l'argent afin d'encourager les membres du cercle d'artisanat et aussi à participer à un tirage qui regroupe des items d'une valeur de plus de 200\$. 100% des fonds ramassés lors du tirage permettra de financer le Cercle d'artisanat et ainsi contribuera à ce bel espace d'apprentissage valorisant les arts autochtones en ville.

## Beatrice Deer

Beatrice Deer, une auteure-compositeure-interprète primée et militante pour un mode de vie sain, est originaire du village nordique de Quaqtq (406 habitants) au Nunavik. Moitié inuit, moitié mohawk, Deer a créé un ensemble d'œuvres composé de six albums, dans lesquels elle mélange de manière unique le chant guttural traditionnel inuit et le rock indépendant contemporain, tout en étant la pionnière du genre musical connu sous le nom d'"Inuidie".



Dans sa musique, les thèmes abordés englobent les contes et légendes classiques du folklore inuit et traitent également de la croissance personnelle en tant qu'outil important dans la recherche de la compréhension et de la quête de sens. Elle est fière d'être un modèle pour sa communauté.

## Barbara Diabo

Barbara est Kanien'keha:ka (Mohawk)/héritage mixte de Kahnawake et vit maintenant à Tiohtià:ke/Montréal. Chorégraphe et danseuse primée depuis plus de 30 ans, elle a reçu le prestigieux Prix de la Danse de Montréal catégorie Interprète (danseuse) en 2021. Elle se spécialise dans la création d'œuvres qui mettent en valeur des thèmes/récits/perspectives autochtones en combinant souvent le pow-wow, la danse Haudenosaunee et d'autres styles contemporains pour créer une fusion de danse qui parle à de nombreuses populations différentes.



Crédit photo: Mario Faubert

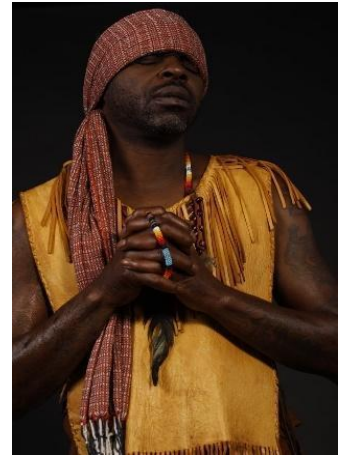
Barbara est très fière de partager sa culture et s'est produite partout au Canada et à l'étranger, notamment au Banff Centre, au Centre national des Arts, au Centre des arts de la Confédération, à la Place-des-Arts, au Prismatic Arts Festival et au Festival Quartiers Danses. Elle travaille également avec diverses organisations, dont La Danse sur les routes du Québec et l'Indigenous Performing Arts Alliance, qui contribuent à l'éducation, à la création d'espaces sûrs et au soutien des artistes autochtones à travers le



Canada. Ses objectifs sont d'inspirer les autres, d'encourager la fierté culturelle, d'élever l'esprit, d'éduquer et d'accroître la communication.

## Sans Pression

Depuis 1997, Sans Pression est l'une des figures de proue du mouvement hip-hop québécois avec le groupe de rap Treizième étage. Son premier album studio solo, 514-50 dans mon réseau, marque l'année 1999 avec plus de 30 000 exemplaires vendus. Il se produit partout au Québec (écoles, bars...). Toujours prêt à épauler les nombreux organismes qui font appel à lui comme porte-parole. En 2019, Sans Pression s'associe aux Productions KM et publie Douce Violence avec Komo et Sos, Sur le terrain avec Sos, et des œuvres réparties sur différents albums à venir : Silence, Tout de suite, Différents, Révoltés et Black Geronimo.



Sans Pressions s'implique depuis plusieurs années à créer des liens avec les communautés autochtones au Québec et à dénoncer les inégalités que celles-ci vivent. Il s'est notamment rendu dans les communautés d'Obédjiwan, d'Oka, de Kanesatake, de Nutashquan et de Manawan pour performer ses chansons et créer des liens. Ce sont ces liens qui ont aboutis au projet d'album "Black Geronimo" qui est un devoir de mémoire collective, mais surtout un opus engagé dénonçant les enjeux raciaux et discriminatoires, de pauvreté et de l'exclusion sociale.



## ACTIVITÉS DU 3 MAI 2022

SALLE THÉÂTRE J. ARMAND BOMBARDIER/ MUSÉE MCCORD

8h Accueil et inscription

### PANEL 6

*L'art comme moteur de transformation*

Salle Théâtre J. Armand Bombardier

De 8h30 à 10h

Animée par **Johanna Nouchi**, Candidate au doctorat, Département de Psychologie, UQAM

8h35 : **Sara Petrella**, Chercheuse postdoctorale, Institut d'histoire de l'art et de muséologie, Université de Neuchâtel, « *Émergences des voix autochtones entre passé et présent. Décoloniser les savoirs à travers l'art* »

8h50 : **Edith-Anne Pageot**, Professeure, Département d'histoire de l'art, UQAM, « *Le rôle structurant des arts et des médias dans l'autochtonisation des savoirs* »

9h05 : **Sophie Guignard**, Candidate au doctorat, Histoire de l'art-spécialisation en photographie, UQAM, « *Résistances photographiques: décoloniser et autochtoniser par l'image* »

9h20-10h : Discussion

Pause-café

De 10h00 à 10h30

PANEL 7

*Pour une autodétermination territoriale et alimentaire : savoirs et pratiques environnementales autochtones en Amérique et en Afrique*

Salle Théâtre J. Armand Bombardier

De 10h30 à 12h

Animé par **Arnaud Simard-Émond**, Candidat au doctorat, Département de Communication, Université de Montréal

10h35 : **Chloé Pelletier**, Étudiante à la maîtrise sur mesure en études autochtones, UQAT et **Shawerim Coccoo**, Intervenante en maison d'hébergement, « *Transmission des savoirs et pratiques ethnobotaniques autochtones : étude de cas des bleuets auprès des femmes de Wemotaci* »

10h50 : **Sophie Laniel** et **Isabelle Touchette**, Assistantes de recherche pour le Cisa-Opiticiwan, Département d'anthropologie, Université de Montréal, « *Programme agroalimentaire Atikamekw : réconciliation et coopération dans une démarche de souveraineté alimentaire* »

11h05 : **Morgane Leclercq**, Candidate au doctorat, Faculté de droit, Université Laval, « *Cultiver la diversité en Afrique de l'Ouest : contribution en faveur de la coexistence des savoirs et pratiques relatives aux semences* »

11h20 : **Laurence Boudreault**, Candidate au doctorat, Sciences forestières, Université Laval, et **Edgar Blanchet**, Bureau du Ndakina, Grand Conseil de la Nation Waban-Aki, Wôlinak, Coordonnateur de la recherche, « *Bois de Maalhakws (Fraxinus Nigra) et décolonisation de la recherche* »

11h35-12h : Discussion

Pause dîner

De 12h00 à 13h00

PANEL 8

*Questionner les savoirs académiques : regards croisés et multidisciplinaires sur la valorisation des perspectives autochtones*

Salle Théâtre J. Armand Bombardier

De 13h00 à 14h30

Animé par **Mathieu Boivin**, Candidat au doctorat, Sciences humaines appliquées (FAS), Université de Montréal

13h05: **Mylène Jaccoud**, Professeure, École de Criminologie, Université de Montréal et **Philippe Boucher**, Candidat à la maîtrise, École de Criminologie, Université de Montréal, « *Autochtoniser ou décoloniser, le cas des savoirs criminologiques* »

13h20 : **Dominique Gaulin**, Candidate au doctorat, École de travail Social, Université de Montréal et **Shawn-Renée Hordyk**, Professeure, École de travail social, UQAM, « *La décolonisation et l'autochtonisation des savoirs dans le domaine de la santé mentale et du bien-être au Nunavik : aspirations, pièges, défis et réalités* »

13h35 : **Marie-Eve Bradette**, Chercheuse postdoctorale, Études anglaises, Université de Régina, « *Reconnaître et valoriser les savoirs littéraires dans les études Autochtones au Québec* »

13h50 : **Pierre Beaucage**, Professeur, Département d'anthropologie, Université de Montréal et **Taller de Tradición Oral Totamachilis** (« atelier de tradition orale 'notre savoir' ») « *La décolonisation des savoirs : est-il possible de penser l'anthropologie en dehors du rapport colonial?* »

14h05-14h30 : Discussion

Prenez note que le **panel 8** met fin aux présentations du colloque qui se déroulent au Musée McCord. Jusqu'à sa clôture, le colloque se poursuivra uniquement à **la salle de la Chaufferie à l'UQAM**

3 MAI 2022

SALLE DE LA CHAUFFERIE, UQAM

8h Accueil et inscription

PANEL 9


*Pour une décolonisation des enseignements : la place des savoirs et des perspectives autochtones dans la transmission des connaissances*

Salle de la Chaufferie

De 8h30 à 10h40


Animé par **Isabelle Veillette**, Candidate à la maîtrise sur mesure ethnoarchéologie, UQAC

8h35 : **Laurent Jérôme**, Professeur, Département des sciences des religions, UQAM et **Sakay Ottawa**, Directeur, École secondaire Otapi, Manawan, « *Décolonisation et autochtonisation des enseignements par la valorisation des savoirs liés au territoire chez les jeunes atikamekw* »

 8h55 : **Danielle Lussier-Meek**, Professeure et directrice académique du programme PILA, Collège militaire royal du Canada, Kingston, « *L'apprentissage dans la guérison de l'histoire canadienne de l'éducation assimilatrice forcée* »

9h15 : **Véronique Paul**, Professeure, Sciences de l'éducation, UQAT : « *L'histoire d'un projet communautaire inuit qui se poursuit afin d'autochtoniser les écoles de Puvirnituk et d'Ivujivik* »

9h35 : **Ana Zema**, Candidate au doctorat, Histoire Sociale, Université de Brasilia et **Martin Laplante**, Candidat à la maîtrise, Département d'histoire, UQAM, « *L'autochtonisation de l'enseignement de l'histoire au Brésil et au Canada* »

 9h55 : **Katerin Arias-Ortega**, Professeure agrégée, Département de psychologie, Faculté des sciences de la santé, Université catholique de Temuco (UCT, Chili) et **Carlo Prévil**, Professeur, Géographie, UQAT, « *Savoirs et connaissances mapuche essentiels pour une éducation scolaire interculturelle effective : Perspectives d'éducateurs traditionnels* »

10h15 à 10h40 : Discussion

Pause-café

| De 10h40 à 11h00

### TABLE RONDE 3

*Consultations et autochtonisation : perspectives comparées*

Salle de la Chaufferie

De 11h00 à 12h30

Animé par **Simon Dabin**, Stagiaire postdoctoral au CIÉRA, UQAM



**Fabien Girard**, Maître de conférences, Faculté de droit, Université de Grenoble



**Christine Frison**, Chercheure postdoctorante FNRS, Université Catholique de Louvain

**Ingrid Hall**, Professeure, Département d'anthropologie, Université de Montréal

**Martin Papillon**, Professeur, Département de science politique, Université de Montréal

**Thierry Rodon**, Professeur, Département de science politique, Université Laval

| Pause dîner

| De 12h30 à 13h30

### PANEL 10

*Pour un enseignement décolonial : perspectives et expériences comparées*

Salle de la Chaufferie

De 13h30 à 15h00

Animé par **Khadiatou Sarr**, Candidate au doctorat, Département des sciences juridiques, UQAM

13h35 : **Widia Larivière**, Cofondatrice & directrice générale de Mikana, « *La boîte à outil décoloniale : alléger le fardeau de l'éducation des personnes et organismes autochtones* »

13h50 : **Marie-Dominik Langlois**, Candidate au doctorat, Sociologie, Université d'Ottawa et anthropologie sociale et ethnologie, École des hautes études en sciences sociales et **Rolando Magaña Canul**, Stagiaire

postdoctoral, École d'études autochtones, UQAT, « *Le co-enseignement comme stratégie de décolonisation de l'université* »

14h05 : **Laïsa Pivert**, Candidate au doctorat, Département de sociologie, Université Laval, « *Le parcours d'intégration d'une langue amérindienne dans le curriculum scolaire. Le cas des classes bilingues kali'na-français à l'école primaire d'Awala-Yalimapo en Guyane française* »

14h20 : **Johanna Nouchi**, Candidate au doctorat, Département de Psychologie, UQAM, « *L'expérience des enseignant-e-s d'histoire au secondaire concernant la transmission de l'histoire des peuples autochtones au Québec* »

14h35-15h : Discussion

PANEL DE CLÔTURE
<i>Autochtonisation et décolonisation : convergences et divergences des luttes féministes et BSLGBTQIAA+ autochtones au Canada et dans le monde</i>
Salle de la Chaufferie
De 15h10 à 17h00
Animé par <b>Mélanie Séguin</b> , Candidate au doctorat, Faculté de droit, UOttawa



15h15 : **Vicki Chartrand**, Professeure, Département de Sociologie, Université Bishop et **Gladys Radek**, Memory keeper of Murdered and Missing Indigenous Women and Girls (MMIWG), « *Power and Place: Mapping Indigenous Grassroots Organizing and Mobilizing for the MMIWG2S+ People* »

15h30 : **Dolores Figueroa**, Chercheure, Centre de recherches et d'études en anthropologie sociale, York University, « *Documenting and Restoring the Social Damage: The divergent routes of the State and community-based organizations* »

15h45 : **Le Comité pour les droits humains en Amérique latine**, « *Résistance des femmes défenseures des territoires dans le contexte de pandémie* »

16h00 : **Nancy R. Tapias Torrado**, Stagiaire postdoctorale, Faculté de science politique et de droit, UQAM, « *Indigenous women leading the defense of rights from abuses committed in connection to mega-projects in the Americas. A decolonial approach* »



16h15 : **Gabrielle Vachon-Laurent**, Vice-présidente de Femmes Autochtones du Québec, « *Perspectives et enjeux du point de vue des jeunes des Premières Nations* »

16h15-17h: Discussion

17h-17h15 : Lancement du no. 20 de la revue **Les Cahiers du CIÉRA**

17h15-17h25 : **Mot de clôture et remerciements**

## COCKTAIL DE CLÔTURE

Salle de la Chaufferie

De 17h30 à 18h30

Annonces et dévoilement de la murale

*Nai Mapu Yubeka* du collectif artistique Huni Kuin au Brésil, MAHKU.

Merci d'avoir participé à ce 20<sup>e</sup> Colloque du CIÉRA !





## RÉSUMÉS DES PRÉSENTATIONS

### TABLE RONDE D'OUVERTURE : METTRE EN ŒUVRE LES DROITS AUTOCHTONES : INNOVATIONS ET LIMITES DANS LE CONTEXTE CANADIEN

Après avoir initialement refusé de ratifier la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en 2006, le Canada renonce à sa position d'objecteur permanent et appuie la Déclaration dix ans plus tard en 2016. Suivant de nombreuses années de discussions, la Loi sur la Déclaration reçoit la sanction royale et entre en vigueur au Canada le 21 juin 2021. Un plan d'action afin de la mettre en œuvre pleinement doit être achevé d'ici juin 2023 alors qu'en parallèle, la Colombie-Britannique demeure la seule province à la mettre en œuvre officiellement dans ses champs de compétences.

### TABLE RONDE 1 : KCHI ODANA. REGARDS CROISÉS SUR LES TRANSFORMATIONS ET L'AUTOCHTONISATION D'INSTITUTIONS MUNICIPALES : LES CAS DU JARDIN DES PREMIÈRES-NATIONS, D'ESPACE POUR LA VIE ET DE LA STRATÉGIE DE RÉCONCILIATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

Partie 1- Le Jardin des Premières Nations: d'un jardin aménagé à un jardin occupé  
Inauguré en 2001 après la mise en place de consultations des milieux autochtones et la création d'un Comité de Sages, le Jardin des Premières Nations est l'un des trois jardins culturels du Jardin botanique de Montréal | Espace pour la vie. Les jardins culturels présentent au public les relations, les pratiques, les savoirs relatifs à la nature et aux espèces végétales des populations humaines qu'ils présentent. Depuis son inauguration le 3 août 2021, le Jardin des Premières Nations joue un rôle d'avant-garde à la Ville de Montréal dans la mise en valeur des Premiers Peuples, l'embauche d'Autochtones dans la fonction publique, la diffusion des arts vivants et contemporains et le maintien de relations avec les artistes, les communautés et les organismes autochtones. Le Jardin des Premières Nations est un espace où se sont ancrés des événements protocolaires importants pour la Ville. Nous pouvons regarder 76 ans en arrière pour constater la volonté de Henry Teuscher, architecte paysager lors de la fondation du Jardin botanique sous la direction du Frère Marie-Victorin, de créer, déjà à l'époque, un "jardin amérindien". C'est en survolant ces moments de rencontre, d'échange et d'engagement du Jardin botanique de Montréal que seront présentées les actions mises en place sur le chemin d'une plus grande représentation et présence autochtone au Jardin des Premières Nations tout en posant un regard critique sur les années à venir.

Partie 2- Espace pour la vie : décloisonner ses musées pour une démarche commune  
Sans perdre de vue le rôle unique que le Jardin des Premières Nations occupe sur le territoire montréalais et comme acteur de rencontre et de transformation sociale via l'éducation, Espace pour la vie (EPLV), service de la Ville de Montréal qui regroupe cinq institutions muséales de sciences naturelles (Jardin botanique, Insectarium, Biodôme, Planétarium et Biosphère) et qui, par ses actions de diffusion, de

conservation, de recherche et d'éducation, accompagne l'humain pour mieux vivre la nature, décloisonne sa recherche et ses activités pour créer de nouveaux espaces de rencontre et de dialogue avec les Premiers Peuples. Rédaction d'un plan d'actions interne, mise sur pied d'un comité consultatif autochtone, projet ethnobotanique et entomologique en communauté, à travers les activités de chacun des musées, ce n'est pas d'hier qu'Espèce pour la vie collabore avec les Premiers Peuples. Hors comment rendre cohérent et unifié les efforts de chacun pour créer des contenus plus représentatifs des nations autochtones? Comment mettre en place des actions qui répondent mieux aux volontés des individus, communautés et nations dans les champs d'expertise des musées d'Espèce pour la vie? C'est en présentant le travail que mène les responsables du dossier d'autochtonie d'EPLV que seront abordés les succès, les défis et les voies de transformation nécessaires pour autochtoniser et décoloniser ses activités de recherche, de préservation, de diffusion et d'éducation.

## PANEL 1 : MUSÉES ET PATRIMOINE : PENSER LES TRACES DE L'HISTOIRE SALLE THÉÂTRE J. ARMAND BOMBARDIER

Jean-Philippe Uzel, Professeur, Département d'histoire de l'art, UQAM

« *La décolonisation des musées canadiens : par ou par-delà la réconciliation ?* »

L'autochtonisation des musées canadiens a débuté en 1992. À la fin des années 2000 et le début des travaux de la Commission de vérité et réconciliation (CVR), plusieurs musées se sont orientés vers une politique de collaboration en recrutant des conservateurs et des commissaires autochtones pour gérer leur collection autochtone ou organiser des expositions avec des contenus autochtones. Aujourd'hui, une véritable décolonisation des musées semble passer par la conformité des structures et des actions muséales avec les articles de la Déclaration des Nations Unies sur le droit des peuples autochtones (DNUDPA), comme le suggère d'ailleurs l'appel à l'action 67 du Rapport final de la CVR. Toute la question consiste à savoir si le processus de réconciliation, impliquant collaborations et partenariats, est suffisant pour mener à bien une véritable décolonisation des musées.

Jonathan Lainey, Conservateur cultures autochtones, Musée McCord

« *La place des voix autochtones contemporaines dans un musée d'histoire* »

Basée sur une méthodologie et une approche autochtone, la nouvelle exposition permanente Voix autochtones d'aujourd'hui : savoir, trauma, résilience a permis au Musée McCord de faire un pas de plus dans le processus de décolonisation qu'il mène depuis plusieurs années. En explorant le développement du contenu de la nouvelle exposition ainsi que les démarches d'autochtonisation du Musée plus largement, cette présentation permettra de discuter non seulement des réussites et succès rencontrés, mais aussi des enjeux et défis auxquels font face les institutions de mémoire lorsqu'elles souhaitent mettre de l'avant les perspectives et voix autochtones.

Marie Charlotte Franco, Stagiaire postdoctorale, CIÉRA-MTL, Université de Montréal

« *La décolonisation et l'autochtonisation des musées canadiens sur le temps long : revisiter l'héritage de l'exposition The Spirit Sings* »

La controverse autour de l'exposition *The Spirit Sings - Artistic Traditions of Canada's First Peoples* présentée en 1988 au Glenbow Museum (Calgary) a été le déclencheur d'une série de prises de conscience et de nouveaux dialogues entre les différents acteurs allochtones et autochtones du domaine muséal - conservateurs-trices, anthropologues, artistes, activistes et militants, etc. En a découlé la publication du Rapport du Groupe de Travail sur les musées et les Premières Nations en 1992 qui est encore un guide de référence pancanadien largement utilisé par les institutions. Cette présentation sera l'occasion de revenir sur ces deux événements catalyseurs de nouvelles pratiques pour une décolonisation et une autochtonisation muséales. J'utiliserai une approche à la fois synchronique pour bien comprendre les enjeux de la fin des années 1980, et diachronique de façon à mieux appréhender l'évolution de ceux-ci jusqu'à nos jours. J'insisterai également sur ces sept dernières années durant lesquelles se sont multipliées les actions en faveur des communautés autochtones à la suite de la publication du Rapport de la Commission de vérité et de réconciliation du Canada. Plusieurs questions guideront cette présentation : comment la décolonisation et l'autochtonisation muséales étaient envisagées à la fin des années 1980 et comment ces processus sont-ils à l'œuvre aujourd'hui dans les institutions ? En quoi ces deux moments fondateurs d'une nouvelle muséologie canadienne ont-ils eu des répercussions à l'échelle internationale ? Trente ans plus tard, qu'est-ce que *The Spirit Sings* et le Rapport du Groupe de travail peuvent encore nous apprendre ? Quels sont l'état et la qualité des collaborations des institutions avec les communautés autochtones ?

Trycia Bazinet, Candidate au doctorat, Département d'études canadiennes et autochtones, Université Carleton

« *Penser avec l'eau pour faire face au pillage des sites ancestraux (Abitibiwinni Aki)* »

À la confirmation que plusieurs tombes d'enfants se retrouvent aux anciens sites des pensionnats, plusieurs membres des Première Nations ont été durement ébranlées. Au niveau sociétal, il est de moins en moins questionné que la violence du colonialisme d'occupation (settler-colonialism) a entre-autre comme implication l'élimination physique (Wolfe, 2006). Je propose d'effectuer des liens entre les témoignages entendus durant mes entrevues concernant le Lac Abitibi et la situation contemporaine ou les limites de la violence coloniale (Morton, 2019) sont dévoilées aux personnes non-autochtones. Ma recherche concernant la réclamation du Lac Abitibi par les Abitibiwinnik fait référence à un autre type de violence : des allégations de pillage des sites ancestraux qui sont perçus comme étant abandonnés par la société dominante. Pour comprendre et faire face à l'origine de cette couche additionnelle de violence envers les ancêtres, les communautés et le territoire, je propose de « penser avec l'eau » (C. Chen, 2013; Neimanis, 2018).

La méthodologie de penser avec l'eau, souvent informée par les ontologies autochtones (Daigle, 2018; Deborah, 2013; Nelson, 2008; Somerville, 2014; Wilson & Inkster, 2018) nous permet deux réflexions. Premièrement, penser avec l'eau rend visible la rigidité des logiques de propriété privée qui opère dans les idées et les pratiques de conservation du patrimoine dans le cas d'un site ancestral (Abitibi). La

propriété privée se manifeste notamment dans sa motivation à amasser et collecter des éléments « prouvant » la pertinence historique du site et à travers une compréhension dualiste qui se limite à soit l'abandon ou la mise en valeur du site ancestral et de son cimetière Autochtone en question. Cette désignation d'abandon n'est pas sans conséquence, en effet elle est la raison citée par les participants pour laquelle le pillage aurait eu lieu – une assignation typique des sociétés coloniales qui ont longtemps représenté les Autochtones comme étant relégué au passé ou en voie de disparition. Deuxièmement, penser avec l'eau remet en question l'ontologie dominante ou un site ancestral autochtone est qualifié d'abandonné par des notions de conversation moderne caractérisées par la productivité et la propriété privée notamment en mettant en valeur les pratiques de réclamations « fluides ». En donnant voix à l'intangible, l'eau prend en considération la présence et les formes des pratiques de réclamations informelles qui témoignent d'une relation encore bien vivante avec le site ancestral. Les pratiques de réclamation courantes des Abitibiwinnik sont fluides, flexibles et donc variablement valides aux yeux des normes entourant la conservation du patrimoine. Celles-ci incluent la mise en valeur de l'expérience incarnée avec le site ancestral, de la relationnalité (incluant l'aspect communautaire des visites du site et de l'entretien de la relation avec les ancêtres), de la considération du rôle des non-humains et l'importance de l'affectif (tel qu'affirmer l'espoir et l'attachement envers ce site, d'assigner un rôle d'occupation aux marqueurs non-humains du site (ancêtres et kitci asini (grand rocher))). En somme, je propose une méthodologie pour mettre en valeur les réclamations courantes d'Apitipik tout en désirant ouvrir une discussion sur une couche de violence coloniale additionnelle.

## TABLE RONDE 2 : VERS UNE UNIVERSITÉ DÉCOLONIALE ? LE MODÈLE DE L'UQAT

Depuis 1983, année de sa création, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) collabore avec les Autochtones par des relations soutenues et prend part à la réconciliation entre les peuples. Les exemples de concertation avec les membres des Premières Nations et les Inuits sont nombreux, allant de programmes de formation, à la mise sur pied du Service Premiers Peuples et à la construction du Pavillon des Premiers Peuples au campus de Val-d'Or, sans oublier les nombreux projets de recherche impliquant les Autochtones. En somme, une relation de confiance, bâtie sur plusieurs décennies, caractérise l'UQAT et les communautés autochtones.

Dans le cadre de cette table ronde, l'UQAT propose, par la présence d'intervenants rattachés à différents départements et services, d'exposer une panoplie d'actions et d'initiatives mises en place au fil des années et maintenant bien enracinées au sein de l'institution. Ce tour d'horizon présente les services offerts aux étudiants autochtones, les initiatives internes concernant les dossiers autochtones et les programmes autochtones déployés au sein de départements. Ces avancées démontrent l'importance des enjeux autochtones et la place centrale qu'elles occupent au sein de l'université.

Loin de représenter une collection d'initiatives individuelles, ce déploiement se vit comme une démarche collective et institutionnelle qui s'appuie sur une expérience historique et une manière de faire uqatienne.

Le tout s'orchestre grâce une volonté de décolonisation, tout en étant imprégné d'une approche de recherche « pour, par et avec » bien ancrée au sein de l'UQAT. Celle-ci contribue au mieux-être des individus, des familles et des communautés autochtones.

En somme, l'ensemble de cette démarche concertée ne doit pas être perçue comme une finalité, mais plutôt comme un pas de plus sur le chemin du respect que l'UQAT souhaite insuffler dans cette relation précieuse auprès des Premiers Peuples, relation empreinte de solidarité et de richesse.

## PANEL 2 : AUTONOMIE OU AUTODÉTERMINATION ? REGARDS CROISÉS SUR LES QUESTIONS NUMÉRIQUES ET DE TERRITOIRES ANCESTRAUX

Sabrina Bourgeois, Candidate au doctorat, Département de Science Politique, Université Laval

*« Affirmations et négociations autochtones dans le Nord québécois : La quête d'autonomie de la Nation Naskapi de Kawawachikamach »*

L'autodétermination et l'autonomie gouvernementale sont des aspects essentiels des revendications autochtones au Canada. De nombreuses nations s'emploient activement à reconstruire leurs institutions et à faire valoir leurs propres lois, notamment en négociant des traités et des ententes d'autonomie gouvernementale avec la Couronne. Le contenu et la portée de ces ententes varient alors qu'elles peuvent traiter de plusieurs compétences partagées ou exclusives; notamment les structures de gouvernance, l'éducation, la santé, l'administration de la justice et la gestion des ressources naturelles. Pour l'instant, la Nation Crie de Eeyou Istchee possède la seule entente sur l'autonomie gouvernementale au Québec, mais de nombreux projets sont en négociation.

Dans cette communication, nous proposons d'analyser la quête d'autonomie de la Nation Naskapi de Kawawachikamach. Signataires de la Convention du Nord-Est québécois (1978), les Naskapis sont l'une des trois nations qui bénéficient d'un traité moderne au Québec. S'ils possèdent des droits issus d'un traité qui sont reconnus et confirmés par la Loi constitutionnelle de 1982, leurs revendications englobent cependant un vaste territoire traditionnel au Québec et au Labrador sur lequel ils affirment leur présence. Relativement peu présents dans la littérature scientifique, on ne sait encore que peu de choses sur leur projet d'autonomie, leurs aspirations, et de quelles façons ils négocient leur autodétermination dans les structures créées par la Couronne ainsi que par la mise en œuvre des traités dans le Nord-du-Québec.

Cette communication contribuera conséquemment à mieux saisir les défis de la mise en œuvre de la Convention du Nord-Est québécois et les perspectives naskapi sur celle-ci. Elle identifiera les institutions de gouvernance dans lesquelles la Nation Naskapi affirme son autodétermination et questionnera de quelles façons ces institutions s'approprient/ s'adaptent aux valeurs et à la culture naskapie. Elle mettra également de l'avant comment s'articule les projets d'autonomie de la Nation Naskapi dans une région caractérisée par une incertitude territoriale entre le Québec et le Labrador ainsi que la proximité de

revendications territoriales innues et des titres autochtones reconnus des Naskapis, des Inuits du Nunavik et des Cris d'Eeyou Istchee.

Guilherme Da Silva, Candidat à la maîtrise, Département des sciences juridiques, UQAM  
*« Réflexions décoloniales sur les droits territoriaux des communautés traditionnelles en Amérique latine : pour une alternative interculturelle »*

Bien que la plupart des pays latino-américains soient devenus des États indépendants au long du XIXe siècle, les anciennes hiérarchies coloniales restent au-delà de l'espace-temps du colonialisme historique. Le monde contemporain étant ainsi marqué par la continuité des formes coloniales de domination, ce n'est pas surprenant que les territorialités des communautés traditionnelles latino-américaines soient encore de nos jours niées et réprimées par une matrice hégémonique occidentale fondée sur la propriété privée, l'accumulation de capital, l'exploitation intensive de l'environnement et la non-reconnaissance des diverses autres manières de comprendre et d'agir dans le monde. Ce processus de négation et de répression des territorialités des communautés traditionnelles repose sur l'anti-dialogue, constitué par l'imposition d'une culture (occidentale) aux autres, et sur l'alignement des institutions publiques sur des intérêts privés en faveur de la génération de profit. C'est dans ce contexte que s'inscrit le dialogue interculturel comme alternative à la logique capitaliste d'exploitation des terres et des ressources qui s'y trouvent. L'interculturalité, reconnaissant le fait de cultures multiples et proposant un dialogue fondé sur la prémisse de l'incomplétude mutuelle, permettrait l'échange de connaissances différentes et l'émergence de pratiques territoriales traditionnelles capables de proposer des solutions au-delà de la normativité étatique ancrée sur la propriété individuelle et privée.

Andréanne Girard-Lemieux, Candidate à la maîtrise, Département des Sciences forestières, Université Laval

*« Facteurs de succès critique pour la mise en place d'aires protégées »*

Les récents efforts de conservation et le processus de réconciliation avec les communautés autochtones ont ouvert la porte à de nouvelles opportunités de conservation en collaboration avec les communautés. Cependant, le phénomène est relativement nouveau et considérant la diversité et la richesse des cultures des peuples autochtones, force est de constater un manque de connaissances pour mettre en place des projets répondant réellement à leurs aspirations. Il apparaît donc essentiel de documenter un plus grand nombre d'initiatives afin de déterminer les facteurs de succès critiques à la mise en place d'aires protégées qui misent sur une collaboration ou un partenariat entre des acteurs autochtones et non-autochtones. Une revue de la littérature systématisée a été effectuée pour documenter les initiatives de conservation dans les pays coloniaux similaires au Canada.

Les résultats de la revue de la littérature suggèrent que le contexte politique, social, économique et certains événements ponctuels sont une part très importante du succès des aires protégées co-gérées. Des relations positives entre les peuples autochtones, l'État et les autres acteurs du territoire sont également un facteur essentiel. Parallèlement, une meilleure reconnaissance des droits des peuples autochtones, que ce soit par des Lois, des politiques ou des décisions judiciaires légitimisent la participation des communautés à ces projets d'envergure. Enfin, les mécanismes et la structure de gestion

doivent correspondre aux intérêts, valeurs et besoins des communautés qui participent aux projets de conservation afin de faire durer les projets dans le temps. Pour compléter ce portrait, des groupes de discussion seront menés auprès des membres de la communauté innue de Pessamit et des employés de la Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka, deux organisations qui travaillent en partenariat pour la gestion de la réserve de biodiversité Uapishka. Les aires protégées créées et gérées en partenariat entre diverses organisations gouvernementales, autochtones et non-autochtones sont un exemple d'autochtonisation par la collaboration, dont les structures peuvent prendre différentes formes selon les aspirations des communautés. Considérant les nombreux succès de ces initiatives et les bénéfices qu'elles apportent tant aux communautés autochtones qu'aux organisations et à la population non-autochtones, les professionnels de la conservation auraient tout intérêt à envisager de tels partenariats pour les aires protégées du Québec et du Canada.

Alex Alexis, Candidat au doctorat, École de droit, Université La Sorbonne

*« Décoloniser l'environnement numérique. Variations autochtones sur l'ontologie, le droit et la gouvernance des données »*

L'avènement de nos sociétés numériques induit un renouvellement et une amplification des revendications des peuples autochtones. En effet, par-delà ses diverses réalisations et promesses, l'environnement numérique devient le théâtre de nouvelles formes d'extractivisme, où États et entreprises privées s'accaparent la valeur de la donnée, souvent à des fins rentières ou (bio)politiques. Ces velléités néocoloniales hantent les populations historiquement marginalisées, dont les peuples autochtones. Comment assurer dignement l'inclusion de ces peuples dans la data-sphère, suivant une démarche qui leur restitue leur agentivité, à contre-courant des récits défaitistes qui les réduisent à l'état de sujets passifs ?

Le mouvement transnational baptisé Indigenous Data Sovereignty<sup>1</sup> (IDS) offre à cet égard de nouvelles perspectives d'autochtonisation de l'environnement numérique, en affirmant le « droit des peuples autochtones à déterminer les moyens de collecte, d'accès, d'analyse, d'interprétation, de gestion, de diffusion et de réutilisation des données provenant des ou relatives aux peuples autochtones ». L'autochtonisation passe ici par la décolonisation des régimes de savoir et de pouvoir qui sont associés à la data-sphère. Nous proposons de discuter trois opérations critiques effectuées par l'IDS pour parvenir à la décolonisation/autochtonisation de l'environnement numérique.

1) La première opération critique porte sur le statut ontologique de la donnée. Contre une certaine définition restreinte de la donnée qui la voudrait nécessairement numérique, l'IDS adopte une définition large, faisant de la donnée autochtone « des données dans une grande variété de formats, y compris les données numériques et les données en tant que connaissances et informations »

2) Une fois délimité le périmètre de la donnée autochtone, la seconde opération critique concerne le droit qui y est applicable. À contre-courant d'une approche stato-centrée du droit, l'IDS interroge le discours juridique positiviste, en dessinant des formes nouvelles de hiérarchisation et d'interprétation des normes.

3) Une fois clarifié le droit applicable à la donnée autochtone, il n'est guère question de laisser le monopole de son application aux seuls allochtones (États, entreprises...). La troisième opération critique consiste donc à poser la nécessité d'une gouvernance autochtone de la donnée (Indigenous Data Governance), à même d'assurer la prise en compte effective des visions, valeurs et intérêts des peuples autochtones dans la data-sphère.

Pour conclure, nous envisagerons dans quelle mesure ces variations autochtones sur l'ontologie, le droit et la gouvernance des données sont-elles porteuses d'alternatives épistémiques et politiques pour penser l'avènement d'un monde numérique plus juste.

### PANEL 3 : VERS UNE UNIVERSITÉ DÉCOLONIALE ? MODÈLES EN TRAVAIL SOCIAL

Lisa Ellington, Travailleuse sociale et professeure à l'École de travail social et de criminologie, Université Laval

Samantha Giroux, Candidate à la maîtrise à l'École de travail social et de criminologie, Université Laval

*« Considérer les visions du monde autochtones en travail social : processus de co-construction du cours Travail social en contextes autochtones à l'Université Laval »*

Depuis les dernières décennies, on admet que le travail social a contribué à opprimer et à marginaliser les peuples autochtones, en participant notamment aux différentes politiques assimilatrices (Kennedy-Kish et al., 2017; Sinclair, 2009). On reconnaît que les « solutions » proposées ou imposées jusqu'à présent par la société dominante ne répondent pas aux besoins de plus en plus complexes des peuples autochtones et n'ont pas eu d'incidence notable sur leur bien-être. Dans les faits, la discipline du travail social est largement influencée par la culture et les idéologies dominantes et repose sur un système de connaissances construit par et pour les sociétés occidentales, qui s'oppose radicalement à ceux des peuples autochtones (Ellison, 2014; CERP, 2019).

Depuis plusieurs années, les chercheurs autochtones de partout au Canada reconnaissent l'importance d'intégrer les visions du monde et les savoirs des peuples autochtones dans la pratique professionnelle (Baskin, 2006; Hart, 2002, 2010; Wenger-Nabigon, 2010). Déjà, en 1994, l'Association canadienne des travailleurs sociaux (ACTS) proposait une réforme en profondeur de la pratique du travail social qui respecte les traditions et les valeurs autochtones (ACTS, 2019). Depuis, un nombre grandissant d'universités ont entrepris des réflexions afin d'autochtoniser les milieux académiques. Poursuivant cet objectif, l'École de travail social et de criminologie de l'Université Laval a décidé de développer un nouveau cours, intitulé Travail social en contextes autochtones.

Cette présentation vise à exposer le processus de co-construction et de développement de ce cours, qui se fonde sur la participation de professionnels et d'experts par expérience (Aînés, intervenants sociaux autochtones, étudiants autochtones ainsi que des travailleurs sociaux non-autochtones œuvrant au sein d'organisations autochtones). Nous détaillerons le processus consultatif ayant eu cours, puis nous



expliquerons la manière dont les visions du monde des participants autochtones ont été intégrés dans les différents modules de cours. Enfin, nous mettrons en lumière la pertinence d'intégrer l'expérience et l'expertise des Premières Nations et des Inuit au curriculum de formation des futur·e·s professionnel·le·s en travail social.

Karine Croteau, Cyndy Wylde et Marc Molgat, Professeur.e.s, École de service social, Université d'Ottawa

*« Reconnaître la légitimité des savoirs traditionnels autochtones en travail social universitaire. Un acte de décolonisation et de sécurisation culturelle à l'École de service social de l'Université d'Ottawa »*

Cette proposition de communication s'inscrit dans le cadre des travaux de l'initiative du Cercle Kinistôtàdimin amorcée en 2018 à l'École de service social (ÉSS) de l'Université d'Ottawa, située sur le territoire traditionnel et non cédé de la Nation Omàmiwinni Algonquine. Dans des travaux précédents (Croteau, Molgat et al., 2022), nous avons relaté les premiers pas et rencontres entre les membres autochtones et non-autochtones du Cercle, les défis qui mettent en évidence des tensions entre l'autochtonisation « additive et expéditive » et la décolonisation, ainsi que les 10 axes de planification stratégique du Cercle (Croteau, Savard et Mercier, 2020). Cette communication émane d'une demande spécifique des membres autochtones du Cercle. Elle présente les travaux récents (2021-22) de l'axe 6 du plan visant la reconnaissance officielle à l'ÉSS des savoirs autochtones en recherche, ainsi que dans l'enseignement, la formation et l'intervention sociale, au même titre que les savoirs occidentaux. Se fondant sur une approche structurée menée par l'ÉSS et des gardiens de savoirs, Aîné·e·s et pair·e·s scientifiques autochtones, la démarche s'est déclinée en deux demi-journées d'étude. Elle a d'abord visé à engager dans la discussion les membres du corps professoral et administratif de l'ÉSS. La démarche a ensuite permis de procéder à l'adoption formelle d'une déclaration par l'assemblée délibérative de l'ÉSS. Par l'analyse des deux étapes de cette démarche, la communication met en évidence les défis et points forts dégagés de cet effort de décentrer, au sein même d'une institution universitaire, des savoirs occidentaux normatifs au profit de savoirs traditionnels, de connaissances orales et ancestrales, et de conceptions autochtones du mieux-être et de la guérison. Cette reconnaissance officielle vise un basculement épistémologique fondamental pour la création de programmes de travail social respectueux des réalités des apprenants et communautés autochtones, tant sur le plan des savoirs que de la sécurisation culturelle (Dufour, 2015 ; Ramsden, 2000).

Shawna Hordyk, Professeure, École de travail social, UQAM

*« Comment des influences autochtones ont transformé ma façon d'enseigner en contexte universitaire »*

Dans cette présentation, je vais exposer plusieurs apprentissages que j'ai tirés de mes collaborations avec des communautés autochtones et qui concernent la transmission des connaissances. Ces observations m'ont incitée à changer mon approche d'enseignement comme professeure universitaire en travail social. Sur la base de cette nouvelle approche, je propose que la décolonisation de l'enseignement en travail social soit perçue comme étant pertinente tant pour les étudiant·e·s non autochtones que pour les étudiant·e·s autochtones.

## PANEL 4 : PENSER LA DÉCOLONISATION DES INSTITUTIONS DE L'INTÉRIEUR ET DE L'EXTÉRIEUR

Alexandre Bacon, Consultant ilnu, Ashukan Stratégies

*« Décoloniser les biais inconscients en santé et services sociaux : Enjeux, pratiques et limites »*

Il a été démontré que certains mécanismes cognitifs faussent parfois l'interprétation des intervenants lorsqu'ils font face à des clientèles autochtones. Aussi étonnant que cela puisse paraître, développer la capacité de ces intervenants à identifier et à remettre en question leurs biais inconscients pourrait littéralement sauver des vies.

Des préférences, des préjugés, des croyances, dont nous ne sommes pas toujours conscients, affectent nos jugements, nos attitudes et comportements, ainsi que nos prises de décisions, au risque d'entraîner des erreurs et parfois même d'aggraver les problèmes de santé des personnes souffrantes. Dans le contexte colonial canadien, des biais spécifiques émergent lorsque des membres des Premières Nations ou Inuits se présentent dans les établissements de santé ou de services sociaux.

Bien qu'il soit très difficile de se prémunir entièrement contre l'influence de ces biais involontaires, certaines approches visent à prendre davantage conscience des risques et dangers associés à ces réponses cognitives biaisées et, potentiellement, contrer leurs impacts négatifs dans la relation de soin. Prenant en compte la notion de racisme systémique et les approches de la sécurisation culturelle, la présentation propose un survol des différentes stratégies autoréflexives et préventives pour se prémunir contre les biais inconscients, notamment dans un contexte d'intervention auprès des personnes autochtones où il importe tout particulièrement de rétablir une relation de confiance considérablement fragilisée par l'expérience historique et persistante du colonialisme.

Stéphane Guimont Marceau, Professeure adjointe, INRS

*« Les défis de l'autochtonisation de Montréal : entre représentations sociales dominantes et processus participatifs »*

En collaboration avec l'organisme autochtone Mikana, nous menons depuis 2019 une recherche concernant les relations entre personnes autochtones et non autochtones à Montréal. Grâce à une méthodologie originale élaborée par l'équipe, notre recherche analyse, afin de les caractériser, les principales représentations sociales et spatiales qui structurent ces relations, de même que les lieux où elles prennent forme. Elle a permis de cerner autant les représentations dominantes de la population non autochtone, que des récits de membres de la communauté autochtone présentant leurs expériences urbaines, les analyses qu'ils et elles en font et leurs aspirations face à la situation actuelle. Nous proposerons donc quelques principes issus de nos analyses collaboratives, parmi lesquelles apparaissent différentes formes de sensibilisation de la population non autochtone, ainsi que la mise en place de processus de design participatif avec des membres de la communauté autochtone

Pierre-Simon Cleary, Diplômé en droit, Candidat à la maîtrise en étude du religieux contemporain affilié à la SoDRUS, Université de Sherbrooke

« *Le droit autochtone, nouvel objet d'évaluation à l'École du Barreau?* »

Dans l'état actuel, l'enseignement préconisé par l'École du Barreau du Québec est divisé en cours préparatoires optionnels d'une durée de 4 mois, et en la formation professionnelle obligatoire pour l'accession à la profession d'avocat, d'une durée de 4 mois également. Dans les cours préparatoires, une mince section survole les méthodologies autochtones de justice participative. Dans la formation professionnelle, un survol vidéo du droit autochtone et des compétences culturelles d'une durée d'environ 3 heures constitue la formation. Aucune de ces matières n'est sujette à évaluation. Ceci dit, est-ce bien suffisant pour préparer les futur.es avocat.es ? À l'aide d'étude de cas réels et théoriques, le présentateur entend démontrer les lacunes de la formation en matière autochtone. Insistant sur le fait qu'une formation supplémentaire serait nécessaire pour protéger le public et les droits des autochtones, et ce dans un contexte où l'institution travaille sur une réforme de sa formation professionnelle depuis 2016.

## PANEL 5 : VERS UNE UNIVERSITÉ DÉCOLONIALE ? EXPÉRIENCES ET PERSPECTIVES COMPARÉES

Samuel Rainville, Conseiller principal aux relations avec les Premiers Peuples, Université de Montréal

« Place aux Premiers Peuples, la démarche de l'Université de Montréal »

Le plan d'action Place aux Premiers Peuples 2020-2023 fait écho aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada. L'Université de Montréal reconnaît par cette démarche la nécessité d'accroître la représentation des membres des Premier Peuples sur ses campus et l'importance d'accueillir leurs connaissances et leurs cultures au sein de ses différentes missions.

Marika Handfield, Candidate au Doctorat, Département de psychologie, UQAM

« *Autochtonisation ou néocolonialisme? Les politiques universitaires concernant les Premiers Peuples* »

Le racisme dans les universités, autant au niveau interpersonnel et social qu'institutionnel, reste un obstacle central à l'équité d'accès à l'éducation et la justice sociale pour les personnes autochtones au Canada (Bailey, 2016; Henry et al., 2017; Henry & Tator, 2009; Sylvestre, Castleden, Denis, Martin, & Bombay, 2019). Trop peu d'études adressent le vécu des personnes autochtones dans les universités, et encore moins les pratiques institutionnelles et politiques les concernant (Bailey, 2016). Jusqu'à récemment, les universités n'ont pas démontré suffisamment d'efforts pour adresser le racisme et le colonialisme de manière large, systématique et durable, particulièrement au Canada, où le déni du racisme persiste (Harper & Hurtado, 2007; Henry & Tator, 2009; Law, 2003). La montée des initiatives "Équité, Diversité et Inclusion" dans les universités et les discours courants entourant la "réconciliation" pourraient porter à croire que les inégalités sociales concernant les Premiers Peuples sont choses du passé

et que les universités mènent le bal de ces changements, mais est-ce vraiment le cas (Ahmed, 2007a, 2007b)? Est-ce que les universités réalisent des changements significatifs au niveau institutionnel concernant les Premiers Peuples?

Méthode : Une revue systématique des politiques institutionnelles des universités au “Québec” (19) a été exécutée avec la question : “Quelles sont les politiques concernant les Premiers Peuples au sein de l’université? Quel sont leurs impacts?”. Chaque université a été contactée par courriel afin de valider les résultats.

Analyse : Les résultats ont été analysés avec le Cadre Holistique Autochtone (Pidgeon, 2014, 2016), qui stipule 3 conditions pour qu’une action institutionnelle soit réellement transformative : la participation avec pouvoir, des Premiers Peuples, la spécificité et l’imputabilité des actions et l’engagement de ressources financières et humaines pour réaliser les actions.

Résultats : Aucune université au “Québec” n’a de politique institutionnelle concernant les Premiers Peuples. Deux types de plans d’action, qui représentent un niveau d’autorité moins élevé qu’une politique, ont été identifiés. Seulement 5 universités sur 19 ont un plan d’action spécifique aux Premiers Peuples, alors que presque toutes les universités ont des plans d’action “Équité, Diversité et Inclusion”. De l’ensemble des universités, 1 seule respecte les conditions pour une action institutionnelle respectueuse, responsable, pertinente et réciproque envers les Premiers Peuples.

Patricia-Anne Blanchet, Conseillère en pédagogie autochtone, Coordinatrice du comité M8wwa L J mamu, Université de Sherbrooke

Jo-Annie Joncas, Professeure, Faculté de l’Éducation, Université de Sherbrooke

*« État des lieux des actions menées par le comité M8wwa L J mamu à la Faculté d’éducation de l’Université de Sherbrooke : ensemble pour inclure les perspectives autochtones dans la formation à l’enseignement »*

La Commission de vérité et réconciliation du Canada (2015) interpelle les universités afin d’inclure l’histoire, les réalités, les perspectives, les savoirs et les visions du monde autochtones dans les programmes de formation à l’enseignement (appels à l’action #62 à 65). Au Québec, ces recommandations ont généré un changement au référentiel de compétences professionnelles à l’enseignement (Gouvernement du Québec, 2020) : « Les enseignants sont des acteurs incontournables de la réconciliation avec les peuples autochtones et [le ministère de l’Éducation] les sollicite pour qu’ils priorisent le renforcement de la compréhension interculturelle, de l’empathie et du respect mutuel » (p. 14). Cette inclusion représente un défi de taille, car souvent, les personnes formatrices allochtones se sentent maladroites et peu outillées pour le faire de manière culturellement pertinente. À la Faculté d’éducation de l’Université de Sherbrooke, le comité M8wwa L J mamu œuvre depuis 2019 à sensibiliser la communauté facultaire et à développer des ressources didactiques impliquant l’histoire, les réalités, les perspectives, les savoirs et les visions du monde autochtones. Fondé sur une relation de réciprocité, ce comité est composé de personnes formatrices de différents départements, de personnes étudiantes de

tous les cycles d'études et de personnes partenaires issues des principales organisations autochtones en éducation au Québec. L'Université de Sherbrooke étant située sur le territoire ancestral de la Nation W8banaki, le Ndakina, des personnes représentantes du Grand Conseil de la Nation Waban-Aki siègent sur le comité. Ce dernier a notamment contribué au développement du Plan d'action institutionnel pour et avec les peuples autochtones K'wasan8bna (Université de Sherbrooke, 2021-2026). Cette proposition de communication s'inscrit dans le troisième axe du Colloque annuel du CIERA portant sur l'autochtonisation des savoirs dans les institutions d'enseignement. Elle propose un état des lieux des différents travaux collaboratifs menés et des initiatives en cours à la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke : création d'un cours dédié aux perspectives autochtones, démarche de décolonisation du centre de ressources pédagogiques, activités de sensibilisation et de rayonnement des cultures autochtones, conseillances en pédagogie autochtone, etc. Elle expose également les actions concertées à venir afin de soutenir les personnes étudiantes autochtones dans leur cheminement académique. L'ensemble de la communication propose des clarifications conceptuelles autour des concepts en mouvance de décolonisation, d'autochtonisation, de réconciliation et de sécurisation culturelle et sociale, tentant d'en cerner les nuances et les limitations.

## PANEL 6 : L'ART COMME MOTEUR DE TRANSFORMATIONS

Sara Petrella, Chercheuse postdoctorale, Institut d'histoire de l'art et de muséologie,  
Université de Neuchâtel

*« Émergences des voix autochtones entre passé et présent. Décoloniser les savoirs à travers l'art »*

Dans ma présentation, j'entends discuter la question de l'autochtonisation des savoirs (troisième axe) en partant de l'histoire des arts en Nouvelle-France et cela, à travers trois axes de discours. La définition de « décolonisation » ne faisant pas l'unanimité, le premier axe concerne la « colonisation » en contexte nordaméricain, notamment la condition particulière des colonies françaises (« Nouvelle-France ») et le statut des communautés autochtones de la vallée du Saint-Laurent dès l'arrivée des premiers colons jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle. Plus précisément, il s'agira de pointer l'impact de la colonisation sur les savoirs de cette époque (ethnocentrisme occidental, regard dominant sur le monde, « nature » à exploiter, peuples à « civiliser » etc.), et l'interprétation des sources historiques réalisées par des agents du régime colonial (archive, littérature, carte, etc.). Le deuxième axe porte sur des questions méthodologiques, afin de mettre en perspective des approches en sciences humaines qui permettent de pallier le problème de l'invisibilisation et la marginalisation des personnes colonisées en croisant les perspectives autochtones et allochtones (global studies, études comparées, histoire mondiale). Il s'agira dès lors de circonscrire un corpus d'objets artistiques, réalisés ou coréalisés par des Autochtones durant la période coloniale et aujourd'hui conservés dans les musées ou découverts sur des sites archéologiques. Ces objets, recoupés sous le concept d'image, permettent d'adopter une nouvelle perspective sur l'histoire de la Nouvelle-France et seront appréhendés selon différentes facettes : forme de mémoire autochtone, moyen de communication entre les communautés et médium artistique en dialogue avec différentes techniques et iconographies.

Enfin, il s'agira de mettre en relief des dispositifs contemporains de présentation des arts autochtones réalisés durant la période coloniale dans la muséologie et l'art contemporain autochtone de nos jours. Cette conclusion instaurera un jeu de regard entre des objets autochtones parfois très anciens et des dispositifs contemporains. Il sera question de montrer que notre vision du passé n'est pas une donnée figée, qu'elle dépend du regard sur le présent et, par conséquent, que les visions autochtones qui émergent des arts participent pleinement du mouvement de réinvention des imaginaires coloniaux et du renouvellement de la recherche universitaire vers une décolonisation et une autochtonisation des savoirs.

Edith-Anne Pageot, Professeure, Département d'histoire de l'art, UQAM

*« Le rôle structurant des arts et des médias dans l'autochtonisation des savoirs »*

Véritable incubateur, le Collège Manitu (1973-1976) fut un lieu de conscientisation inestimable pour une jeune intelligentsia autochtone. L'organisation du campus et le vivre-ensemble ont favorisé l'émancipation politique et sociale par la création d'un espace où les étudiants et étudiantes venus de régions géographiques et de cultures diverses pouvaient cohabiter. Le Collège avait également la particularité d'accorder aux arts et aux communications une valeur structurante sans précédent. Cette communication porte sur le rôle structurant des arts et des médias dans l'autochtonisation des savoirs au Collège Manitu, un cas unique dans le paysage éducatif postsecondaire au Québec et au Canada au début des années 1970.

Sophie Guignard, Candidate au doctorat en histoire de l'art, Spécialisation en photographie, UQAM

*« Résistances photographiques : décoloniser et autochtoniser par l'image »*

La photographie occupe une place complexe et singulière dans l'histoire de la colonisation et des rapports entre communautés autochtones et allochtones. En Amérique du Nord, le médium a largement contribué à la construction de ce que Daniel Francis a appelé « l'Indien Imaginaire » (1992). Même si quelques photographes autochtones se sont servis de l'appareil photographique pour représenter leur réalité sociale et culturelle dès la fin du 19e siècle, leurs images sont encore bien souvent inconnues du grand public. C'est à partir des années 1980, aux États-Unis et au Canada, que des photographes autochtones se sont réunis pour la première fois autour d'expositions collectives, dans une perspective de réappropriation et de renversement des représentations photographiques trop souvent essentialistes qui, historiquement, ont dominé le champ visuel. Les œuvres ainsi que le discours produit dans les publications qui accompagnent ces expositions font état d'un rapport politique et culturel spécifique à la photographie et témoignent d'une affirmation collective centrée sur la pratique photographique et l'appartenance à une communauté autochtone. En m'appuyant sur une sélection choisie de catalogues et brochures d'expositions collectives de photographes autochtones, j'examinerai la façon dont ces corpus photographiques permettent d'envisager le médium photographique comme un agent de décolonisation et d'autochtonisation. Nous verrons ainsi comment la photographie, à la fois comme image et comme pratique, peut constituer un outil de résistance qui permet de renverser les codes de représentation coloniaux et d'ouvrir un espace pour l'intégration des modes de connaissance et des visions du monde autochtones.

## PANEL 7 : POUR UNE AUTODÉTERMINATION TERRITORIALE ET ALIMENTAIRE : SAVOIRS ET PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES AUTOCHTONES EN AMÉRIQUE ET EN AFRIQUE

Chloé Pelletier, Candidate à la maîtrise sur mesure en études autochtones, UQAT

Shawerim Coocoo, Intervenante en maison d'hébergement

*« Transmission des savoirs et pratiques ethnobotaniques autochtones : étude de cas des bleuets auprès des femmes de Wemotaci »*

Dans le cadre de ma maîtrise à l'École d'études autochtones de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue en collaboration avec le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA), cette étude s'inscrit dans les démarches de mise en valeur des savoirs socioécologiques et culturels autochtones du CNA. Ce projet participe à la documentation de l'occupation et de l'utilisation contemporaine du territoire revendiqué atikamekw nehirowisiw, le Nitaskinan, en abordant des enjeux culturels, environnementaux, économique et de genre. Les systèmes de transmission et d'acquisition des savoirs autochtones en contexte atikamekw nehirowisiw ont été documentés à la base structurelle des relations familiales au territoire. Ce projet explore comment l'utilisation des bleuets (de la cueillette à la consommation, en passant par la transformation) contribue à l'affirmation identitaire individuelle et collective nehirowisiw ainsi qu'à la construction ou à la solidification de liens sociaux et familiaux. Minic (le bleuet) est reconnu comme une ressource socioéconomique importante, et s'avère être une ressource culturelle clé pour plusieurs Premières Nations au Québec.

Cependant, les pratiques qui y sont associées restent peu documentées ou interprétées. Les objectifs spécifiques de ce projet de maîtrise sont de (1) documenter les pratiques et savoirs des Nehirowiskewok (femmes atikamekw) concernant minic ; (2) documenter les processus de transmission inter- et intra-générationnelle de ces savoirs. Dans le cadre de ma présentation j'aborderai tout particulièrement la valeur culturelle des bleuets au sein de la communauté de Wemotaci et le rôle que prennent les femmes dans la transmission des savoirs et pratiques qui y sont liés. Je discuterai notamment du déroulement de la collecte de données qualitatives qui a eu lieu de juillet à septembre 2021 et du processus méthodologique et analytique qui s'est construit conjointement à mon expérience à Wemotaci.

Dans une démarche de décolonisation des pratiques de recherche occidentale, la compréhension des relations autochtones au territoire, à son aménagement et à l'utilisation de ses ressources est au cœur de ce projet, situant minic à l'intersection entre tradition et commercialisation. Selon une approche interdisciplinaire, entre ethnographie et ethnobotanique et en appuyant les résultats de ma recherche sur le concept d'espèce culturelle clé, je viserai à détailler la pluralité et l'interconnectivité des valeurs qu'a ce petit fruit au sein de la communauté.

Sophie Laniel et Isabelle Touchette, Assistantes de recherche pour le Cisa-Opitciwan, Département d'anthropologie, Université de Montréal

*« Programme agroalimentaire Atikamekw : réconciliation et coopération dans une démarche de souveraineté alimentaire »*

Depuis 2017, le Centre d'innovation sociale en agriculture du Cégep de Victoriaville (CISA) accompagne la communauté Atikamekw d'Opitciwan dans le développement d'un système alimentaire local, afin de tendre vers une souveraineté alimentaire. Sous forme de recherche-action, le projet se divise en deux volets qui s'influencent mutuellement. D'une part, une recherche anthropologique transversale aux différents projets nous permet d'entretenir le dialogue axé les volontés de la communauté, notamment en étudiant les dimensions de l'agriculture dans la culture Atikamekw et en pensant un dispositif de mobilisation communautaire. D'autre part, un volet en agroalimentaire nous a permis de cocréer huit espaces de jardin communautaire et des ateliers de partage de connaissance avec la communauté.

Toutefois, un retour réflexif sur notre travail nous a permis de cibler une tension persistante entre les conceptions Atikamekw de l'agriculture et les nôtres ainsi que l'absence de l'épistémologie Atikamekw dans plusieurs phases des projets. Cette prise de conscience a initié des changements importants dans notre démarche, afin de tendre vers une approche décolonisée. D'abord, les activités de recherche et les analyses subséquentes reposaient sur l'approche à deux yeux, développée par les aîné-e-s de la Première Nation Mi'kmaq Albert et Murdena Marshall (Peltier 2018). L'analogie des deux yeux renvoie à la rencontre entre les regards autochtone et occidental quant aux méthodes de construction de la connaissance, afin de tendre vers un équilibre et une compréhension mutuelle des conceptions du monde. Puis, une réflexion s'est entamée sur les concepts de colonialisme, de décolonisation et de résurgence. Puisque les tentatives de définition de ces concepts sont plurielles, nous explorons davantage les différents ancrages épistémologiques. Au Canada, plusieurs études sur le postcolonialisme s'écartent de celles sur la décolonisation en ce sens où ces dernières ne reconnaissent pas un dépassement des structures de pouvoir coloniales (Collab. 2014) La décolonisation renvoie entre autres au processus visant à mettre fin au monopole eurocentré des savoirs (Collab. 2014), à renverser le pouvoir colonial dans les sphères bureaucratiques, culturelles, linguistiques et psychologiques (Smith 1999) ou encore mettre en place une résurgence des savoirs inhérents aux communautés autochtones émergeant du territoire (Simpson 2001). Ces assises théoriques nous permettent de tracer les contours d'une approche agricole, qui consiste à baser nos projets sur les définitions locales des concepts et sur les ontologies relationnelles. Nous souhaitons dorénavant développer davantage la méthodologie et la théorie entourant cette approche. Pour ce faire, nous allons approfondir quatre dimensions ontologiques Atikamekw, soit le rapport au territoire, le lien à la famille, le souci de bien-être personnel et de la communauté ainsi que le respect de la saisonnalité. Ainsi, nos remises en question nous permettent de réfléchir à des façons de décentrer nos savoirs sur l'agriculture avec les communautés en favorisant des espaces de rencontre et d'échange. Par exemple, en 2021 a eu lieu un jumelage entre des étudiant-e-s de l'école secondaire Mikisiw et des stagiaires en agriculture biologique du Cégep de Victoriaville ainsi que la mise sur pied d'un cercle de réflexion autochtone et allochtone pour penser les concepts et les différentes phases des projets. Aujourd'hui, nous articulons un projet proposé par des membres de la communauté de forêt nourricière



sur les territoires de chasse familiaux Atikamekw, afin d'intégrer à la recherche les dimensions ontologiques Atikamekw.

Morgane Leclercq, Candidate au doctorat, Faculté de droit, Université Laval

*« Cultiver la diversité en Afrique de l'Ouest : contribution en faveur de la coexistence des savoirs et pratiques relatives aux semences »*

Cette proposition de communication présente les savoirs et pratiques autochtones relatives aux semences dans le village de Taré au Burkina Faso et le village de Yenguélé au Sénégal, en se fondant sur des études de cas conduites dans les territoires nuni et sereer de février 2018 à mars 2020. Ces savoirs et pratiques impliquent la mobilisation de semences issues des variétés agricoles hétérogènes, marginalisées par les législations nationales burkinabè et sénégalaises depuis les années 1960 mais essentielles pour la résilience des agriculteurs face aux changements climatiques.

L'étude souligne l'enjeu de la reconnaissance des normes juridiques non étatiques qui impactent la circulation semencière dans ces villages. Ces normes juridiques sont de trois types : les coutumes relatives à l'alliance, celles relatives à la filiation et les règles de réciprocité. Les coutumes autochtones relatives à l'alliance favorisent une division genrée des plantes agricoles. Certaines sont ainsi associées à la sphère féminine, tandis que d'autres sont considérées comme étant du domaine masculin. Les coutumes relatives à la filiation, quant à elles, traduisent le fait qu'en Afrique de l'Ouest, les êtres humains et les plantes cultivées co-évoquent. Elles démontrent de plus que les communautés autochtones et les semences partagent des relations affectives et d'interdépendance. Les règles de réciprocité, finalement, permettent un partage des semences au-delà des transactions marchandes prônées par les politiques et législations agricoles ouest-africaines et internationales. L'ensemble de ces normes contribuent au renouvellement annuel de la diversité cultivée et à la sécurité alimentaire des communautés autochtones.

Plusieurs traités internationaux ont reconnu l'énorme contribution des communautés autochtones et locales à la conservation et à la mise en valeur de la diversité cultivée. En ce sens, la Convention sur la diversité biologique, dont le Secrétariat est à Montréal, favorise la collaboration entre les sélectionneurs et les communautés autochtones. Elle responsabilise les personnes impliquées dans les projets de développement agricole. Le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, quant à lui, encourage à la reconnaissance des droits des agriculteurs et de leurs communautés sur les semences. Cette proposition de communication relève cependant que ces traités demeurent insuffisants pour une reconnaissance des enjeux juridiques, économiques et culturels dans lesquelles s'enchaînent les communautés agricoles et les plantes cultivées. En particulier, ils ne permettent pas de dépasser le clivage nature/culture omniprésent dans les instruments de droit international économique adoptés par l'Afrique de l'Ouest.

Laurence Boudreault, Candidate au doctorat, Sciences forestières, Université Laval  
Edgar Blanchet, Bureau du Ndakina, Grand Conseil de la Nation Waban-Aki, Wôlinak

*« Bois de Maalhakws (Fraxinus Nigra) et décolonisation de la recherche »*

Le frêne noir, une espèce feuillue dominante et codominante des milieux humides, occupe une place primordiale dans la culture w8banaki (Abénakis). Effectivement, dans les cosmologies w8banakiak, les Aln8bak (êtres humains), ont été façonnés à partir du frêne [1] [2]. Son bois est également essentiel à la pratique de la vannerie traditionnelle. Vers 1880, la fabrication d'abaznodal (paniers de frêne noir) devient une réelle industrie pour la Nation W8banaki. Face aux changements engendrés par la colonisation, ce nouveau moteur économique constitue alors le principal moyen de subsistance pour de nombreuses familles, permettant ainsi à la Nation de survivre. L'espèce est donc sacrée et fortement liée à l'identité et à l'histoire de la Nation.

Le frêne noir est aujourd'hui grandement menacé par l'agrile du frêne [3]. De plus, les W8bankiak ont remarqué, dans les dernières années, un déclin de la qualité des billes de frêne noir et l'approvisionnement se fait de plus en plus difficile. Face à cette situation, il est important d'agir afin d'assurer la continuité de la vannerie et le maintien du lien sacré au frêne noir. C'est pour cette raison que le Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (GCNWA) et plus spécifiquement le Bureau du Ndakina (BDN), ont initié un projet de recherche sur le frêne noir, en collaboration avec l'Université Laval et le Centre de recherche sur les matériaux renouvelables (CRMR). Démarré en janvier 2019, l'objectif général du projet est de soutenir la Nation W8banaki dans sa volonté de répondre aux enjeux du frêne noir tout en soulignant l'importance culturelle de l'espèce.

Dans cette présentation conjointe de Laurence Boudreault (Candidate au doctorat en sciences forestières) et Edgar Blanchet (Chargé de projet au BDN du GCNWA), nous discuterons des mécanismes éthiques de collaboration mis en place dans le cadre de ce projet ainsi que des principaux défis qui limitent une « autochtonisation » ou une « décolonisation » des recherches, et ce malgré un véritable partenariat. En science naturelle on remarque actuellement un engouement face aux recherches qui intègrent les Premières Nations et les savoirs autochtones. Ne prenant pas toujours acte de tout le travail qui a été fait du côté des sciences humaines et sociales, ce type de recherches ne captent pas toujours la complexité des phénomènes, des dynamiques étudiées et des savoirs autochtones mobilisés [4]. Les savoirs autochtones sont donc souvent instrumentalisés et intégrés aux modèles des sciences naturelles de manière hiérarchique. Du certificat éthique à la modélisation des données [5], il est primordial de remettre en question les démarches scientifiques et les protocoles de recherche. Dans ce contexte, imposer un cadre scientifique rigide conduit à une hiérarchie des connaissances [4] [8], et donc à une réaffirmation de la supériorité des épistémologies occidentales [8]. En solidifiant les bases méthodologiques et les perspectives théoriques dans le courant croissant des études interdisciplinaires et qui mobilisent les savoirs autochtones tout en reconnaissant l'expertise et les aspirations des Nations, ce type de projet participe à la décolonisation des disciplines, comme celle des sciences du bois et de la forêt.

## PANEL 8 : QUESTIONNER LES SAVOIRS ACADÉMIQUES : REGARDS CROISÉS ET MULTIDISCIPLINAIRES SUR LA VALORISATION DES PERSPECTIVES AUTOCHTONES

Mylène Jaccoud, Professeure, École de Criminologie, Université de Montréal

Philippe Boucher, Candidat à la maîtrise, École de Criminologie, Université de Montréal

*« Autochtoniser ou décoloniser le cas des savoirs criminologiques »*

La criminologie, discipline institutionnalisée en Amérique du Nord, est née dans le terreau positiviste des sciences sociales émergentes au 19<sup>e</sup> siècle. La criminologie critique et constructiviste, qui bouscule le paradigme positiviste dès les années 1960, est-elle vraiment parvenue à produire des savoirs « autochtonisés ou décolonisés » ? Pour tenter de répondre à cette question, trois préalables sont nécessaires : 1. clarifier et distinguer les concepts d'autochtonisation et de décolonisation; 2. préciser en quoi les savoirs criminologiques ont participé (ou non) de la colonisation des peuples autochtones ; 3. esquisser les paramètres et les conditions d'une criminologie qui serait décolonisée/autochtonisée et décolonisante/autochtonisante

Dominique Gaulin, Candidate au doctorat, Travail Social, Université de Montréal

Shawn-Renée Hordyk, Professeure, École de travail social, UQAM

*« La décolonisation et l'autochtonisation des savoirs dans le domaine de la santé mentale et du bien-être au Nunavik : aspirations, pièges, défis et réalités »*

Historiquement, les recherches et les pratiques en santé et bien-être impliquant les peuples autochtones ont été le théâtre de déséquilibres de pouvoir entre les communautés, les praticiens et les chercheurs (Simpson, 2016 ; Smith, 1999). Les peuples autochtones ont souvent été placés dans la position d'objets passifs de recherche et d'usagers plutôt que dans celle de participants ou de collaborateurs dotés d'un pouvoir d'action. Cela s'explique en partie par le principe de colonialité qui veut que les anciennes puissances coloniales continuent de dominer les populations dites colonisées via des politiques insidieuses et bien intégrés dans nos structures (Quijano, 2007). La colonialité est notamment présente au sein de nos systèmes de santé et services sociaux (Commission Viens, 2019 ; Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, 2019).

Un mouvement actuel appelle à la décolonisation et à l'autochtonisation de la recherche et des pratiques dans le domaine de la santé autochtone afin de cibler les déséquilibres de pouvoir et les oppressions qui existent entre les chercheurs allochtones et les communautés autochtones. La décolonisation vise à remédier aux déséquilibres de pouvoir entre les chercheurs et les membres des communautés autochtones, à la faible représentation des peuples autochtones dans le milieu universitaire et à la tendance à considérer la recherche comme étant limitée aux compétences universitaires (ITK, 2015 ; Wilson, 2008). Ce mouvement cherche à réimaginer la recherche, les politiques et les pratiques qui reconnaissent une diversité de savoirs et de façons de faire. Les directives des organismes subventionnaires de la recherche (par exemple, l'EPTC 2) ont maintenant intégré des instructions et des valeurs visant la décolonisation de la recherche. L'autochtonisation quant à elle correspond au processus collaboratif dans la mise en commun des savoirs et pratiques autochtones et autochtones. Un nombre

croissant de chercheurs intègrent et valorisent les savoirs autochtones dans leurs projets de recherche et tentent de les mettre en dialogue avec d'autres savoirs, d'autres méthodes (Kovach, 2009 ; Simpson, 2018 ; Smith, 1999). Pourtant, à ce jour, les réalités structurelles apportent des obstacles au succès de ces approches (Tuck & Yang, 2012).

Leanne Simpson (2016) suggère que les institutions occidentales ont tendance à changer les peuples autochtones plus que ces peuples arrivent à changer les institutions occidentales. Il s'agit d'une réflexion importante à garder à l'esprit alors que les institutions tentent de s'adapter. Sont-elles capables de s'adapter suffisamment pour que les travailleurs autochtones puissent être autorisés à modifier les systèmes de soins et ne pas seulement travailler à l'intérieur de ceux-ci ? À partir de nos expériences de chercheuses et intervenantes au Nunavik et en nous basant sur les théories postcoloniales (Bhabha, 1994 ; Fanon, 1952 ; Spivak, 1988), cette présentation aborde les défis et les enjeux reliés à l'autochtonisation des savoirs dans le domaine de la santé mentale et du bien-être au Nunavik. Nous souhaitons démontrer que malgré les bonnes intentions, des biais, des barrières structurelles et épistémologiques peuvent entraver le chemin vers la décolonisation et l'autochtonisation des savoirs.

Marie-Eve Bradette, Chercheuse postdoctorale, Études anglaises, Université de Régina

*« Reconnaître et valoriser les savoirs littéraires dans les études Autochtones au Québec »*

En s'engageant dans les études Autochtones, et plus particulièrement dans les études littéraires Autochtones, force est de constater que le champ est, toujours à l'heure actuelle, dominé par les travaux produits en anglais. Alors que Michèle Lacombe (Mi'qmaq/Acadienne) soulignait, dans un article paru en 2010, qu'il y a « une hétérogénéité des perspectives littéraires amérindiennes et de la recherche faite par les Amérindiens au Canada anglais » (157), il faut en effet reconnaître que dans le contexte francophone du Québec très peu de travaux critiques ont été produits par des chercheur·se·s Autochtones. Cela s'explique en partie par le fait qu'au Québec le champ est relativement récent si on considère la publication de *Histoire de la littérature amérindienne* de Diane Boudreau (1993) comme point d'origine, mais surtout les travaux de Maurizio Gatti (2004) comme une ouverture aux littératures Autochtones qui sera par la suite maintenue. Force est aussi de constater qu'un fossé demeure dans le dialogue entre les écrivain·e·s des deux sphères linguistiques, et qu'il en est de même pour les approches critiques. Qui n'a pas entendu qu'au Québec, dans les études Autochtones produites en français, nous étions « en retard » sur ce qui se fait dans le monde anglophone ? Et l'une des raisons de cette critique, à mon avis, c'est qu'encore à l'heure actuelle, et malgré une prolifération des travaux par des chercheur·e·s allochtones, il y a peu de travaux critiques publiés en français par des Autochtones. C'est précisément dans cet interstice que je propose d'intervenir dans le contexte du colloque du CIÉRA.

Dans le cadre de ma communication, je souhaite en effet ébranler cette conception de la recherche et de la critique littéraire pour penser autrement le rapport à la théorie et aux discours critiques. Je veux considérer comme nous y engage Kimberly Blaser (Anishinaabe), Lee Maracle (Stolo) ou Dian Million (Athabascane), les voix critiques qui émergent des textes littéraires eux-mêmes ; je veux sérieusement prendre la mesure de ce que cela signifie que de considérer les récits comme des théories (1993 ; 2003 ; 2009). J'arguerai ainsi qu'il faut penser autrement, et peut-être même ailleurs, la place des intellectuel·le·s

Autochtones dans la recherche en littérature : c'est-à-dire hors de l'institution universitaire et de la recherche académique, et ainsi envisager la possibilité que les discours critiques, et avec eux les théories Autochtones ne se trouvent pas exclusivement dans des ouvrages scientifiques, mais peut-être bien dans les textes littéraires eux-mêmes. Ce faisant, cette communication vise un objectif double bien précis : 1) repenser le statut de la littérature en tant que corpus pour valoriser la pensée théorique de la littérature, 2) en même temps que de fournir des pistes pour reconnaître et valoriser les savoirs littéraires dans les études Autochtones au Québec.

Pierre Beaucage, Professeur émérite, Université de Montréal. Le Taller de Tradición Oral Totamachilis, San Miguel Tzinacapan, Puebla (Mexique)

*« La décolonisation des savoirs : est-il possible de penser l'anthropologie en dehors du rapport colonial ? »*

Le discours anthropologique s'est élaboré historiquement sur la base d'une double inégalité. Entre pays, d'abord, puisqu'il a été construit par des membres des sociétés métropolitaines colonisatrices; interethnique ensuite, parce que le spécialiste non autochtone se considérait le seul autorisé à interpréter la parole de ses interlocuteurs autochtones, réduits au statut d'« informateurs ». Il y a plusieurs années déjà que les peuples autochtones ont rejeté aussi cette dimension culturelle du colonialisme qui les expropriait de leur parole et de leur culture. Dans nos recherches de longue durée, dans la Sierra Norte de Puebla, au Mexique, nous avons essayé depuis 1984 de pratiquer une autre anthropologie, fondée sur un dialogue des savoirs. Ce processus a impliqué un changement profond dans les rapports de pouvoir entre l'anthropologue et les co-chercheurs et co-auteurs autochtones, ainsi que des transformations dans le processus même de la recherche et dans la rédaction de son résultat le plus typique : la monographie anthropologique. Les thèmes de la recherche, déterminés par le Taller, comprennent les plantes médicinales et comestibles, la faune sauvage, la toponymie et les traditions historiques. Quant aux publications, priorité a été donnée à des textes bilingues (espagnol-nahua), distribués à faible coût dans la région.

## PANEL 9 : POUR UNE DÉCOLONISATION DES ENSEIGNEMENTS : LA PLACE DES SAVOIRS ET DES PERSPECTIVES AUTOCHTONES DANS LA TRANSMISSION DES CONNAISSANCES

Laurent Jérôme, Professeur, Département de sciences des religions, UQAM

Sakay Ottawa, Directeur, École secondaire Otapi, Manawan

*« Décolonisation et autochtonisation des enseignements par la valorisation des savoirs liés au territoire chez les jeunes atikamekw »*

Dans cette communication, il s'agira de réfléchir aux modalités et aux pratiques de la recherche participative en milieu autochtone à travers la démarche entreprise pour favoriser l'autochtonisation des enseignements dans le cadre d'un projet de partenariat réalisé dans la communauté atikamekw de Manawan. En partant des conceptions atikamekw liées à la transmission, à l'apprentissage, à

l'enseignement et à l'éducation, nous réfléchissons aux défis visant l'inclusion des savoirs atikamekw à l'école, ainsi qu'à l'importance des activités réalisées sur le territoire. Nous interrogerons notamment le rôle de la tradition orale, des nouvelles technologies, des experts locaux et des jeunes dans ces processus.

Danielle Lussier-Meek, Professeure et directrice académique du programme PILA au Collège militaire royal du Canada à Kingston

*« L'apprentissage dans la guérison de l'histoire canadienne de l'éducation assimilatrice forcée »*

La professeure Lussier utilise le perlage comme partie intégrante d'une pédagogie d'enseignement et de recherche holistique qui vise à recentrer les modes de connaissance et d'apprentissage autochtones dans le milieu universitaire. Au cours de cette session, elle explorera les fondements théoriques de ses approches, qui sont basées sur la jurisprudence thérapeutique et l'idée de considérer le rôle de l'apprentissage dans la guérison de l'histoire canadienne de l'éducation assimilatrice forcée, avant de se lancer dans des discussions sur le perlage en tant qu'outil permettant à la fois de documenter le processus de recherche et de mobiliser les résultats de la recherche.

Véronique Paul, Professeure, Sciences de l'éducation, UQAT

*« L'histoire d'un projet communautaire inuit qui se poursuit afin d'autochtoniser les écoles de Puvirnituk et d'Ivujivik »*

Présentation d'une thèse de doctorat réalisé entre 2015 et 2020, qui s'inscrit dans la perspective de mettre au jour le travail effectué par les Inuit d'Ivujivik et de Puvirnituk entre 1950 et 1990, afin de mener un projet de prise en charge local de la scolarisation dans leurs communautés. Au Nunavik, en quelques décennies, les Inuits sont passés d'un mode de vie où l'école était absente à une fréquentation scolaire obligatoire de la maternelle au secondaire. Les écoles nordiques sont, encore aujourd'hui, des institutions en développement dont l'ancrage dans la communauté est un défi de tous les jours. Cette recherche permet de mieux comprendre d'où elle vient et quel a été le chemin parcouru par ceux qui l'ont fréquentée, subie et construite. Dans les années 1980, les leaders communautaires d'Ivujivik et de Puvirnituk ont développé un projet d'école auquel participaient tous les membres de la communauté. Trente-cinq ans plus tard, alors que les participants au projet évoquaient cette période avec nostalgie, de jeunes enseignantes s'interrogeaient sur leur passé. Leurs questionnements nous ont invitées à découvrir ce pan non documenté de leur histoire. La recherche visait à apporter une contribution à l'étude de l'histoire de l'éducation en milieu autochtone par l'analyse des stratégies de résistances mises en œuvre face à l'implantation d'une institution scolaire venue de l'extérieur, ainsi que par la redécouverte des moyens qui avaient été utilisés pour « inuitiser » les écoles.

L'objet de la communication est de présenter le contexte de la recherche, la méthodologie utilisée, les principales conclusions historiographiques obtenues et les moyens mis en place actuellement afin de retourner les résultats de ce travail dans les écoles nordiques en inuktitut en utilisant des outils culturellement adaptés. Nous terminerons en présentant un projet en cours qui s'inscrit dans la continuité de ce partenariat, soit l'élaboration d'un curriculum adapté pour l'enseignement de l'inuktitut que nous considérons comme un cas de figure d'initiative d'autochtonisation.

Ana Zema, Candidate au doctorat, Histoire Sociale, Université de Brasilia

Martin Laplante, Candidat à la maîtrise, Département d'histoire, UQAM

*« L'autochtonisation de l'enseignement de l'histoire au Brésil et au Canada »*

Depuis des années, les peuples autochtones dénoncent, partout dans le monde, l'impact négatif de la monoculture historique et le traitement stéréotypé qui leur est réservé dans les programmes d'enseignement. Ils revendiquent une réécriture de l'histoire et une autochtonisation des institutions, en général, et des universités et des écoles, en particulier. La réforme récente au Québec des programmes d'histoire a tenu compte des recommandations de la Commission de vérité et réconciliation et des critiques autochtones sur la façon dont l'histoire du pays et de la province devrait être écrite et enseignée. Au Brésil, la promulgation de la Loi 11.645 de 2008 a rendu obligatoire l'enseignement de l'histoire et de la culture afro-brésilienne et des peuples autochtones. Malgré les efforts des gouvernements des deux pays, l'histoire des peuples autochtones reste méconnue et peu enseignée. L'objectif de cette présentation est de discuter les défis de l'autochtonisation de l'enseignement de l'histoire au Brésil et au Canada à partir de l'examen des recommandations et critiques des experts autochtones. Dans un premier moment, nous soulignons le rapport qui existe entre la négation du droit à l'histoire, l'invisibilité et l'exclusion sociale des autochtones pour montrer l'impact que peut avoir la production et l'enseignement de l'histoire dans la vie des gens. Ensuite, nous reprenons les critiques formulées par les experts autochtones pour penser les chemins possibles pour l'autochtonisation de l'enseignement de l'histoire. Pour conclure, nous verrons que les critiques autochtones permettent non seulement de discerner les effets dévastateurs d'une certaine façon de faire et d'enseigner l'histoire, mais elles nous amènent aussi à revoir les théories et les méthodes propres à la discipline historique.

Katerin Arias-Ortega, Professeure, Université Catholique de Temuco (Chili)

Carlo Prével, Professeur, Géographie, UQAT

*« Savoirs et connaissances mapuche essentiels pour une éducation scolaire interculturelle effective : Perspectives d'éducateurs traditionnels »*

Le Chili met en application depuis plus d'une vingtaine d'années un programme d'éducation interculturelle bilingue (PEIB) dans le cadre de son système éducatif. Ce programme vise, entre autres, à intégrer l'enseignement et l'apprentissage des langues et cultures autochtones dans les écoles primaires situées dans les communautés dans lesquelles au moins 20% des élèves déclarent appartenir à l'une des quatre principales communautés autochtones du pays, respectivement : Mapudungun, Aymara, Quechua y Rapa Nui. Le PEIB propose également l'entrée obligatoire dans les salles de classe des éducateurs traditionnels, à côté des enseignants réguliers, comme passeurs de la langue et de la culture autochtones. Dans cette communication, nous discutons des résultats préliminaires de recherche sur les questions de sens d'un ensemble de connaissances et savoirs traditionnels identifiés par des éducateurs traditionnels mapuche (Kimche) comme étant essentiels à l'attente des objectifs du PEIB dans leurs communautés de pratique.

La recherche de nature qualitative s'appuie sur la collecte de données auprès d'un échantillon de six éducateurs répartis dans trois communautés territoriales distinctes (montagne, vallée et côte du Pacifique) de la région de l'Araucania (Chili). Les données issues d'entretiens semi-directifs ont été traitées

selon l'approche de l'analyse thématique. Les principaux résultats font état de catégories de savoirs traditionnels mapuche structurées selon: les connaissances territoriales locales, l'équilibre avec la Nature, les pratiques socioculturelles et la spiritualité.

Dans la discussion ici, nous nous arrêtons de manière particulière sur les représentations mises de l'avant par les éducateurs traditionnels, selon leur mémoire sociale, pour attester du caractère essentiel de telles catégories savoirs et de leurs déclinaisons dans une nouvelle conception de l'enseignement de la langue. Notre discussion exprimera les difficultés appréhendées pour le transfert, dans le cadre du programme PEIB, d'une vision de la cosmogonie indigène et de sa dimension expérientielle, au-delà des mots et des expressions du vocabulaire utilisés dans l'enseignement de la langue et l'apprentissage de la culture. La conception de l'enseignement de la langue profilée par les éducateurs traditionnels rencontrés met en perspective la pertinence et la complémentarité d'une nouvelle vision fondée sur l'éducation expérientielle et communautaire mapuche. Cette éducation expérientielle serait garante pour le renforcement de la formation interculturelle des enfants et des jeunes, grâce à la compréhension de la culture, au-delà de la maîtrise de la langue autochtone. Cette approche, mise de l'avant par les éducateurs traditionnels, témoigne d'une réelle ouverture interculturelle pour articuler les savoirs autochtones avec des contenus du programme scolaire régulier. Cette approche interculturelle peut également aider à renforcer l'identité culturelle et territoriale des enfants à travers leurs pratiques socioéducatives en cohérence avec les piliers de l'éducation définis par l'UNESCO pour apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être, apprendre à vivre ensemble et apprendre à transformer.

### TABLE RONDE 3 : CONSULTATIONS ET AUTOCHTONISATION : PERSPECTIVES COMPARÉES

Ingrid Hall, Professeure, Département d'anthropologie, Université de Montréal

Fabien Girard, Maître de conférences associé, Faculté de droit, Université Grenoble Alpes (UGA) et

Christine Frison, Chercheuse post-doctorale FNRS, Université Catholique de Louvain

*« Les protocoles bioculturels et leur potentiel décolonial »*

Les protocoles bioculturels sont désormais reconnus par la Convention sur la diversité biologique, où ils permettent en principe aux peuples autochtones et aux communautés locales de pouvoir négocier les conditions d'accès et de partage des avantages économiques liés à l'utilisation des ressources génétiques dont ils disposent. Le recours accru à cet outil ces dernières années crée cependant des attentes plus importantes, notamment parce qu'il permet d'ouvrir des espaces de négociation nouveaux autour de différentes questions qui dépassent le cadre d'application strict de la CDB.

Nous allons présenter les résultats émergeant du projet de recherche Bioculturalis qui sont à paraître dans un ouvrage collectif en juin 2022 (Biocultural rights, Indigenous Peoples and Local Communities, Routledge). Nous mettrons l'accent sur deux points essentiels : d'une part, ces outils permettent d'inscrire



les revendications des peuples autochtones et des communautés locales dans un cadre juridique plus élargi inspiré des droits humains et des droits des peuples autochtones en incluant notamment la question territoriale. D'autre part, ces protocoles contribuent à promouvoir des cosmovisions alternatives au naturalisme.

Thierry Rodon, Professeur, Université Laval

*« Autonomie gouvernementale au Canada entre autochtonisation et intégration »*

La politique de l'autonomie gouvernementale au Canada reconnaît que l'autonomie fait partie des droits autochtones de l'art. 35.1 de la Constitution et stipule les pouvoirs qu'il pourra déléguer aux gouvernements autochtones. On compte actuellement plus de 25 gouvernements autochtones et plus de 50 sont en négociation.

Il y a quelques études sur ces expériences mais surtout un débat entre ceux qui considèrent que cette politique ne reconnaît pas la souveraineté autochtone et sont essentiellement des outils d'assimilation/intégration alors que d'autres chercheurs mettent en évidence l'espace de liberté et d'innovation créé par ces nouvelles formes de gouvernance. Dans cette communication, nous analyserons comment la fédération canadienne répond aux demandes d'autonomie gouvernementale et quelles en sont les limites.

Martin Papillon, Professeur, Département de science politique, Université de Montréal

*« Les protocoles autochtones de consultation en matière de gestion des ressources et du territoire »*

L'objectif de cette présentation est de tracer un portrait et d'évaluer le potentiel des protocoles autochtones de consultation comme outil d'autodétermination en contexte de développement du territoire et des ressources naturelles. Que ce soit au Canada ou ailleurs dans le monde, les peuples autochtones adoptent de plus en plus de tels protocoles afin d'établir par et pour eux-mêmes les règles et les principes devant guider les processus de consultation et d'autorisation des projets extractifs sur leurs terres ancestrales. Notre analyse vise à évaluer si, et le cas échéant dans quelles circonstances, ces protocoles peuvent contribuer à l'autochtonisation des processus d'évaluation des impacts des projets extractifs et à un plus grand contrôle de ces processus par les communautés, notamment en favorisant la mise en œuvre du principe de consentement préalable libre et éclairé.

## PANEL 10 : POUR UN ENSEIGNEMENT DÉCOLONIAL : PERSPECTIVES ET EXPÉRIENCES COMPARÉES

Widia Larivière, Cofondatrice & directrice générale de Mikana

*« La boîte à outil décoloniale : alléger le fardeau de l'éducation des personnes et organismes autochtones »*

Depuis deux ans, Mikana travaille avec le Bureau de l'engagement communautaire de l'Université Concordia et le RÉSEAU de la communauté autochtone de Montréal pour développer une Boîte à outils

décoloniale. Ce parcours d'autoformation bilingue propose une gradation des connaissances sur les réalités et perspectives des peuples autochtones. Cette collaboration tripartite est née un désir d'adresser les effets du colonialisme sur le bien-être des jeunes Autochtones engagés et d'offrir des solutions pensées par et pour les Autochtones. Les collaboratrices étaient notamment convaincues de la nécessité d'alléger le fardeau de l'éducation et du travail émotionnel qui accompagne si souvent la sensibilisation aux réalités des peuples autochtones.

Au cœur du parcours d'autoformation se trouve le concept de décolonisation. Chaque ressource sélectionnée agit comme un battement de cœur donnant un souffle à un document vivant dédié à décentrer le faux récit profondément enraciné que les allochtones ont appris à croire. Deux réalités essentielles (et peut-être frustrantes) doivent être claires pour le lecteur dès le départ - la première est qu'il n'existe pas de définition unique et universellement acceptée de la décolonisation ou de la manière de s'y prendre, et la seconde est que malgré cela, il est la responsabilité des colons de décoloniser leurs esprits, leurs relations, leurs connaissances et leurs modes de vie.

Marie-Dominik Langlois, Candidate au doctorat, Sociologie, Université d'Ottawa et anthropologie sociale et ethnologie, École des hautes études en sciences sociales

Rolando Magaña Canul, Stagiaire postdoctoral, École d'études autochtones, UQAT

*« Le co-enseignement comme stratégie de décolonisation de l'université »*

L'ouvrage phare de Linda Smith (1999) met en évidence les impacts négatifs de la colonisation et de la recherche sur les savoirs autochtones, qui ont souffert de l'impérialisme cognitif (Battiste, 1998). Comment « autochtoniser » un concept occidental aussi rigide qu'est la recherche, pose Kovach (2015)? Les études critiques et méthodologies autochtones (Ray 2012) appellent à valoriser les savoirs autochtones (Kovach, 2010), en commençant par créer des espaces dans les institutions d'enseignement aux universitaires autochtones et aux personnes détentrices de savoirs autochtones (par ex. les aînés.es). La communication réfléchira sur les possibilités et contraintes qui se sont présentées lors d'une expérience d'enseignement partagé entre un co-chargé de cours autochtone et une co-chargée allochtone, suite à une initiative personnelle. Adoptant une approche réflexive critique, la communication proposera des méthodologies issues des études autochtones comme les valeurs de réciprocité et relationnalité (Wilson, 2008) et la pédagogie ancrée sur le territoire (land-based) (Wildcat et al., 2014, Corntassel, 2019) pour renforcer les effets de décolonisation (Gaudry et al.) du co-enseignement.

Laïsa Pivert, Candidate au doctorat, Département de sociologie, Université Laval

*« Le parcours d'intégration d'une langue amérindienne dans le curriculum scolaire. Le cas des classes bilingues kali'na-français à l'école primaire d'Awala-Yalimapo en Guyane française »*

1. La contextualisation du sujet de la recherche et ses principaux éléments de problématique :

Aujourd'hui, les peuples autochtones se mobilisent afin que perdurent leurs cultures et savoirs pour que ceux-ci soient transmis aux jeunes générations en passant par l'éducation formelle. Ces derniers souhaitent aussi que les jeunes puissent pleinement s'intégrer d'un point de vue économique dans la société, ce que favorisent la réussite scolaire et l'obtention de diplômes. Comme nous le verrons, ces deux

objectifs ne sont pas toujours complémentaires dans l'esprit de tous et leur combinaison peut parfois créer des conflits d'intérêts.

## 2. Le cadre théorique et/ou méthodologique déployé :

L'éducation est l'un des domaines clés de nos sociétés. Elle est source de préoccupation, non seulement des familles, mais aussi dans la sphère sociale, économique et politique. La sociologie lui a donnée une part importante d'études en mettant en place la sociologie de l'éducation. Pour certains auteurs, la fonction première de l'éducation est de conserver et de transmettre les valeurs culturelles à la nouvelle génération dans le but de continuité de la société. Cela passe par une sélection et un renouvellement d'enseignements précis. D'un point de vue sociologique, les savoirs seraient sélectionnés et organisés par les groupes dominants. La scolarisation constitue ainsi un enjeu social, politique et symbolique, plusieurs groupes sociaux rentrant parfois en confrontation concernant ce qui doit être enseigné ou non. Des initiatives sont toutefois mises en place afin d'intégrer les savoirs autochtones au sein même de l'école comme des cours de langue autochtone ou encore la mise en place de classes bilingues. Nous tenterons de comprendre les conditions d'émergence et les enjeux qu'on retrouve derrière de telles initiatives par le biais d'une étude de cas.

Cette étude de cas suit les Kali'na de la Guyane française et plus précisément du village d'Awala-Yalimapo qui à la suite de longues revendications ont réussi à intégrer leur langue kali'na au sein de l'école du village. Nous nous pencherons sur la valeur symbolique derrière la mise en place de ce projet, les conditions qui ont permis à ces cours de voir le jour et les conflits d'intérêts que ce projet a pu faire naître.

## 3. Les principaux arguments développés :

Nous verrons que le curriculum est utilisé comme un outil d'autodétermination des peuples autochtones à travers une intégration de la langue. Toutefois, cet outil en plus de pouvoir créer des conflits d'intérêts au sein d'une population autochtone ne suffit pas à préserver la langue et culture. D'autres actions sont indispensables comme la transmission au sein des familles.

Johanna Nouchi, Candidate au doctorat, Département de Psychologie, UQAM

*« L'expérience des enseignant·e·s d'histoire au secondaire concernant la transmission de l'histoire des peuples autochtones au Québec »*

Depuis 2010, le Canada appuie officiellement l'autodétermination des peuples autochtones à travers la signature de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le gouvernement du Québec salue ce geste, affirmant que la Déclaration contribuera à promouvoir et à protéger les droits des peuples autochtones. Ainsi, les institutions gouvernementales marquent le souhait d'engager un processus de réconciliation. Les différentes commissions et l'actualité médiatique encouragent aussi un *momentum* de conscientisation. Aujourd'hui, la question des leviers de changement pour favoriser des relations plus harmonieuses devient centrale dans le paysage social. Un des leviers identifiés est la reconnaissance de l'histoire des peuples autochtones. Se pose le défi de l'intégrer dans une histoire collective et de la transmettre. De ce fait, l'école prend une place cruciale pour atteindre cet objectif. L'enseignement de l'histoire devient un des vecteurs de ce changement et l'enseignant en est son agent. Pourtant, peu d'attention est portée à leur point de vue et expérience. Cette étude concerne l'expérience

des enseignants d'histoire à propos de la transmission de l'histoire des peuples autochtones au sein de l'histoire du Canada, au Québec. Les objectifs sont de (1) mieux comprendre leurs réalités des enseignants pour documenter ce qui se passe sur le terrain et (2) dégager des pistes d'action pour favoriser la transmission adéquate de l'histoire des peuples autochtones.

Cette présentation propose une discussion sur les résultats préliminaires et la manière dont l'autochtonisation des savoirs s'incarne ou non dans les réalités des enseignants d'histoire au secondaire. Nous ferons un bref état des lieux concernant le matériel pédagogique. Dans un second temps, nous nous pencherons sur les résultats préliminaires des entrevues. Ils suggèrent une transmission partielle, fragmentée et stéréotypée de l'histoire des peuples autochtones. De plus, les complexités du milieu de l'éducation et l'absence physique d'élèves et enseignants autochtones rendent difficile pour les enseignants allochtones de considérer cette transmission comme prioritaire. La variabilité individuelle et l'engagement de l'enseignant sont également des facteurs à prendre en compte sur la manière dont ils transmettent l'histoire. Pour finir, les enseignants ont nommé des facteurs facilitants et des pistes de solutions. Nous ouvrirons la discussion avec l'auditoire sur ces propositions et comment soutenir leurs réalisations pour tendre vers un monde plus juste.

## PANEL DE CLÔTURE : AUTOCHTONISATION ET DÉCOLONISATION : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES LUTTES FÉMINISTES ET BSLGBTQIAA+ AUTOCHTONES AU CANADA ET DANS LE MONDE

Vicki Chartrand, Professeure, Département de Sociologie, Université Bishop

Gladys Radek, Memory keeper of Murdered and Missing Indigenous Women and Girls (MMIWG)

*« Power and Place: Mapping Indigenous Grassroots Organizing and Mobilizing for the MMIWG2S+ People »*

Having concluded that the long-term and ongoing murders and disappearances of Indigenous women, girls, and 2SLGBTQIA (MMIWG2S+) people is genocide, the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls (2019) made 231 Calls for Justice in relation to culture, health, security, and criminal justice to broadly address the ongoing colonial dispossession and systemic, racialized, and gendered violence against MMIWG2S+ people. In response to these Calls for Justice, this article traces Indigenous grassroots initiatives to show the many ways that justice can be broadly conceived and mobilized to address the murders and disappearances and beyond. Drawing on the Unearthing Justices Resource Collection of 500+ Indigenous grassroots initiatives for the MMIWG2S+ people, this work theorizes a spatial approach to justice using mapping methodologies.

Not only have Indigenous families and communities been calling for justice, but they have also been cultivating justice across the land by building constellations of resource and support. I trace the land-based activities specific to community patrols, land-based commemorations, search support, and walks and

journeys to show the vast resources, skills, and strengths that already exist in Indigenous communities and how justice can be conceptualized within its local and spatial arrangements, and beyond the imaginaries of a criminal justice system.

Dolores Figueroa, Chercheure, Centre de recherches et d'études en anthropologie sociale, York University

*« Documenting and Restoring the Social Damage : The divergent routes of the State and community-based organizations »*

From an intersectional and decolonial feminist perspective, this presentation offers an analysis of the collective processes of knowledge production from indigenous women's experiences on gender injustices and extreme violence. The fight against organized-crime in Mexico has unleashed a war that threatens the community fabrics that sustain the indigenous peoples' life. Since the strategies and governmental policies to tackle the criminality are universalist and punitive, the community based organisations have opted to produce information -qualitative and quantitative- about the violence that affects their communities. Paying attention to the community efforts of seeking justice is vital to properly comprehend the particularity of the contexts, long-term historical dispossessions and the healing power of cultural based restoring mechanisms and processes.

Le Comité pour les droits humains en Amérique latine

*« Résistance des femmes défenseures des territoires dans le contexte de pandémie »*

Comme toujours, le capitalisme parvient à contourner les crises et à en profiter, bien qu'il soit en grande partie responsable des principaux problèmes qui affectent les sociétés, il parvient à inverser la tendance en sa faveur et continue à faire des bénéfices. L'industrie minière et extractive en est un exemple très frappant, ayant réussi à se positionner comme activité essentielle.

L'exploitation industrielle illimitée de la nature se poursuit sans égard aux cris d'alarme des mouvements sociaux sur la crise sociale et écologique en cours bien avant la pandémie de la COVID-19. Cette dernière a révélé les profondes inégalités sociales et territoriales auxquelles font face, entre autres, les communautés autochtones, paysannes, afrodescendantes en Amérique latine. D'une part, malgré les recommandations sanitaires mises en place pour faire face à la COVID-19 et l'opposition des communautés et organisations, les projets extractifs se propagent à un rythme effréné, sans mesures de confinement, et menacent la vie et l'environnement, exacerbant la crise sanitaire actuelle. Cette période a aussi laissé entrevoir une diminution de la surveillance et la récurrence d'une non-application des législations environnementales. D'autre part, le choc entraîné par la pandémie à l'échelle mondiale laisse présager une sortie de crise qui accentuera la financiarisation de l'économie et le pouvoir des transnationales au détriment des droits sociaux et environnementaux des communautés.

Les femmes défenseures des territoires sont souvent à l'origine des mouvements de résistance face à l'extractivisme. Invisibilisées, marginalisées des espaces de prise de décision, elles luttent contre la violence exercée par l'industrie extractive dans les territoires. Malgré la situation de pandémie, elles continuent d'être les protagonistes de la résistance. Comment s'organisent-elles, se mobilisent-elles dans le contexte de confinement et de restriction de liberté de circulation et de rassemblement? Les

alternatives au mode de vie et de production prédateur qu'elles portent seront-elles les portes de sortie de la crise sanitaire, écologique et sociale?

Nous proposons d'écouter leurs voix à partir d'un balado de la série « Luttés pour le territoire : Voix de femmes en résistance », construite grâce aux témoignages de femmes autochtones, paysannes, défenseuses de la vie et du territoire provenant de diverses régions du monde qui luttent contre l'extractivisme. Une discussion sur les enjeux soulevés dans le balado sera animée.

Nancy R. Tapias Torrado, Stagiaire postdoctorale, Faculté de science politique et de droit, UQAM

*« Indigenous women leading the defense of rights from abuses committed in connection to mega-projects in the Americas. A decolonial approach »*

In recent years, the visibility of Indigenous women leaders defending the rights of their communities from the abuses committed in connection to mega-projects has gained some space. However, most of what we know about their struggle is their victimisation. Can such a limited approach be overcome with a decolonial perspective? How? Why would it be relevant? The paper will discuss how a decolonial methodological orientation was crucial to arrive at what has been recognized as a decolonial analytical proposal, the 'braided action' theoretical framework.

Gabrielle Vachon-Laurent Vice-présidente de Femmes Autochtones du Québec

*« Perspectives et enjeux du point de vue des jeunes des Premières Nations »*

Cette présentation mettra en lumière les impacts du colonialisme sur les Premières Nations. Elle soulignera l'importance de la jeunesse autochtone en matière de développement économique et d'implication politique. Elle se basera sur la voix des jeunes autochtones pour mettre en lumière leur rôle et leurs positions dans plusieurs volets de la société.



# BIOGRAPHIES

## ALEX ALEXIS

Alex Alexis est doctorant-chercheur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'Université de Montréal (cotutelle). Alex ALEXIS s'intéresse aux renouvellements des enjeux de développement durable et de justice sociale dans le contexte de nos « sociétés numériques ». Il effectue sa thèse sur la souveraineté des données autochtones (Indigenous Data Sovereignty) sous la direction de Christine Noiville (CNRS), Florence Bellivier (Paris 1) et Konstantia Koutouki (Université de Montréal). Il est membre de l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS), du Centre de la science de la biodiversité du Québec (CSBQ/QCBS) et du Centre for International Sustainable Development Law (CISDL). Il est également membre du comité éditorial de la Revue juridique des étudiants de la Sorbonne. Ses domaines de prédilection sont le droit international et comparé de l'environnement, le droit des peuples autochtones, le droit de la propriété intellectuelle et l'anthropologie du droit. Page internet : <https://www.pantheonsorbonne.fr/page-perso/alealexis>

## MICHÈLE AUDETTE

Michèle Audette est née d'un père québécois et d'une mère innue originaire de la communauté d'Uashat mak Mani-Utenam au Québec. Elle joue un rôle clé dans la transformation des rapports entre les peuples autochtones et la société québécoise et canadienne depuis les années 1990. Mme Audette a notamment été nommée parmi les cinq commissaires chargés de mener l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Depuis 2019, elle occupe le poste d'adjointe au vice-recteur aux études et aux affaires étudiantes et de conseillère principale à la réconciliation et à l'éducation autochtone de l'Université Laval. Elle a été nommée Sénatrice en 2021.

## ALEXANDRE BACON

Alexandre Bacon, originaire de la communauté innue de Mashteuiatsh, il travaille comme conseiller stratégique auprès de plusieurs organisations, plus particulièrement dans le domaine de la gouvernance. Il agit souvent à titre de facilitateur dans les rencontres réunissant Premières Nations et organisations canadiennes et offre régulièrement des formations portant sur l'histoire et les réalités sociopolitiques actuelles. Ses formations visent à outiller concrètement les individus qui souhaitent aller plus loin dans leur compréhension des enjeux et dans la justesse de leurs interventions. Il offre des formations en ligne sur ashukan.co.

## TRYCIA BAZINET

Trycia Bazinet est candidate au doctorat à l'école d'Études Autochtones et Canadiennes de l'Université Carleton (Ottawa) et récipiendaire de la bourse Vanier 2018. Elle vient et vit sur le territoire non-cédé Anicinape Abitwiwinni Aki, connu sous la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue. Sa recherche se penche sur ce que les relations hydrosociales avec le Lac Abitibi peuvent apporter dans notre

compréhension du colonialisme d'implantation ou d'occupation. Au niveau communautaire, elle a été impliquée dans les activités du groupe Indigenous Solidarity Ottawa à Ottawa et présentement sur le projet de Anishnabe-led Moose Research Project. Trycia travaille également en tant qu'Agente de recherche pour les dossiers Autochtones de la formation continue de l'UQAT (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue). Dans le cadre de ses fonctions à l'UQAT, elle mène différentes recherches pour soutenir les formations offertes aux publics Québécois, aux entreprises et à diverses parties du gouvernement sur les enjeux autochtones.

#### **PIERRE BEAUCAGE**

Pierre Beaucage, Ph.D. en anthropologie sociale (London School of Economics, 1970), est professeur émérite à l'Université de Montréal. Depuis 1963, il a réalisé une vingtaine de séjours sur le terrain en Amérique centrale et au Mexique, dont une recherche à long terme chez les Nahuas de la Sierra Nororiental de Puebla (1969-2020). En 2003, il a été titulaire de la Chaire de l'UNESCO sur le développement durable à l'Universitat de Valencia. Outre de nombreux articles et chapitres de livres, il a notamment publié : Imaginaires mexicains. Voyages dans le temps et l'espace (Musée de la civilisation/Fides, Québec/Montréal, 1998) et Corps, cosmos et environnement chez les Nahuas de la Sierra Norte de Puebla : une aventure en anthropologie – en coll. avec le Taller de Tradición Oral (Lux Éditeur, Montréal, 2009). Il a dirigé des numéros thématiques de Recherches amérindiennes au Québec, d'Anthropologie et Sociétés et d'Anales de Antropología.

#### **PATRICIA-ANNE BLANCHET**

Patricia-Anne Blanchet est doctorante et chargée de cours à la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke où elle occupe également le poste de conseillère en pédagogie autochtone. Elle y coordonne le comité M8wwa L.J mamu qui œuvre, avec des nombreux partenaires autochtones, à la sensibilisation de la communauté universitaire ainsi qu'à l'inclusion des perspectives autochtones dans la formation à l'enseignement. Artiste-pédagogue spécialisée en didactique de l'art dramatique et de l'oral, elle est membre du comité directeur du Groupe de recherche sur l'enseignement du théâtre (GRET-UQAM) et du Centre de recherche Centre de recherche collaborative autochtone - Atalwijokadimek de l'Université de Sherbrooke. Ses intérêts de recherche portent sur l'éducation artistique et l'oralité en contexte autochtone. Patricia-Anne agit également comme consultante et rédactrice pour plusieurs organisations autochtones (Centre des Premières Nations Nikanite, Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec, Boîte Rouge Vif, etc.).

#### **EDGAR BLANCHET**

Anthropologue de formation, Edgar Blanchet est chargé de projet en anthropologie sociale et culturelle au Bureau du Ndakina du Grand Conseil de la Nation Waban-Aki et enseignant d'anthropologie au collégial. Il travaille, entre autres, sur des questions relatives aux territorialités, à la santé et aux savoirs autochtones. Sans s'y limiter, Edgar effectue la collecte de données auprès des membres de la Nation selon les protocoles développés par le Bureau et procède au traitement et à l'analyse des données de recherche. Il



est l'auteur de nombreux rapports d'enquête sur l'utilisation et l'occupation contemporaine du territoire par les W8banakiak ainsi que diverses publications portant sur les territorialités autochtones et la santé.

#### **HÉLÈNE BOIVIN**

Hélène Boivin est membre de la Nation des Pekuakamiulnuatsh. Elle a fait ses études en Sciences Sociales à l'U.Q.A.C. Au cours des 35 dernières années, elle a œuvré dans plusieurs domaines en milieu autochtone : santé mentale, culture, muséologie, arts, emploi et formation, développement économique et politique. Elle est actuellement coordonnatrice aux relations gouvernementales et stratégiques au bureau de soutien politique de sa communauté. Elle est depuis le 25 mai 2019 présidente de la Commission Tipelimitishun (se gouverner soi-même), commission chargée de consulter les Pekuakamiulnuatsh sur le contenu d'un projet de constitution, de rédiger un projet et de le soumettre en référendum. Très impliquée dans son milieu, elle a fait partie de plusieurs associations, dont celle du Parc Sacré pour lequel elle a initié la réalisation et la publication du recueil : Savoirs des Pekuakamiulnuatsh sur les plantes médicinales. Elle a également collaboré à l'écriture d'article scientifique.

#### **MATHIEU BOIVIN**

Mathieu Boivin est doctorant en sciences humaines appliquées à l'Université de Montréal. En collaboration avec les aînés et les jeunes autochtones, il étudie l'histoire des migrations entre modes d'habitation par les communautés autochtones et son impact sur leur bien-être. Boivin est membre du Centre interuniversitaire de recherche et d'études autochtones (CIÉRA) et coordonnateur des programmes d'études autochtones à l'Université de Montréal. Sa recherche doctorale est en partie financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

#### **MARIE-ÈVE L. BORDELEAU**

Marie-Ève L. Bordeleau est avocate et d'origine crie, membre de la Nation Crie de Waswanipi. Elle détient un baccalauréat en droit de l'Université Laval et a été admise au Barreau du Québec en 2007. De 2006 à 2011, elle a pratiqué comme avocate chez Morin et Murdoch Avocats, principalement dans le cadre de dossiers en droit autochtone, ainsi qu'à titre de conseillère juridique et de secrétaire corporative pour différentes organisations autochtones. De 2011 à 2013, Me Marie-Ève L. Bordeleau a été responsable du dossier justice et sécurité publique chez Femmes Autochtones du Québec. En 2012, Me Bordeleau a participé au programme de formation du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, pour les peuples autochtones. Dans le cadre de ce programme, elle a également participé à des sessions de formation avec d'autres agences des Nations Unies, le BIT, l'OMPI et l'UNESCO, entre autres. Me Bordeleau s'intéresse particulièrement à la justice alternative. En 2013, elle a suivi une formation en justice réparatrice ainsi qu'une formation en Médiation civile, commerciale et du travail offerte par le Barreau du Québec. Me Bordeleau est également co-fondatrice de la Clinique de médiation mobile pour communautés autochtones. Jusqu'en 2018, elle pratiquait le droit à partir de son bureau situé à Kahnawake, Québec. Depuis janvier 2018, elle est la Commissaire aux relations avec les Peuples autochtones pour la Ville de Montréal.

#### **PHILIPPE BOUCHER**

Philippe Boucher est étudiant à la maîtrise en criminologie à l'Université de Montréal. Ayant grandi à Tiohtià:ke/Montréal, il est impliqué depuis plusieurs années auprès de différentes initiatives et organisations autochtones. Il a notamment été co-coordonnateur de la semaine autochtone First Voices Week à l'Université Concordia. Au cours de ses études de premier cycle, il cumule une majeure en études autochtones et une mineure en sociologie à l'Université Concordia ainsi qu'un programme en études arctiques à l'Université de la Laponie en Finlande. Ses recherches portent aujourd'hui sur les expériences des hommes autochtones ayant vécu l'arrêt de la violence familiale.

#### **LAURENCE BOUDREAU**

Diplômée en anthropologie de l'Université de Montréal, Laurence Boudreault est candidate au Doctorat en sciences forestières à l'Université Laval. Son projet, intitulé Frêne noir et vannerie traditionnelle : enjeux et perspectives W8banaki, présente une perspective interdisciplinaire en mettant en commun les savoirs autochtones, les sciences du bois et de la forêt et l'anthropologie. Réalisé en partenariat avec le Bureau du Ndakina du Grand Conseil de la Nation W8banaki, ce projet doctoral a notamment obtenu le sceau de la Chaire UNESCO - La transmission culturelle chez les Premiers Peuples comme dynamique de mieux-être et d'empowerment.

#### **SABRINA BOURGEOIS**

Sabrina Bourgeois est étudiante au doctorat en science politique à l'Université Laval, Québec. Elle détient une maîtrise en science politique de l'Université Laval. Depuis 2015, elle contribue à des projets de recherches ainsi qu'à des activités scientifiques auprès de la Chaire de recherche sur le développement durable du Nord (Université Laval, Québec). Ses recherches portent notamment sur les politiques autochtones, l'autodétermination et la gestion des ressources naturelles. Sa thèse « *Négocier les règles du jeu. Les peuples autochtones et le développement minier* » s'inscrit dans le réseau international de recherche Knowledge Network on Mining Encounters and Indigenous Sustainable Livelihoods : Cross-Perspectives from the Circumpolar North and Melanesia/Australia (réseau MinErAL). En comparant le Québec et la Nouvelle-Calédonie, ce projet de recherche va explorer comment différents contextes légaux et politiques façonnent les relations entre les peuples autochtones, l'État, les entreprises minières.

#### **MARIE-EVE BRADETTE**

Marie-Eve Bradette est actuellement chercheuse postdoctorale Banting à l'University of Regina où elle travaille à interroger la dimension genrée de la littérature des pensionnats au féminin. Détentrice d'un doctorat en littérature comparée de l'Université de Montréal pour lequel elle a obtenu la Médaille d'or de la gouverneure générale du Canada, ses recherches abordent également les représentations, négociations et épistémologies langagières dans les écritures autochtones féminines contemporaines. Ses travaux ont été publiés, entre autres, dans les revues @nalyses, Captures, Voix plurielles, et Panorama Cinéma. Elle a aussi dirigé, en 2019, All my relations : Littératures et épistémologies autochtones comparées, un numéro

paru Post-Scriptum. En outre, elle est chargée de cours à l'Université de Montréal et siège à titre de trésorière sur le conseil exécutif de l'ILSA (Indigenous Literary Studies Association).

#### VICKI CHARTRAND

Vicki Chartrand is a Mama and Associate Professor in the Sociology Department at Bishop's University, Québec, the traditional and unceded territory of the Abenaki people. She is also Adjunct Professor at the University of Ottawa, Criminology Department and founder and Director of the Justice Exchange Research Clinic (<https://justiceexchange.ca/>). Her general research includes penal and carceral politics, modern day colonialism, grassroots justices, and collaborative methodologies. She has over 20 years of collaborating with women and children, Indigenous communities, and people in prison. Pm8wzowinnoak Bishop's kchi adalagakidimek aoak kzalziwi w8banakii aln8baïkik.

#### PIERRE-SIMON CLEARY

Pierre-Simon Cleary est né dans la communauté innue de Mashteuiatsh au Lac-Saint-Jean (Pekuakamiulnuatsh). Il est diplômé en droit de l'UQAM et diplômé en sciences des religions, théologie et diversité culturelle de l'Université Laval. Il complète actuellement une maîtrise en étude du religieux contemporain au sein de l'Université de Sherbrooke avec un mémoire portant sur l'analyse des processus sociotemporels conduisant aux violences mortelles en milieu sectaire. Père d'une petite fille, il travaille à temps plein pour la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

#### SHAWERIM COOCOO

Shawerim Coooco est originaire de Wemotaci. Elle a effectué ses études collégiales à Kiuna. Après deux années en Women & Gender Studies à l'Université Trent en Ontario, elle est revenue à La Tuque pour entamer des études en profession sage-femme. Son rêve est de bâtir un centre de naissance dans sa communauté pour les femmes atikamekw. Shawerim est une jeune femme engagée pour sa communauté et pour la culture atikamekw nehirowisiw. Elle a co-scénarisé le film *Le mur invisible* (2020), et participe à de nombreux pod-casts pour faire entendre sa voix et celle de sa Nation. Shawerim a également travaillé avec Chloé Pelletier sur son projet de maîtrise à Wemotaci.

#### COMITÉ POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE

(Biographie à venir)

#### KARINE CROTEAU

Karine Croteau est travailleuse sociale, professeure à l'École de service social de l'Université d'Ottawa située sur le territoire traditionnel et non cédé de la Nation Omàmiwinini Algonquine, et chercheure dans le champ du mieux-être en enfance-famille autochtone. Alliée non autochtone, et portée par des valeurs de justice sociale, de bienveillance et de réciprocité, elle cumule une expérience clinique de plus de dix ans; notamment en communautés inuit et malécite. Cette trajectoire expérientielle contribue à son enseignement des méthodes d'intervention et des problématiques enfance-famille. Ses plus récentes publications portent sur la parentalité de mères innues en situation de protection, la résurgence socio-

identitaire de femmes autochtones, l'approche biographique en intervention, la sécurisation culturelle dans les services sociaux et la décolonisation de l'enseignement, de la recherche et de la pratique sociale en milieux académiques. Karine co-pilote le Cercle Kinistôtàdimin (on se comprend en anishinabemowin) qui a développé des partenariats avec les membres anishinabeg-algonquins, gardiens du territoire. À l'été 2022, elle présentera ses travaux à Bruxelles à l'AIFRIS.

#### GUILHERME DA SILVA

Guilherme Da Silva a complété son baccalauréat en droit au Brésil, son pays d'origine, où il a pratiqué pendant six ans dans une organisation syndicale vouée à la défense des salariés. Vivant au Québec depuis 2014, il est devenu membre du Barreau du Québec en 2018. Guilherme pratique au sein du cabinet montréalais Melançon Marceau Grenier Cohen, où il œuvre dans tous les domaines du droit du travail, dont notamment les arbitrages de grief et les litiges en matière de santé et sécurité du travail. Sous la direction des professeures Gaële Gidrol-Mistral et Doris Farget, Guilherme est présentement en rédaction de son mémoire de maîtrise en droit à l'Université du Québec à Montréal, son sujet de recherche étant les droits territoriaux des populations traditionnelles latino-américaines dans une perspective décoloniale.

#### SIMON DABIN

Simon Dabin est français, titulaire d'une licence et d'un doctorat de Science Politique à l'Université de Montréal. Il est actuellement Stagiaire postdoctoral du Centre Interuniversitaire de recherches et d'études autochtones (Ciéra) à l'Université du Québec à Montréal. Ses recherches portent sur la participation des Autochtones aux institutions démocratiques canadiennes. Actuellement, il travaille également comme coordonnateur politique par intérim pour le Réseau Jeunesse des Premières Nations Québec-Labrador.

#### LISA ELLINGTON

Lisa Ellington est travailleuse sociale et professeure adjointe à l'École de travail social et de criminologie à l'Université Laval. Ses intérêts de recherche portent sur la protection de la jeunesse, la guérison autochtone et la gouvernance autochtone des services sociaux. En recueillant la parole des jeunes, de leurs familles et des intervenants qui gravitent autour d'eux, elle souhaite valoriser les savoirs de ceux et celles qui sont au cœur de l'intervention. Ses approches, tant en matière de recherche que d'enseignement, s'appuient sur la co-construction des connaissances et la décolonisation des pratiques.

#### MARIE-CHARLOTTE FRANCO

Marie-Charlotte Franco est allochtone. Actuellement chercheure postdoctorale au CIÉRA, elle enseigne la muséologie aux 1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> cycles à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Récipiendaire de deux prix en 2021 et 2022 pour sa thèse sur la décolonisation et l'autochtonisation au Musée McCord, ses travaux ont été publiés dans les revues *Muséologies*, *Vie des Arts et Inter Art* actuel ainsi que dans les ouvrages *Musées, Mutations...* (2019) et *Urbanités autochtones* (à paraître au Presses de l'Université de Montréal en 2022). Ses recherches ont fait l'objet de plusieurs conférences dans des colloques au Canada et à l'international (ACFAS, ICOFOM, École normale supérieure, Musée du quai Branly, etc.). Elle codirige également la revue scientifique *Les Cahiers du CIÉRA*.

#### DOLORES FIGUEROA

Dolores Figueroa is a researcher at the Center for Research and Advanced Studies in Social Anthropology (CIESAS) in Mexico City. Dr. Figueroa's academic expertise focuses on conceptualizing structural, social and extreme violence against indigenous women in rural areas and critically dialoguing with the anti-racist feminist advocacy work in Mexico. She is currently undertaking a collaborative project entitled Indigenous Women's Digital Activism against Gender Violence and Femicide: The Community Gender Alert initiative that aims at rendering an analysis of digital activism of young indigenous leaders of the National Coordinator of Indigenous Women of Mexico (CONAMI) to make visible gender-based violence and femicide against indigenous women.

#### CHRISTINE FRISON

Christine Frison est chercheuse post-doctorale FNRS et chargée de cours à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences juridiques de l'UCLouvain, Belgique. Ses derniers ouvrages sont *The Commons, Plant Breeding and Agricultural Research* (2018) et *Redesigning the Global Seed Commons* (2018).

#### DOMINIQUE GAULIN

Dominique Gaulin est candidate au doctorat en travail social à l'Université de Montréal. Sa thèse porte sur les expériences des Inuits dans le domaine des phénomènes psychotiques et du rétablissement à partir d'une lunette postcoloniale et poststructurelle. Elle est également travailleuse sociale et formatrice en prévention du suicide au Nunavik et membre des équipes de recherche Pitutsimajut et Atautsikuk, qui œuvrent dans le domaine de la santé mentale et du bien-être au Nunavik. Ses intérêts de recherche portent sur les questions de santé mentale en contexte transculturel et postcolonial, en portant une attention particulière aux expériences subjectives et à la construction des savoirs dans ce domaine. Elle s'intéresse aux enjeux de pouvoir présents dans l'intervention, la recherche et les discours.

#### FABIEN GIRARD

Fabien Girard est maître de conférences associé à la faculté de droit de l'Université Grenoble Alpes (UGA), en France, et également ancien chercheur à la Maison Française d'Oxford (MFO), au Royaume-Uni. Il est le co-éditeur de *The Commons, Plant Breeding and Agricultural Research* (2018).

#### ANDRÉANNE GIRARD-LEMIEUX

Andréanne Girard-Lemieux est candidate à la maîtrise en sciences forestières à la Chaire de leadership en enseignement en foresterie autochtone de l'Université Laval. Elle travaille sur un projet intitulé « Quel rôle pour les Pessamiulnuat dans la gestion de la réserve de biodiversité Uapishka » en partenariat avec la Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka et le Conseil des Innus de Pessamit, dirigé par M. Jean-Michel Beaudoin et co-dirigé par M. Louis Bélanger. Elle est diplômée du baccalauréat intégré en environnements naturels et aménagés, profil international, ainsi que du microprogramme de premier cycle en études nordiques, tous deux réalisés à l'Université Laval.

#### SAMANTHA GIROUX

Samantha Giroux est candidate à la maîtrise en criminologie à l'École de travail social et de criminologie à l'Université Laval. Son mémoire porte sur les violences structurelles et institutionnelles vécues par les mères brésiliennes dont un fils est incarcéré au Brésil. Elle est auxiliaire de recherche pour de nombreux projets, portant notamment sur l'autochtonisation de l'enseignement universitaire et l'adaptation de l'intervention aux réalités autochtones et interculturelles.

#### SOPHIE GUIGNARD

Sophie Guignard est doctorante en histoire de l'art à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), et spécialisée en études photographiques. Ses recherches portent sur l'autoreprésentation autochtone par la photographie depuis les années 1980 en Amérique du Nord. Elle conjugue l'analyse des œuvres photographiques avec l'exploration des catalogues d'exposition et la collecte de témoignages d'artistes. Elle détient également un Master en politiques culturelles et une Maîtrise en sciences politiques de l'Université Paris 7 Denis Diderot. Elle a diffusé ses travaux de recherche dans des conférences ainsi que dans des revues spécialisées, et dans l'ouvrage collectif *Créativités autochtones actuelles en Kébeq* (à paraître). Elle a également collaboré pour des revues d'art telles que *Ciel Variable*, *Artpress* et *Esse*.

#### STÉPHANE GUIMONT MARCEAU

Stéphane Guimont Marceau (elle/she/ella) est professeure-chercheure au centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) dans les programmes d'études urbaines et de mobilisation des connaissances. Elle est Québécoise et vit à Montréal/Tiohtià:ke/Mooniyang. Elle s'intéresse aux processus et espaces de colonisation et d'exclusion, ainsi qu'aux résistances à ces processus et à la construction d'alternatives. Ses projets de recherche actuels concernent les relations entre personnes autochtones et non autochtones au Québec, les territorialités des jeunes autochtones en milieu urbains et la violence contre les femmes autochtones. Elle concentre ses principaux terrains d'études au Québec et en Amérique latine. Elle est membre des réseaux suivants : Tryspaces, Ville Région Monde, DIALOG réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones, Collectif de recherche action politique et démocratie CAPED, ainsi que du volet Jeunes Autochtones de la Chaire-réseau Jeunesse du Québec.

#### INGRID HALL

Ingrid Hall est professeure agrégée au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal et membre associée de l'Unité mixte de recherche Savoirs, Environnements, Sociétés (UMR SENS), France. Ses travaux relèvent de l'écologie politique et ses principaux terrains sont situés dans les Andes péruviennes. Ces dernières années, ses recherches ont porté sur les pratiques et politiques de conservation des variétés paysannes de pommes de terre par différents acteurs, depuis le local jusqu'à l'international. Elle s'est ainsi intéressée à la façon dont la catégorie de savoirs locaux est mobilisée (2019, *Les savoirs locaux en situation. Retour sur une notion plurielle et dynamique*, IRD/Quae avec Verdeaux F., Moizo B.). Cette recherche se poursuit actuellement dans les instances globales dédiées à la conservation

de la biodiversité. Un ouvrage sur l'émergence des droits bioculturels est à paraître au printemps 2023 (Biocultural Rights, Indigenous Peoples and Local Communities: Protecting Culture and the Environment, Routledge, avec Girard F. et Frison C.).

#### MARIKA HANDFIELD

Marika Handfield (allochtone, descendant de colons) étudie au doctorat en psychologie communautaire, à l'UQAM, sous la direction de Thomas Saïas. Sa thèse, en partenariat avec Mikana, vise à mieux comprendre comment réduire les préjugés envers les personnes autochtones, chez les allochtones francophones au "Québec" et tester si ce type d'intervention peut permettre un changement social plus large (effet de contagion). Les risques d'effets négatifs (ex. augmentation des préjugés, microagressions vécues par les personnes autochtones qui donnent les formations) seront également explorés. Ses intérêts de recherche portent sur le changement social et la réduction des comportements oppressifs au quotidien (ex. les pratiques pédagogiques).

#### SHAWN-RENÉE HORDYK

Shawn-Renée Hordyk est professeure agrégée à l'École de travail sociale de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Ses intérêts en matière d'enseignement comprennent la promotion des compétences cliniques, créatives et de la pensée critique. Ses projets de recherches portent entre autres sur le deuil et la santé mentale et le bien-être des jeunes et des familles au Nunavik. Je suis également travailleuse sociale et psychothérapeute de formation avec 18 années d'expérience clinique.

#### MYLÈNE JACCOUD

Mylène Jaccoud est professeure titulaire à l'École de criminologie, chercheure associée au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal et membre du CIÉRA (Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones). Ses deux principaux secteurs de recherche portent sur les politiques et les pratiques alternatives en matière de justice pénale (médiation et justice réparatrice) ainsi que sur l'analyse des rapports entre l'administration de la justice pénale et les Premières Nations et les Inuits au Québec.

#### LAURENT JÉRÔME

Laurent Jérôme a obtenu son doctorat (Ph.D.) en anthropologie à l'Université Laval en 2010. Il est directeur du département des Sciences des religions à l'UQAM et professeur associé à l'École d'études autochtones de l'UQAT. Il est également chercheur régulier au Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA), directeur de la Revue d'Études Autochtones (RÉA) et expert Amérique du Nord au sein du Groupe International de Travail pour les Peuples Autochtones. Ses intérêts de recherche sont, entre autres, l'anthropologie sociale et culturelle, les recherches partenariales, les cosmologies autochtones, la jeunesse, l'éducation et la transmission des savoirs. Il travaille au Québec, principalement avec les Atikamekw et les Innus, ainsi qu'en Amazonie brésilienne.

### JO ANNIE JONCAS

Jo Annie Joncas est professeure en fondements de l'éducation au Département de pédagogie de la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke. Elle obtient un doctorat en administration et politiques de l'éducation à l'Université Laval en 2018 après lequel elle a réalisé un stage postdoctoral à l'Université d'Ottawa. Sociologue de formation, elle s'intéresse aux enjeux sociaux de l'éducation entourant les inégalités, la diversité et justice sociale, de l'enseignement professionnel à l'enseignement supérieur. Ses travaux s'inscrivent dans la tradition qualitative et portent notamment sur l'éducation autochtone.

### LISA QILUQQI KOPERQUALUK

Lisa Qiluqqi Koperqualuk est une anthropologue spécialiste de l'Arctique, essayiste et militante née à Puvirnituq (Nunavik) en 1962. Elle occupe pendant plusieurs années le poste d'agente aux communications de la société Makivik. En juillet 2018, elle est élue vice-présidente du Conseil circumpolaire inuit — Canada. Elle est aussi la co-fondatrice de l'Association des Femmes Inuit du Nunavik, "Saturviit", et elle est membre de la Commission de la qualité de l'environnement de Kativik. Tout au long de sa carrière, elle s'est impliquée au sein de programmes qui visent l'amélioration des conditions de vie des communautés inuites. Elle participe notamment à la création d'un programme postsecondaire au Nunavik, « Nunavik Sivunitsavut » et à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Depuis septembre 2019, elle est conservatrice au Musée des beaux-arts de Montréal, où son objectif est de faciliter les liens entre le MBAM et les communautés inuites. Mme Koperqualuk a fait des études en sciences politiques à l'Université Concordia et en anthropologie à l'Université Laval.

### JONATHAN LAINEY

Jonathan Lainey est Conservateur, Cultures autochtones au Musée McCord depuis le mois de février 2020. Ses champs d'intérêt touchent à l'histoire sociale, politique et culturelle des Autochtones au Québec et au Canada, et plus particulièrement aux Hurons-Wendat et aux colliers de wampum. Il s'intéresse notamment à l'histoire des objets et des collections à travers le temps. Il est l'auteur, entre autres, de *La « monnaie des Sauvages »*. Les colliers de wampum d'hier à aujourd'hui (Septentrion, 2004). Fier membre de la Nation huronne-wendat de Wendake, Jonathan Lainey a étudié en anthropologie et en études autochtones, et il est titulaire d'une maîtrise en histoire de l'Université Laval.

### MYRIAM LANDRY

Myriam Landry agit à titre d'agente culturelle du Jardin des Premières-Nations officiellement depuis juin 2021. Auparavant, elle a contribué au Projet d'autochtonisation d'Espace pour la vie avec Maxim Larrivée. Myriam Landry est membre de la première nation W8banaki (Abénakis) de la communauté de Wôlinak. Sa vie professionnelle est consacrée à travailler sur des projets reliés à la mise en valeur des peuples autochtones, à la défense de leurs droits et intérêts, à la création d'opportunités de développement et à leur rayonnement. Depuis six ans, Myriam travaille auprès d'organismes et groupes autochtones sur les



questions touchant le territoire, les changements climatiques, les droits des femmes autochtones et plus encore. Elle siège sur différents C.A. et comités autochtones au niveau municipal et national.

#### MARIE-DOMINIK LANGLOIS

Marie-Dominik Langlois est doctorante en sociologie à l'Université d'Ottawa et en anthropologie sociale et ethnologie à l'École des hautes études en sciences sociales (EHSS), Marie-Dominik Langlois a travaillé comme coordonnatrice dans différentes organisations de droits humains pour l'Amérique latine ou sur les enjeux extractifs de 2005 à 2013. Coordinatrice du Groupe de recherche interdisciplinaire sur les territoires de l'extractivisme (GRITE) depuis 2017, elle a collaboré à différents projets de recherche et de politiques publiques sur les questions minières et l'Amérique latine et a traduit des textes académiques de féministes latino-américaines de l'espagnol au français. Ses recherches portent sur la réaffirmation identitaire autochtone du peuple xinka, sa résistance à l'exploitation minière et sa défense du droit à la consultation et au consentement dans le Sud-Est du Guatemala.

#### SOPHIE LANIEL

Sophie Laniel est diplômée en anthropologie à l'Université de Montréal. Depuis 2020, elle travaille au sein d'une équipe de recherche-action participative au Centre d'Innovation Sociale en Agriculture (CISA) affilié au Cégep de Victoriaville, sur la réalisation de divers projets encourageant la souveraineté alimentaire chez des communautés Atikamekw en Mauricie. Elle contribue présentement à l'écriture d'un chapitre du livre *Primacy of Indigenous Knowledge*, qui sera publié par Vernon Press, portant sur la décolonisation des méthodes de recherche en contexte autochtone. Elle s'intéresse plus particulièrement à la coconstruction d'approches méthodologiques visant la réalisation de projets ancrés dans les épistémologies autochtones et reflétant une collaboration horizontale entre personnes autochtones et allochtones.

#### MARTIN LAPLANTE

Martin Laplante est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en histoire de l'Université du Québec à Montréal (Bourse du Fond pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche - FCAR). Il s'intéresse plus particulièrement à l'histoire sociale et culturelle du Québec contemporain. Ses recherches les plus récentes portent sur l'histoire des peuples autochtones. Il travaille comme enseignant au secondaire et poursuit une maîtrise en éducation.

#### WIDIA LARIVIÈRE

Widia Larivière est née d'une mère Anishinabekwe, membre de la Première Nation de Timiskaming, et d'un père québécois. Elle œuvre depuis plusieurs années dans la défense des droits des peuples autochtones et dans la création de ponts entre Autochtones et allochtones. Elle est la cofondatrice et directrice générale de Mikana, un organisme de sensibilisation sur les réalités des peuples autochtones. Également cinéaste et autrice, elle a coréalisé deux courts-métrages documentaires avec Wapikoni mobile et a contribué à plusieurs ouvrages. Elle collabore différents projets cinématographiques et balados qui mettent de l'avant les voix des Premiers Peuples. Auparavant, elle a travaillé chez Femmes Autochtones du Québec et à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Elle a également co-

initié la branche québécoise du mouvement Idle No More en 2012. Son engagement lui a valu plusieurs prix et distinctions : elle est notamment colauréate d'un prix Hommage dans le cadre du 40e anniversaire de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (2015) ainsi que du prix Ambassadeur de la conscience d'Amnistie internationale (2017). Sa plus grande fierté est sa fille Maélie.

#### **MAXIM LARRIVÉE**

Maxim Larrivée, scientifique reconnu et gestionnaire avisé, Maxim Larrivée est directeur de l'Insectarium depuis 2019. Il a récemment mené à bien l'ouverture du nouvel Insectarium au printemps 2022. Avec ses collègues de la direction d'Espace pour la vie, il collabore à l'élaboration des stratégies et à l'atteinte des objectifs du service visant à reconnecter l'humain à la nature et l'inciter à la conserver; il poursuit également le développement des programmes de science participative et le déploiement du programme d'autochtonisation d'Espace pour la vie. Passionné d'entomologie depuis son tout jeune âge, Maxim Larrivée est titulaire d'un doctorat en entomologie ainsi que d'une maîtrise en écologie et d'un baccalauréat en biologie. Il se spécialise dans l'étude des impacts des changements climatiques sur la biodiversité de plusieurs groupes d'arthropodes. Il combine plusieurs approches novatrices de monitoring de la biodiversité, notamment la science participative et plus récemment l'intelligence artificielle. Il a fondé et codirige eButterfly, un projet de science participative mondial axé sur le monitoring de la biodiversité des papillons, ainsi que Mission Monarque, qui se concentre sur l'identification des zones de reproduction du papillon monarque au Canada. Il a également mis en place un réseau de suivi des insectes dans le Grand Nord québécois en collaboration avec le gouvernement régional du Nunavik, le projet Sentinelles du Nunavik, où des jeunes des communautés inuites sont formés et embauchés pour faire le monitoring des insectes pollinisateurs dans leur communauté.

#### **MORGANE LECLERCQ**

Morgane Leclercq est doctorante à la faculté de droit de l'Université Laval sous la direction de la professeure Geneviève Parent, titulaire de la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires (Chaire DDSA), en cotutelle avec l'Université Aix-Marseille, sous la direction de la professeure Estelle Brosset. Elle est diplômée de la Maîtrise en droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire (LL.M.) de l'Université Laval, d'un Master 2 en droit de l'environnement des Universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Paris 2 Panthéon-Assas (M.), ainsi que d'une licence d'ethnologie de l'Université de Strasbourg (L.). De 2016 à 2021, elle a participé à un projet collaboratif et interdisciplinaire portant sur les systèmes de gestion de la diversité cultivée en Afrique de l'Ouest porté par le Centre international de recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Ses recherches portent sur les enjeux juridiques entourant la disponibilité et l'accessibilité aux semences agricoles, et plus largement sur la diversité bioculturelle et la sécurité alimentaire.

#### **VÉRONIQUE IAKOHAHÁ:WIS LEGAULT**

Véronique Iakohahá:wis Legault est membre du clan du loup de la communauté Kanien'kehá:ka de Kahnawà:ke. Elle agit à titre de coordonnatrice du projet d'autochtonisation d'Espace pour la Vie depuis 2021. Passionnée de langues et munie d'une Maîtrise en Linguistique appliquée, elle participe à la

revitalisation du Kanien'kéha dans sa communauté de multiples façons. Son parcours professionnel s'étend du milieu communautaire à l'éducation en passant par la recherche universitaire.

#### FRANCIS LÉVESQUE

Francis Lévesque est anthropologue et professeur à l'école d'études autochtones (ÉÉA) de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) depuis 2014. Il est un des fondateurs de l'ÉÉA en 2016 en plus d'être responsable des programmes de premier cycle en études autochtones depuis 2020. Ses recherches portent principalement sur l'influence de la colonisation sur les rapports humains-animaux, principalement sur les rapports entre les Inuit et leurs chiens dans l'Arctique canadien au 20e siècle. Il s'intéresse aussi aux questions d'éducation postsecondaire en contexte autochtone et à l'impact du développement minier sur les communautés nordiques.

#### DANIELLE LUSSIER-MEEK

Danielle Lussier-Meek est métisse de la rivière Rouge, née et élevée dans la patrie de la nation métisse sur le territoire du Traité 1. Elle est une artisane du perlage et la maman de trois enfants qui grandissent sur les rives du lac Ontario. Éducatrice et administratrice universitaire primée, elle croit que l'amour et l'humanité ont leur place autant en droit qu'en éducation juridique. Elle est titulaire d'un baccalauréat en droit, d'une licence en droit, d'une maîtrise en droit et d'un doctorat en droit de l'Université d'Ottawa. Admise au barreau de l'Ontario en 2009 après avoir été assistante de recherche à la Cour suprême du Canada et auxiliaire juridique à la Cour fédérale du Canada, Mme Lussier a été la première défenseure des apprenants autochtones et directrice des relations communautaires et autochtones à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa de 2018 à 2022. Elle est maintenant professeure et directrice académique du programme PILA au Collège militaire royal du Canada à Kingston, Ontario.

#### ROLANDO MAGAÑA CANUL

Rolando Magaña Canul est stagiaire postdoctoral à l'école d'études autochtones de l'UQAT. Il s'intéresse aux mouvements autochtones, extractivisme et études décoloniales. Docteur en anthropologie de l'Université Laval, il a fait des études en sociologie et anthropologie à l'Université de Lyon II en France, ainsi qu'au Yucatan (UADY) et à Puebla au Mexique. Sa thèse doctorale a reçu le prix de la Chaire Jorge Alonso du Centre universitaire des sciences sociales et humanités (CUCSH) de l'Université de Guadalajara (UDG) et du Centre de recherche et d'études supérieures en anthropologie sociale (CIESAS) et a été publiée en livre intitulé : « *La defensa de las tierras comunes. Estudio sobre neoliberalismo y apropiación de la identidad maya en Yucatán [La défense des terres communes. Étude sur le néolibéralisme et l'appropriation de l'identité maya au Yucatán]* ».

#### JANET MARK

Janet Mark est membre de la nation Crie et titulaire d'un baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire et d'une maîtrise en psychoéducation. Janet Mark a mis de l'avant une gamme de services à la population autochtone. Elle travaille à l'UQAT depuis 2002 où elle a occupé différentes fonctions et en mars 2021, elle a débuté ses fonctions en tant que conseillère stratégique à la réconciliation et à

l'éducation autochtone au vice-rectorat à l'enseignement, à la recherche et à la création. Entre mars 2017 et décembre 2018, elle a travaillé pour la Commission Viens (CERP). Elle a été membre du conseil d'administration du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or de 2007 à 2017 et elle a été membre du Conseil supérieur de l'éducation du Québec de 2010 à 2015.

#### **JEDIDAT MATOUSH**

Jedidat Matoush est candidate au doctorat au département de science politique de l'Université Concordia, à Montréal. Jedidat est Eeyou (Cri de la Baie-James) de Mistissini, au Québec. Elle a également une formation en sociologie de la même université. En tant que sociologue politique et Eeyou d'Eeyou Istchee, Jedidat s'intéresse aux politiques autochtones et à la construction de la nation dans le contexte canadien. Son travail va au-delà de l'examen de la transformation culturelle des nations autochtones, du traditionnel au moderne. Sa recherche analyse plutôt la place de la culture et des valeurs Eeyou au sein des institutions dirigeantes du gouvernement de la nation crie. De plus, elle examine comment la culture et les valeurs présentes dans ces institutions politiques affectent la perception de soi et l'identité collective Eeyou. Jedidat est également instructrice en sciences humaines au Collège John Abbott dans le cadre du programme Iyeskuwiiu. Iyeskuwiiu est un programme tremplin personnalisé et un effort de collaboration entre le Collège John Abbott et la Commission scolaire crie, qui prépare les diplômés Eeyou du secondaire à la vie d'étudiants postsecondaires.

#### **PHILIPPE TSARONSERE MEILLEUR**

Philippe Tsaronsere Meilleur (directeur général), est Kanien'kehá:ka de Kanesatake. Ayant une sensibilité pour la justice sociale, Philippe a commencé son parcours professionnel dans le domaine de la collecte de fonds pour des organismes tels que Médecins sans frontières, Oxfam Québec et Amnistie internationale Canada francophone. En 2010, il s'est joint à l'équipe d'Équiterre pour travailler pour l'amélioration de la qualité de l'air de Montréal. En 2014, il obtient le poste de directeur général de Montréal Autochtone. Étant titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires spécialisé en gestion, il a immédiatement saisi l'opportunité de fonder et développer Montréal Autochtone pour réaliser sa mission, qui vise à contribuer à la santé holistique, la force culturelle et le succès de familles autochtones, d'individus et de la communauté à Montréal. Philippe est aussi président du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec depuis 2019.

#### **MARC MOLGAT**

Marc Molgat est professeur titulaire à l'École de service social de l'Université d'Ottawa et membre du Cercle Kinistôtàdimin. Son enseignement porte sur les fondements théoriques du travail social, l'épistémologie et les jeunes en difficulté. Ses recherches traitent de divers aspects de la vie des jeunes adultes dont les parcours résidentiels, les relations sociales, les rapports avec les parents et l'insertion des jeunes faiblement scolarisés. Il a occupé pendant plusieurs années le poste de Directeur de l'École de service social et a plus récemment été Vice-Doyen des études de premier cycle de la Faculté des sciences sociales à l'Université d'Ottawa. Dans ces deux postes, il a été co-responsable du lancement et de la mise

en œuvre d'initiatives d'autochtonisation et de décolonisation qui continuent aujourd'hui de se développer en partenariat avec des collègues et des communautés autochtones.

#### JOHANNA NOUCHI

Johanna Nouchi est doctorante en psychologie communautaire à l'UQAM, sous la supervision de Thomas Saïas. Depuis 2017, elle travaille comme coordonnatrice et agente de recherche sur plusieurs projets de recherche et d'évaluation dans les milieux communautaires et institutionnels. L'objectif pragmatique vise à favoriser et soutenir les changements qui tendent vers plus d'équité. La recherche est vue comme un outil de changement social au service des communautés. Ses intérêts de recherche se centrent sur la justice sociale, la lutte contre les inégalités et le transfert des connaissances hors des murs académiques. Son étude doctorale porte sur « *l'expérience des enseignant-e-s d'histoire au secondaire concernant la transmission de l'histoire des peuples autochtones au sein de l'histoire du Canada, au Québec* ».

#### KATERIN ARIAS-ORTEGA

Katerin Arias-Ortega est docteure en sciences de l'éducation de l'Université catholique de Temuco. Professeure agrégée au département de psychologie de la Faculté des sciences de la santé de l'Université catholique de Temuco (UCT, Chili), Katerin Arias Ortega est membre du Laboratoire LERDUS (UQAT). Chercheure associée dans l'Équipe de développement et de recherche d'actions collaboratives en contextuelle éducative autochtone (ÉDRACCÉA) de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Québec-Canada. ORCID : <http://orcid.org/0000-0001-8099-0670> .

#### SAKAY OTTAWA

Sakay Ottawa est spécialiste en éducation et en intervention auprès des jeunes atikamekw de sa communauté. Atikamekw originaire de Manawan, il intervient depuis près de 20 ans dans le domaine de la langue, de la culture et de l'éducation. Passionné d'histoire, il a enseigné pendant trois ans au Lac Saint-Jean et à La Tuque, et a été directeur des Services éducatifs, linguistiques et culturels au Conseil de la Nation Atikamekw à La Tuque en 2008. Aujourd'hui directeur de l'école secondaire Otapi, il développe depuis son entrée en fonction (2016) différentes activités et programmes afin de renforcer les dimensions culturelles de l'éducation des étudiant.es.

#### EDITH-ANNE PAGEOT

Edith-Anne Pageot est spécialiste des modernismes. Elle s'intéresse aux logiques transculturelles et transnationales qui traversent les modes de production et d'exposition des objets d'art. Elle est l'auteurice du livre *La culture artistique et médiatique au Collège Manitou* (PUM, 2023) et coéditrice de *L'art et l'éducation dans un monde en mutation* (PUM, 2022). Avec Pierre-Edouard Latouche elle a publié l'article, « *Genèse d'un projet de construction de maisons à l'énergie solaire au Collège Manitou, un prototype novateur?* » *Revue d'études autochtones* (2021). Elle est coéditrice de la revue *Le Carnet. Histoires de l'art au Québec*. Elle a co-réalisé le premier Massive online open course (MOOC), en français, sur les arts autochtones, *Ohtehra' l'art autochtone aujourd'hui* (2022). Son plus récent projet de recherche, une géographie des réseaux de production et de diffusion de la fibre dans l'art moderne et contemporain au

Québec (FRQSC, PAFARC 2021-2024) participe des théories critiques féministes et décoloniales. Edith-Anne Pageot est professeure au Département d'histoire de l'art de l'UQAM et membre associée du CIERA.

**MARTIN PAPILLON**

Martin Papillon (Ph.D, University of Toronto) est directeur du Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS). Ses travaux portent sur le fédéralisme, la citoyenneté pluraliste et les droits des peuples autochtones. Il s'intéresse notamment à la mise en œuvre des traités et des ententes d'autonomie gouvernementale dans le contexte canadien, à la participation des Autochtones à la gestion des ressources naturelles ainsi qu'à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans une perspective comparée.

**VÉRONIQUE PAUL**

Véronique Paul est professeure à l'unité d'enseignement et de recherche en sciences de l'éducation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Elle est membre du groupe de cogestion, et responsable des programmes de formation des enseignants inuit Ivujivik-Puvirnituk-UQAT. Elle est aussi membre du Groupe de recherche interdisciplinaire sur les affirmations autochtones contemporaines-Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (GRIAAC/CIÉRA-MTL) et de l'Équipe en développement de recherche et d'actions de collaboration en contexte éducatif autochtone (ÉDRACCÉA, UQAT). Elle s'intéresse aux questions de la formation des enseignants inuit et des Premières nations, au développement de l'éducation au sein des communautés nordiques ainsi qu'à l'histoire de l'éducation en contexte autochtone.

**GLORYA PELLERIN**

Gloria Pellerin, Ph.D. est professeure titulaire à l'Unité d'enseignement et de recherche des sciences de l'Éducation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). Son champ d'expertise se situe principalement dans le domaine de l'utilisation pédagogique du numérique et de la formation pratique. Chercheuse associée au Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE), elle s'intéresse aussi à la formation des enseignants associés, à la préparation à l'insertion professionnelle, ainsi qu'à l'éducation en contexte autochtone. Elle est actuellement directrice de l'Unité de recherche, de formation et de développement de l'éducation en milieu autochtone (URFDÉMA) de l'UQAT et responsable des programmes offerts aux étudiants des Premières Nations. Elle est également chercheuse principale de l'Équipe de recherche et de développement d'actions collaboratives en contexte éducatif autochtone (EDRACCÉA).

**CHLOÉ PELLETIER**

Chloé Pelletier est étudiant·e à la maîtrise à l'École d'études autochtones de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Originaire du sud-ouest de la France, Chloé est installé·e au Québec depuis près de 5 ans. Après avoir complété un baccalauréat en biologie, iel a choisi de réorienter ses études vers les sciences humaines pour développer une approche pluridisciplinaire dans ses futures implications professionnelles et personnelles. La relation au territoire, la transmission intergénérationnelle et

interculturelle sont au cœur de son présent projet de recherche et de ses aspirations futures. La recherche-action collaborative, ancrée localement ainsi que la recherche-crédation participative sont des axes dans lesquels iel vise poursuivre ses occupations universitaires.

#### SARA PETRELLA

Sara Petrella est chercheuse postdoctorale à l'Institut d'histoire de l'art et de muséologie de l'Université de Neuchâtel. Après une thèse de doctorat à l'Université de Genève et un postdoctorat à l'Université de Berne, elle a travaillé plusieurs années au Canada, d'abord en tant que collaboratrice scientifique à Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, puis en tant que chercheuse postdoc FNS au Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones de l'Université du Québec à Montréal. Elle est l'auteure de la monographie *Le Singe de l'autre. Du « sauvage » américain à l'histoire comparée des religions* (avec Philippe Borgeaud, 2016) et elle a dirigé l'ouvrage collectif, *La plume et le calumet. Joseph-François Lafitau et les « sauvages américains »* (avec Mélanie Lozat, 2019), ainsi que le dossier, *Arts et territoire, de la Nouvelle-France au Québec* (2020), pour la revue *Asdiwal*. Revue genevoise d'anthropologie et d'histoire des religions.

#### LAÏSA PIVERT

Laïsa Pivert est doctorante en sociologie à l'Université Laval sous la direction de Gérard Duhaime et auxiliaire de recherche. Après des études en sciences du management, elle a été enseignante en Guyane française, où elle a été confrontée aux failles du système éducatif, liées à la prise en compte de la grande diversité ethnoculturelle que possède ce territoire. Arrivée au Québec pour réaliser son doctorat, elle a pu travailler sur des projets avec la communauté atikamekw d'Opitciwan. Ces expériences lui ont montré à quel point, il existait de nombreuses similarités entre les peuples autochtones de ces deux territoires et lui ont donné le goût d'approfondir ces connaissances sur la résurgence autochtone en contexte d'éducation institutionnalisée. Ces intérêts de recherche sont liés à la sociologie de l'éducation, la décolonisation du système éducatif, la transmission des langues et cultures autochtones.

#### CARLO PRÉVIL

Carlo Prévil, est Professeur à l'UQAT et Coordonnateur du Laboratoire d'études, de recherche et de didactique de l'univers social (LERDUS). Carlo Prévil est également chercheur dans l'Équipe de développement, de recherche et d'actions de collaboration en contexte éducatif autochtone (EDRACCÉA), chercheur associé au Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA), chercheur associé au Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) et professeur associé à l'Institut des sciences, des technologies avancées et des études supérieures d'Haïti (ISTEAH). ORCID : <https://orcid.org/0000-0002-8909-1425>

#### GLADYS RADEK

Gladys Radek is Gitxsan Wet'suwet'en First Nations. She is a tireless human rights and grassroots activist for the MMIWG2S+ people. She is on the Advisory Circle for the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls and co-founder/founder of Walk4Justice and Tears4Justice where

she has co-organized and carried out five national walks across Canada to raise awareness for the MMIWG2S+ people. Each walk is of approximately 7,500 kilometers lasting over three months where she collects, carries, and shares the stories of the families.

#### SAMUEL RAINVILLE

Samuel Rainville travaille à titre conseiller principal aux relations avec les Premiers Peuples à l'Université de Montréal. Il est détenteur d'un diplôme de 2e cycle en éducation relative à l'environnement et d'un certificat en sciences de l'environnement de l'UQAM. Il possède aussi un baccalauréat en études internationales et langues modernes de l'Université Laval. Innu urbain et membre de la communauté de Pessamit, il s'intéresse particulièrement à la valorisation des savoirs autochtones et à la protection du territoire.

#### THIERRY RODON

Thierry Rodon est titulaire de la Chaire de recherche sur le développement durable du Nord, est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université Laval. Il s'intéresse aux politiques autochtones et nordiques et il possède une vaste expérience de recherche avec les communautés autochtones et les institutions nordiques sur des thèmes aussi variés que l'impact des activités extractives sur les communautés du Nord, l'accès à l'éducation pour les Autochtones, la gestion des ressources renouvelables, le développement et l'évaluation de politiques ainsi que la participation des communautés aux processus d'évaluation environnementale et la mise en œuvre de la déclaration des nations unies sur les peuples autochtones.

#### KHADIATOU SARR

Khadiatou Sarr est doctorante en droit à l'UQAM sous la direction de la professeure Doris Farget. Elle a débuté son parcours universitaire à la faculté de droit d'Aix-en-Provence et est actuellement doctorante à l'Université du Québec à Montréal. Ses intérêts et son engagement pour les causes touchant aux droits humains remontent au début de son parcours universitaire. Elle a aussi développé un intérêt profond pour le domaine des droits des peuples autochtones qui s'est concrétisé lors d'un stage aux Nations-Unies à Genève mais aussi lors d'un voyage de 6 mois en Nouvelle-Zélande. Elle a continué au Québec depuis maintenant 5 ans avec notamment un stage chez Amnistie internationale francophone et en tant que bénévole chez Mikana. Depuis décembre 2021, elle travaille au sein du réseau des peuples autochtones d'Afrique.

#### TALLER DE TRADICIÓN ORAL TOTAMACHILIS (« ATELIER DE TRADITION ORALE 'NOTRE SAVOIR' »).

Le groupe a été formé en 1979, à l'initiative d'Alfonso Reynoso Rábago, enseignant, à San Miguel Tzinacapan, Cuetzalan, Puebla. Le but était de recueillir la riche tradition orale des Nahuats, de l'analyser et la diffuser de façon écrite. Au cours des années 1980 et 1990, le groupe a publié une douzaine de fascicules bilingues portant sur les mythes et les contes (Maseual Sanilmej), et un livre d'ethnohistoire : Les oíamos contar a los abuelos (1994). Avec Pierre Beaucage, il a effectué des recherches sur les savoirs botaniques et zoologiques, la toponymie et la représentation de l'espace ainsi que sur les archives



régionales. Leur premier livre conjoint portait sur la pharmacopée autochtone (Maseualxiujpajmej / Plantas medicinales indígenas, 1988); le dernier, sur les plantes comestibles (Se taxkaltzin saj ... / Una tortillita no más..., 2015).

#### NANCY R. TAPIAS TORRADO

Nancy R. Tapias Torrado est chercheuse postdoctorale à la Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal. Elle est docteure en sociologie (Université d'Oxford) et avocate (Pontificia Universidad Javeriana) spécialisée en droit international des droits humains (LLM, Université d'Essex). Dans sa thèse de doctorat « *Indigenous women leading the defence of human rights from the abuses by mega-projects in Latin America, in the face of extreme violence* » (2020), Nancy a développé une analyse comparative avec des études de cas approfondies en Colombie, en Équateur, au Honduras, au Mexique et au Pérou. Cette recherche découle de son expérience en tant que chercheuse sur la situation des défenseurs.es des droits humains dans les Amériques (2006-2015) au secrétariat international d'Amnistie internationale à Londres (Royaume-Uni) et de plusieurs années passées à travailler en Colombie. Nancy a été consultante pour les Nations unies, le Centre pour la justice et le droit international et les Brigades internationales pour la paix, entre autres.

#### ISABELLE TOUCHETTE

Isabelle Touchette est diplômée au deuxième cycle en anthropologie à l'Université de Montréal. Elle travaille comme assistante de recherche au sein d'une équipe de recherche-action participative au Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA) du Cégep de Victoriaville, où elle participe à divers projets en agroalimentaires dans les communautés Atikamekw en Mauricie et certaines communautés nordiques Autochtones et allochtones. Elle contribue présentement à la rédaction d'un article scientifique « *Approche agricole de la souveraineté alimentaire à Opitciwan* » qui sera publié dans Recherches amérindiennes au Québec. Dans le cadre de ses recherches, elle s'intéresse à la souveraineté alimentaire et prône la coconstruction d'une approche méthodologique qui met de l'avant la participation citoyenne aux projets communautaires.

#### JEAN-PHILIPPE UZEL

Jean-Philippe Uzel est professeur d'histoire de l'art à l'Université du Québec à Montréal. Il est membre du GRIAAC-CIÉRA et de l'équipe de recherche « *Des nouveaux usages des collections dans les musées d'art* » (Partenariat-CRSH). Il a fait paraître en 2018 une étude pour le compte du Conseil des arts de Montréal sur les Pratiques professionnelles en arts visuels issues de l'autochtonie et de la diversité à Montréal et il a co-dirigé avec Nadia Myre un numéro hors-série de la revue Spirale sur le thème « *Femmes et violences de masse* ». Il travaille actuellement à l'élaboration d'un MOOC intitulé Ohtehra', l'art autochtone aujourd'hui construit à partir des œuvres autochtones des collections d'art moderne et contemporain du Musée des beaux-arts de Montréal.

### GABRIELLE VACHON-LAURENT

Gabrielle Vachon-Laurent est une jeune femme de la Nation Innu, elle a grandi dans la communauté de Pessamit. Elle étudie au baccalauréat en loisir, culture et tourisme à l'Université du Québec de Trois-Rivières, elle a terminé son diplôme d'étude collégiale au collège autochtone Kiuna en 2016. Elle a accumulé quelques expériences de travail dès sa sortie du collège en 2017, elle participe au comité d'organisation des Jeux interbandes à Wemotaci dans le volet culture et spectacle. Elle a travaillé à la Coop Nitaskinan qui est une coopérative autochtone de solidarité qui réunit des membres travailleurs et de soutien ayant à cœur le développement socioéconomique et culturel porté par une vision et des valeurs autochtones. Elle a contribué comme agente de mobilisation et de développement pour le projet Aishkat Innuat. Les objectifs étaient de rassembler les initiatives de nos communautés, de se mobiliser par nos talents comme individus, comme collectivités, comme nation, comme Innu. Elle a œuvré au Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières qui a pour mission de devenir un incubateur d'importantes initiatives et de nombreux partenariats dans le but de répondre aux divers besoins des Autochtones qui se retrouvent en ville, comme agente culturelle pendant les quelques années où elle fût dans le comité d'organisation pour la Marche Pacifique Justice pour Joyce, une de ces plus grandes réalisations puisqu'elle a vu un rassemblement important d'autochtones pour la cause commune contre la discrimination systémique. Elle est nommée comme Présidente de l'Association Étudiante des Premiers Peuples de l'UQTR. Elle est élue comme Vice-Présidente en décembre 2021, dans l'organisation des Femmes Autochtones du Québec. Elle est maintenant, employée au sein du Réseau Jeunesse des Premières Nations du Québec et du Labrador en tant que conseillère en stratégie jeunesse.

### CYNDY WYLDE

Cyndy Wylde est originaire de la communauté Pikogan, située en l'Abitibi-Témiscamingue. Cyndy est Anicinape et Atikamekw. Elle a étudié la criminologie, la toxicomanie, la santé mentale et elle s'intéresse aux enjeux et réalités des peuples autochtones. Pendant plus de 25 ans, elle a évolué professionnellement sur différents postes au Service correctionnel du Canada; plus précisément dans les Initiatives autochtones. Ce bagage professionnel l'a amenée à être membre de l'équipe de recherche de la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones; écoute, réconciliation et progrès (CERP), à titre d'experte pour le service public des Services correctionnels du Québec. Ses recherches sont d'ailleurs orientées vers la surreprésentation des autochtones dans le système correctionnel au Québec. Elle a également été conseillère politique auprès de l'Assemblée des Premières Nations du Québec-Labrador (APNQL). Depuis juillet 2021, elle est professeure à l'École de Service social de l'Université d'Ottawa. Toutes ses expériences professionnelles ont pour dénominateur commun l'objectif de travailler auprès et pour les Premières Nations.

### DAPHNÉE YIANNAKI

Daphnée Yiannaki est doctorante en muséologie, médiation, patrimoine à l'UQAM. Elle est membre étudiante du CIÉRA – Montréal et fait partie du Comité de rédaction des Cahiers du CIÉRA. Elle est assistante de recherche pour le groupe CIÉCO : Collection et impératif évènementiel, pour l'axe « La

*collection engagée* ». Elle est récipiendaire d'une bourse de doctorat du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC). Son projet de thèse porte sur l'art contemporain autochtone et sa place dans le processus de décolonisation des musées d'art canadiens, à travers l'étude de son collectionnement et de son exposition.

**ANA CATARINA ZEMA**

Ana Catarina Zema est chercheuse senior au Centre de référence virtuel autochtone de l'Armazém Memória. Elle a été stagiaire postdoctorale en Science politique à l'Université Laval grâce à une bourse du CIÉRA et stagiaire postdoctorale au Centre de développement durable de l'Université de Brasilia titulaire d'une bourse d'excellence académique. Elle est titulaire d'un doctorat en histoire sociale de l'Université de Brasilia (UnB) et d'un D.E.A. en histoire des idées de l'Université Sorbonne Nouvelle. Ses recherches portent sur la lutte historique des peuples autochtones pour droits et autonomie dans les Amériques. Depuis 2010, elle contribue à des projets de recherche ainsi qu'à des activités scientifiques auprès du groupe d'études sur les droits ethniques Moitará et auprès de l'Observatoire des droits autochtones (OBIND). Elle fait aussi partie du groupe de travail Pueblos Indígenas y Proyectos Extractivos du Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO).



## REMERCIEMENTS

Cette année, le Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA) a organisé son 20<sup>e</sup> colloque annuel avec le Groupe de recherche interdisciplinaire sur les affirmations autochtones contemporaines (GRIAAC), en collaboration avec le Cercle des Premières Nations de l'UQAM (CPN-UQAM), en particulier Gustavo Zamora Jiménez, Jennifer Buckell et Étienne Levac, le Musée McCord, en particulier Christine Bérubé, Jonathan Lainey, Maïa Mendilaharsu et Suzanne Sauvage et avec l'appui du Jardin botanique de Montréal | Espace pour la vie, où nous remercions Myriam Landry, Julie Jodoin et Ariane Drapeau Cloutier et de Femmes autochtones du Québec, notamment Stéfanie Sirois-Gauthier, Marjolaine Étienne et Léa Sérrier. Un merci tout particulier à l'équipe de coordination du CIÉRA-Montréal: Éric Chalifoux, Isabelle Chrétien et Arnaud Simard-Émond, sans oublier Anthony Melanson Giasson coordonnatrice du pôle CIÉRA à l'Université Laval pour son soutien. Nous remercions Simon Dabin, stagiaire postdoctoral pour sa contribution au sein de la coordination scientifique du colloque. Merci aux membres des comités scientifiques et organisateurs : Mathieu Boivin, Philippe Boucher, Sabrina Bourgeois, Éric Chalifoux, Isabelle Chrétien, Richard Compton, Simon Dabin, Maude Darsigny-Trépanier, Doris Farget, Jonathan Lainey, Étienne Levac, Johanna Nouchi, Vincent Pâquet, Khadiatou Sarr, Mélisande Séguin, Arnaud Simard-Émond, Stéfanie Sirois-Gauthier, Maxence Terrollion, Elisa Tripotin, Isabelle Veillette, Daphnée Yannaki et Gustavo Zamora Jiménez. Nous souhaitons aussi remercier Kanessa Michel pour la création visuelle qu'elle a réalisée pour ce colloque.

Nous remercions les départements, facultés, centres, instituts et chaires de recherche de l'UQAM, de l'Université de Montréal et de l'Université Laval ainsi que le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et le Fonds québécois de la recherche société et culture (FRQSC) pour leur appui financier, essentiel à la réalisation de cet événement.

Nous manifestons notre gratitude à toutes les personnes qui ont tenu des conférences et des présentations lors du colloque, ainsi qu'à toutes celles qui nous ont soumis des propositions de communication. Nous remercions également les modératrices et modérateurs des panels, qui ont accepté avec enthousiasme d'animer les conversations et les débats. Un grand merci à tous ces gens pour leur contribution aux multiples réflexions qui se développeront lors de ce colloque. Nous transmettons également nos plus sincères remerciements à tous les artistes qui ont accepté de participer à la soirée culturelle, notamment Barbara Diabo, Beatrice Deer, Sans Pression, Maïlys Flamand, Craig Commanda et Danika Saint Laurent. Nous saluons leur extrême générosité ainsi que leur soutien à notre initiative. De plus, nous remercions chaleureusement tous les bénévoles et toutes les personnes des réseaux autochtones et médiatiques qui ont accepté de diffuser l'information sur nos événements notamment Élisabeth Brunet, Caroline Côté, Lauryane Chevarie, Maurice-G Du Berger, Arielle Marleau, Laurence

Hamel-Charest, Marika Handfield, Naomie Léonard, Maryse Proulx, Joëlle Rondeau, Clarisse Sidney et Manon Van besien.

Enfin, nous remercions tous nos partenaires et soutiens financiers sans qui le colloque n'aurait pu avoir lieu.

Musée McCord, Jardin botanique de Montréal | Espace pour la vie, CPN-UQAM, Ian Lafrenière, Député de Vachon, Société Recherche amérindiennes au Québec, GRIAAC, CIÉRA Laval, département d'anthropologie Université de Montréal , département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques Université de Montréal , département de communication Université de Montréal , faculté de droit Université de Montréal , Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée ULaval, Chaire de recherche du Canada en connaissance et transmission de la langue inuite UQAM, Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie UQAM – CRIDAQ, département d'histoire UQAM, département de sexologie UQAM, département d'histoire de l'art UQAM, département de philosophie UQAM, département de science politique UQAM, département des sciences des religions UQAM, département de sociologie UQAM, École des médias UQAM, Faculté de science politique et droit UQAM, Institut d'études internationales de Montréal UQAM, Laboratoire international de recherche sur l'imaginaire du Nord, de l'hiver et de l'Arctique UQAM, Rectorat UQAM.



## LE COMITÉ ORGANISATEUR

Éric Chalifoux, Isabelle Chrétien, Richard Compton, Simon Dabin, Maude Darsigny-Trépanier, Doris Farget, Jonathan Lainey, Étienne Levac, Johanna Nouchi, Mélisande Séguin, Arnaud Simard-Émond, Stéphanie Sirois-Gauthier, Maxence Terrollion et Gustavo Zamora Jiménez

## LE COMITÉ SCIENTIFIQUE

Mathieu Boivin, Philippe Boucher, Sabrina Bourgeois, Isabelle Chrétien, Simon Dabin, Johanna Nouchi, Vincent Pâquet, Khadiatou Sarr, Mélisande Séguin, Arnaud Simard-Émond, Elisa Tripotin, Isabelle Veillette et Daphnée Yannaki

## LE COMITÉ SOIRÉE CULTURELLE

Maude Darsigny-Trépanier et Étienne Levac

## LES BÉNÉVOLES

Élizabeth Brunet, Caroline Côté, Lauryane Chevarie, Maurice-G Du Berger, Arielle Marleau, Laurence Hamel-Charest, Marika Handfield, Naomie Léonard, Maryse Proulx, Joëlle Rondeau, Clarisse Sidney et Manon Van Besien.

Un grand merci à vous !

## Formulaire de désistement pour l'enregistrement vidéo et la prise de photographies

Le comité organisateur du colloque tient à vous informer que toutes les communications sont sujettes à être filmées et prises en photo (publication sur le site Internet du CIÉRA). Cette initiative vise à offrir une meilleure visibilité aux communications des participant-e-s.

Si toutefois vous ne souhaitez pas que votre intervention soit filmée ou photographiée, vous pouvez simplement remplir le formulaire ci-dessous et le remettre à un membre du comité organisateur (conservez ce reçu).

Merci,

Le Comité organisateur

COPIE DU-DE LA PARTICIPANT-E

Formulaire de désistement concernant

Signature de l'intervenant-e \_\_\_ Date \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_

Initiales du membre du comité, en guise d'accusé de réception \_

----- Découper ici -----

COPIE À REMETTRE À L'ADRESSE [colloque.ciera2022@gmail.com](mailto:colloque.ciera2022@gmail.com)

Avant le 2 mai 2022

Formulaire de désistement

Je, soussigné-e, \_\_\_\_\_ ne souhaite pas que mon intervention au Colloque du CIÉRA/GRIAAC 2019 soit l'objet d'une prise de photo.

Formulaire remis à \_\_\_\_\_, membre du comité organisateur (initiales) \_\_\_\_\_

Signature de l'intervenant-e \_\_\_ Date \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_







## NOTES

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---